

20 25

Note de
conjoncture
économique du
Gabon



THÈME SPÉCIAL :
Construire et préserver les
richesses du Gabon pour
améliorer les conditions
de vie des populations

Juin 2025



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Politique économique

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

© 2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale

Certains droits sont réservés.

Ce travail est le fruit du travail du personnel de la Banque mondiale et de contributions externes. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de son Conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, l'exhaustivité ou l'actualité des données incluses dans ce travail et n'assume aucune responsabilité pour les erreurs, omissions ou divergences dans les informations, ni aucune responsabilité quant à l'utilisation ou la non-utilisation des informations, des méthodes, des processus ou des conclusions présentées. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale quant au statut juridique d'un territoire, ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières. Rien dans le présent document ne peut constituer ou être interprété ou considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

Droits et autorisations

Le contenu de cet ouvrage est soumis à des droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que la source soit citée.

Attribution— Veuillez citer l'œuvre comme suit : «Banque mondiale. 2025. Note de conjoncture économique du Gabon 2025. Thème spécial : Construire et préserver les richesses du Gabon pour améliorer les conditions de vie des populations. Washington, DC : Banque mondiale.»

Toutes les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées aux Publications de la Banque mondiale, Groupe de la Banque mondiale, États-Unis ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Table des matières

Remerciements	iv
Abréviations et acronymes	v
Aperçu Général	1
1. Tendances économiques récentes et perspectives pour le Gabon	9
I. La croissance mondiale et régionale reste inférieure aux niveaux d'avant la pandémie et vulnérable à un contexte particulièrement incertain	9
II. La croissance économique du Gabon s'est accélérée en 2024 mais est restée limitée par des défis structurels	11
III. La création d'emplois reste une voie essentielle pour la réduction de la pauvreté	14
IV. Les pressions inflationnistes se sont progressivement atténuées, ce qui a permis à la banque centrale régionale de commencer à assouplir sa politique monétaire en 2025	16
V. La position commerciale du Gabon a bénéficié de fortes exportations de produits de base, tout en étant confrontée à des obstacles au commerce et à des défis en matière d'infrastructures.....	18
VI. Combinée à la baisse des recettes pétrolières, une politique de dépenses expansionniste a entraîné une détérioration de la situation budgétaire en 2024	21
VII. Le Gabon a pris des mesures pour gérer plus activement la dette publique, mais reste confronté à une dette publique et à un service de la dette élevés.....	25
VIII. Les entreprises rencontrent des difficultés à accéder au financement, tandis que les coûts de financement ont augmenté pour l'état.....	31
IX. Les perspectives de croissance du Gabon sont exposées à un environnement mondial difficile et très incertain.....	32
X. Actions clés pour permettre au Gabon d'atteindre une croissance plus forte, de créer plus d'emplois et d'améliorer les conditions de vie	37
2. Évaluation de la valeur des services fournis par les écosystèmes forestiers pour l'économie gabonaise	42
SECTION I. Introduction. Mesurer la richesse nationale – pourquoi est-ce important ?	42
SECTION II. État et évolution de la richesse nationale du Gabon	45
SECTION III. Comptabilité des services des écosystèmes forestiers du Gabon : Mesurer l'état et la contribution économique des forêts gabonaises.....	54
SECTION IV. Vers un avenir plus prospère : comment le Gabon peut-il protéger et accroître la richesse nationale et tirer le meilleur profit des services fournis par les écosystèmes forestiers ?	66
Annexe	77
Références	80

Liste des figures, tableaux et encadrés

FIGURES

Figure 1. Croissance du PIB pétrolier et non pétrolier et part du PIB pétrolier et non pétrolier.....	11
Figure 2. Gabon : Contribution de l'offre à la croissance du PIB réel (en pourcentage), 2019-2024.....	13
Figure 3. Gabon : Contribution de la demande à la croissance du PIB réel (en pourcentage), 2019-2024.....	13
Figure 4. Évolution du PIB par habitant et du taux de pauvreté (6,85 USD/jour en PPA 2017).....	14
Figure 5. Évolution des dépenses sociales, en pourcentage du budget total	14
Figure 6. Nombre d'entreprises identifiées au Gabon par nombre de salariés.....	15
Figure 7. Répartition des opportunités d'emploi dans le secteur privé par secteur	16
Figure 8. Répartition du personnel qualifié dans les centres publics de formation professionnelle, par secteur.....	16
Figure 9. Inflation (mensuelle, en glissement annuel, en pourcentage), janvier 2020 - décembre 2024.....	17
Figure 10. Évolution récente de la position commerciale du Gabon (% du PIB)	18
Figure 11. Évolution récente des exportations du Gabon et composition du panier d'exportation pour 2024	19
Figure 12. Principales destinations des exportations gabonaises, 2024	20
Figure 13. Évolution récente des importations du Gabon et composition des importations en 2024.....	21
Figure 14. Composition des recettes fiscales, en millions de FCFA	22
Figure 15. Parts des contributions des secteurs pétrolier et non pétrolier à l'impôt sur le revenu des sociétés	22
Figure 16. Performance en matière de recouvrement des impôts (recettes fiscales en % des recettes publiques totales).....	23
Figure 17. Évolution des dépenses fiscales, en milliards de FCFA.....	23
Figure 18. Composition des dépenses publiques, en millions de FCFA	24
Figure 19. Évolution du solde budgétaire, en pourcentage du PIB.....	24
Figure 20. Évolution de la dette publique, en pourcentage du PIB.....	25
Figure 21. Stock d'arriérés de la dette extérieure, en pourcentage du PIB	25
Figure 22. Évolution du ratio dette/PIB	26
Figure 23. Composition de la dette publique, en millions de FCFA.....	26
Figure 24. Répartition de la dette publique, en pourcentage de la dette totale.....	26
Figure B1. Profil d'amortissement du portefeuille de la dette publique à fin 2024, en milliards de FCFA.....	28
Figure 25. Poids du service de la dette sur les finances publiques	30
Figure 26. Évolution de la courbe de rendement des titres d'État gabonais	30
Figure 27. Crédits à l'économie, en millions de FCFA.....	31
Figure 28. Courbe de rendement des pays de la CEMAC en 2020 et 2024	32
Figure 29. Évolution de l'écart sur les euro-obligations du Gabon et de l'Afrique.....	32
Figure 30. Perspectives de prix des matières premières, USD.....	33
Figure 31. Perspectives de croissance mondiale et régionale, en pourcentage.....	33
Figure 32. Production de matières premières au Gabon (2020-2027)	34
Figure 33. Structure des comptes de la richesse nationale	43

Figure 34. Évolution et composition de la richesse en Afrique subsaharienne.....	44
Figure 35. Évolution de la richesse nationale et de la richesse par habitant au Gabon.....	46
Figure 36. Croissance cumulée du PIB par habitant et croissance cumulée de la richesse par habitant, 1995-2020 ...	47
Figure 37. Capital produit par habitant et FBCF, Gabon, pairs et régions	48
Figure 38. Richesse en capital humain au Gabon et dans les pays comparables.....	50
Figure 39. Capital naturel non renouvelable au Gabon et dans les pays pairs	52
Figure 40. Capital naturel renouvelable au Gabon et dans les pays comparables	54
Figure 41. Taux de déboisement au Gabon et dans certains pays du bassin du Congo, en pourcentage de la superficie boisée	56
Figure 42. Variation de l'étendue des écosystèmes, en milliers d'hectares, entre 2000, 2010 et 2020	57
Figure 43. Concessions forestières et aires protégées au Gabon, 2020	57
Figure 44. Valeur et volume des exportations de produits ligneux, 2000 et 2020	59
Figure 45. Épargne nette ajustée, % de l'épargne nationale brute	65

TABLEAUX

Tableau 1. Indicateurs macroéconomiques et budgétaires sélectionnés.....	12
Tableau 2. Critères et calcul des pondérations de risque appliquées à l'exposition des banques aux États membres de la CEMAC.....	25
Tableau 3. Coût et profil de risque de la dette publique à la fin de 2024	27
Tableau 4. Maturité moyenne du portefeuille de la dette publique du Gabon.....	28
Tableau 5. Perspectives à moyen terme du Gabon	37
Tableau 6. Indicateurs de développement structurel au Gabon	40
Tableau 7. Résultats en matière de santé et d'éducation au Gabon et dans des pays comparables	51
Tableau 8. Principaux facteurs de l'utilisation et de la dégradation des forêts au Gabon	60
Tableau 9. Valeurs physiques et monétaires des services fournis par les écosystèmes forestiers au Gabon	63
Tableau 10. Calculs de l'épargne nette ajustée (ENA) et du revenu national net ajusté (RNNA).....	65
Tableau 11. Options de politiques pour élargir et mieux préserver la richesse nationale du Gabon	75

ENCADRÉS

Encadré 1. Opérations de gestion active de la dette publique lancées par le Gouvernement pendant la transition politique	28
Encadré 2. Expansion du portefeuille d'entreprises d'État et défis persistants en matière de gouvernance	35
Encadré 3. Estimation des valeurs des services de rétention de carbone et des actifs forestiers	61
Encadré 4. Comment les pays peuvent-ils éviter de se retrouver avec des actifs obsolètes dans un environnement mondial en mutation ?	69
Encadré 5. La troisième voie - une approche stratégique de l'agriculture dans les pays fortement boisés	71
Encadré 6. Opportunités de développement du tourisme forestier : le cas du Rwanda	72

Remerciements

L'édition 2025 de la Note de conjoncture économique du Gabon a été préparée par une équipe de la Banque mondiale co-dirigée par Sonia Barbara Ondo Ndong (Economiste principale) et Erick Tjong (Economiste), composée de Chris Belmert Katindi Milindi (Consultant à long terme) et Ryan Milan (Spécialiste de la gouvernance), avec des contributions du Dr. Sugandha Srivastav (Maître de conférences en économie de l'environnement et chercheur associé, Université d'Oxford), sous la supervision de Robert Utz (Economiste en chef). Le rapport a bénéficié des conseils et des commentaires de Cheick Fantamady Kante (Directeur pays), Sandeep Mahajan (Manager de programme), Geneviève Boyreau (Chef de programme) et Aissatou Diallo (Représentante résidente). Pinar Baydar (Analyste des opérations), Ifeoma Clementina (Assistante d'équipe), Celeste Martiale Migan Boukandou Epse Tesse (Assistante de programme) et Irene Sitienei (Assistante de programme) ont soutenu l'équipe lors de la préparation du rapport.

L'équipe remercie Kanta Kumari Rigaud (Spécialiste en Chef sur le Changement Climatique), James Cust (Economiste Senior) et Kevin Carey (Manager de Programmes) pour leurs contributions constructives.

L'équipe remercie le Gouvernement du Gabon pour sa collaboration tout au long de la préparation de ce rapport.

Abréviations et acronymes

ASS	Afrique subsaharienne
BAD	Banque Africaine de Développement
bbl	baril de pétrole
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
BM	Banque mondiale
CAFI	Initiative pour les Forêts d'Afrique centrale (<i>Central African Forest Initiative</i>)
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CO ₂	Dioxyde de carbone
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
CSC	Coût social du carbone
CWON	Base de données sur l'évolution de la richesse des nations (<i>Changing Wealth of Nations</i>)
ENA	Épargnes nettes ajustées
FBCF	Formation brute de capital fixe
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine (Franc CFA)
FMI	Fonds monétaire international
ICH	Indice du capital humain
IDE	Investissement direct étranger
IDM	Indicateurs du développement dans le monde
IGM	Indicateurs de gouvernance dans le monde IS Impôt sur le revenu des sociétés
ITIE	Initiative pour la Transparence des Industries extractives
NDC	Contributions déterminées au niveau national
ND-GAIN	Indice de Notre Dame d'adaptation climatique
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement économique
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
OIT	Organisation internationale du Travail
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Évaluation de la Gestion des Investissements Publics (<i>Public investment management assessment</i>)
PME	Petite et moyenne entreprise
PNDT	Plan National de Développement de la Transition
PPP	Parité de pouvoir d'achat
PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
PSGE	Plan Stratégique Gabon Émergent

RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
REDD+	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement
RNB	Revenu national brut
RNNA	Revenu national net ajusté
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
USD	Dollar américain



A

Aperçu Général

La Note de conjoncture économique du Gabon est une publication annuelle de la Banque mondiale qui présente un aperçu de l'évolution de la situation macroéconomique du Gabon, suivi d'une exploration détaillée d'un sujet spécifique. Le premier chapitre analyse les évolutions économiques récentes, les principaux défis en matière de développement, ainsi que les perspectives et les risques pour la croissance future du Gabon. Il présente des options de politiques visant à aider le pays à créer plus d'emplois, à atteindre une croissance plus résiliente et à renforcer les finances publiques. Le deuxième chapitre examine les mesures de la richesse nationale et les liens avec des indicateurs tels que le produit intérieur brut. Le chapitre présente une analyse du rôle du capital humain, physique et naturel dans le développement à long terme du Gabon, en mettant l'accent sur les comptes des services des écosystèmes forestiers, afin de proposer des options de politiques de manière à utiliser au mieux et de manière durable les vastes ressources forestières du pays. Ce rapport est basé sur les données disponibles en mai 2025.

La croissance du PIB du Gabon s'est accélérée en 2024, mais le pays reste confronté à des défis pour créer plus d'emplois et réduire la pauvreté

La croissance économique du Gabon s'est accélérée pour atteindre un taux estimé à 2,9 % en 2024, contre 2,4 % l'année précédente, grâce au secteur pétrolier et à l'accélération des travaux publics. La production de pétrole a augmenté d'environ

4,6 % en 2024, en raison de l'exploitation de nouveaux gisements, de la baisse des restrictions quantitatives de l'OPEP+, d'une demande mondiale soutenue et d'un nombre relativement faible de problèmes opérationnels. Les secteurs des services et de la construction ont également contribué à la croissance, bénéficiant d'investissements importants dans les grands travaux publics, y compris des bâtiments publics, des routes, des projets d'électricité et d'eau, et d'autres infrastructures construites et rénovées dans

tout le pays. Cependant, les secteurs du bois et du manganèse, les principales exportations du Gabon après le pétrole, ont été impactés par une demande faible et par de problèmes structurels d'infrastructure, tels que des perturbations ferroviaires, des routes inadéquates et des pannes d'électricité fréquentes.

Les possibilités d'emploi limitées et la croissance insuffisante ont entraîné une augmentation de la pauvreté ces dernières années, plus d'un tiers des Gabonais vivant dans la pauvreté. La croissance du Gabon a été modeste depuis la pandémie de COVID-19, avec une moyenne de 2,0 % entre 2019 et 2024, et a été centrée sur les industries pétrolières et minières à forte intensité de capital. Cette croissance n'a pas créé suffisamment d'emplois, alors que de nombreux jeunes entrent chaque année sur le marché du travail. Le chômage touche environ 20 % de la population active. Compte tenu du manque d'opportunités d'emplois, de la croissance modeste et des dépenses sociales limitées, selon les estimations de la Banque mondiale 34,6 % des Gabonais vivaient dans la pauvreté, avec moins de 6,85 USD par jour en PPA en 2024. Des initiatives sont en cours pour faire face à ce problème, avec des investissements dans des centres de formation et dans la promotion de l'accès au crédit pour les PME et de l'entrepreneuriat, mais des réformes plus fortes restent nécessaires pour créer de meilleures conditions pour que les entreprises privées puissent prospérer et embaucher plus de travailleurs.

L'inflation a continué à baisser en 2024, grâce à une politique monétaire stricte adoptée par la banque centrale régionale, à des contrôles des prix plus stricts et à la baisse de l'inflation mondiale. L'inflation au Gabon s'est établie à 0,9 % en décembre 2024 (en glissement annuel), poursuivant sa trajectoire descendante depuis son pic à près de 6,0 % à la fin de 2022. Face aux signes de baisse de l'inflation dans l'ensemble de la CEMAC, la BEAC a progressivement commencé à assouplir sa politique monétaire au début de l'année 2025. Bien qu'elles permettent de soulager les ménages, les exonérations fiscales sont coûteuses pour le pays, mal ciblées et incapables de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la cherté de la vie, à savoir les coûts élevés du commerce et de la production dus aux lacunes logistiques, aux droits de douane élevés et au coût élevé de l'énergie et du transport.

Les fortes exportations de matières premières du Gabon ont permis au pays de maintenir un excédent commercial élevé en 2024, mais l'économie reste fortement dépendante de quelques produits, 97 % des exportations étant constituées de pétrole, de manganèse et de bois. L'excédent commercial est resté élevé en 2024, étant estimé à 36,2 % du PIB. Les exportations du Gabon ont bénéficié de la hausse de la production pétrolière et des prix soutenus de la plupart des produits de base, augmentant d'environ 6,6 %. Pendant ce temps, les importations



Photo : alamy.com

nominales ont augmenté d'environ 14,1 % en 2024, en raison de l'augmentation des dépenses publiques et des mesures sociales qui ont contribué à une augmentation de la demande d'importations.

La baisse des recettes pétrolières, les coûts d'emprunt élevés et une politique de dépenses expansionniste ont aggravé les risques liés à la viabilité des finances publiques et de la dette

La baisse des recettes pétrolières et une politique de dépenses expansionniste ont entraîné une détérioration de la situation budgétaire en 2024, augmentant les risques budgétaires et les pressions sur les liquidités. Stimulées par les efforts de numérisation fiscale, les recettes publiques sont restées stables en 2024 malgré une baisse des prix mondiaux du pétrole. Le lancement de Digitax, une nouvelle plateforme de déclaration fiscale en ligne, et la connexion des bureaux de douane à la frontière nord avec le système Sydonia World ont permis de collecter des recettes supérieures aux projections budgétaires. Cependant, les dépenses publiques ont augmenté d'environ 24 %, avec une forte hausse des investissements dans les infrastructures et des mesures sociales telles que les subventions aux carburants et les bourses en soutien à l'éducation. Par conséquent, le solde budgétaire s'est fortement détérioré, passant d'un excédent de 1,8 % en 2023 à une estimation de -3,7 % du PIB en 2024, portant le solde primaire non pétrolier à une estimation de -15,9 % du PIB non pétrolier en 2024.

Les besoins de dépenses publiques ont été financés par des emprunts de l'État notamment sur le marché financier régional, la dette publique augmentant ainsi pour atteindre un taux estimé à 72,5 % du PIB en 2024, contre 70,6 % en 2023. Cependant, la dégradation de la note de crédit du Gabon par Fitch et par Moody's en juin 2024 et l'imposition d'un taux de pondération de risque plus élevé par la COBAC en octobre, limitant la capacité des banques à participer aux émissions d'obligations, ont eu un impact sur les objectifs de financement, conduisant à une accumulation d'arriérés extérieurs. La dette publique du Gabon a augmenté depuis 2021, à la suite d'une politique de dépenses expansionniste, mais aussi en raison des composantes supplémentaires de la dette identifiées grâce à une plus grande transparence depuis 2023,

telles que les engagements budgétaires non payés, les arriérés de remboursement de la TVA et les arriérés de salaires. Au vu de l'augmentation des pressions sur les dépenses publiques et des coûts d'emprunt, la dette publique aurait dépassé l'objectif de convergence de 70 % fixé par la CEMAC. Confronté à des taux d'intérêt plus élevés et à un service de la dette coûteux, le Gabon a pris des mesures pour gérer plus activement la dette publique, en procédant à des opérations de rachat anticipé de son euro-obligation de juin 2025 à la fin de 2024 et au début de 2025, et en procédant au reprofilage d'une partie importante de la dette domestique au mois d'avril.

Les perspectives de croissance du Gabon restent exposées à un environnement mondial particulièrement incertain

Le Gabon devrait connaître une croissance économique d'environ 2,4 % entre 2025 et 2027, tirée par les secteurs de l'exploitation minière, du bois et de l'agriculture, mais en l'absence de réformes économiques solides, la croissance serait insuffisante pour réduire de manière significative la pauvreté. Le secteur pétrolier est confronté à des défis tels que l'arrivée à maturité des champs pétrolifères, la baisse des prix et la diminution de la demande mondiale, les principaux partenaires commerciaux étant affectés par les récentes perturbations dans le commerce extérieur. Cependant, les vastes ressources de manganèse, de minerai de fer, de bois et d'agriculture offrent un fort potentiel économique pour le pays. Avec un Gouvernement récemment élu, l'incertitude politique devrait diminuer à mesure que le pays achève sa transition politique vers le retour à l'ordre constitutionnel, ce qui permettrait de renforcer la confiance des investisseurs. Toutefois, de politiques d'assainissement budgétaire solides restent nécessaires pour attirer davantage d'investissements et pour garantir que les fortes pressions budgétaires et financières auxquelles le pays est exposé, ainsi que les risques liés à la dette, seront adressés.

Les fortes incertitudes dans l'environnement mondial pèsent sur les perspectives du Gabon, dont la croissance, les exportations et les perspectives budgétaires sont vulnérables aux risques liés à l'évolution du contexte mondial. A travers le monde, de nombreux pays sont confrontés à des restrictions commerciales croissantes, à des guerres



Photo : shutterstock.com

commerciales, à de tensions géopolitiques et à des conflits régionaux qui peuvent s'aggraver rapidement. La situation budgétaire du Gabon, actuellement difficile, pourrait être aggravée par de nouvelles baisses des prix du pétrole. En outre, des pressions inflationnistes mondiales pourraient faire augmenter le coût de la vie et réduire la consommation, tandis que les pressions sur les liquidités, qui sont déjà élevées, pourraient être aggravées par le resserrement des conditions de financement. Des difficultés accrues à mobiliser des financements pourraient entraîner une nouvelle accumulation d'arriérés ou des réductions des investissements publics, ce qui pourrait affecter la croissance. Alors que le pays doit traverser un contexte mondiale incertain, le Gabon pourrait, pour minimiser les risques, accélérer des réformes économiques afin de construire une base plus solide pour une croissance plus élevée et pour soutenir la création d'emplois. Dans un contexte nécessitant des réductions des investissements publics et de la consommation publique, il serait essentiel de donner la priorité aux dépenses publiques les plus urgentes, les plus efficaces et les plus productives, d'un point de vue économique et social. Pour répondre aux besoins de développement, le Gabon devrait mettre en œuvre des initiatives visant à protéger l'économie et en par-

ticulier les plus vulnérables tout en assurant la viabilité des finances publiques grâce à un assainissement budgétaire rigoureux.

Thème spécial : Mesurer la richesse du Gabon et assurer un avenir durable et prospère

Les mesures de la richesse d'une nation sont un complément important du PIB, car elles fournissent des indications sur le capital nécessaire à la croissance future et à sa durabilité. L'évaluation de l'évolution du niveau et de la composition de la richesse nationale permet aux décideurs politiques de mieux comprendre la capacité d'une économie à générer des revenus futurs et à soutenir le développement. Les évaluations de la richesse nationale, y compris des éléments clés tels que les services rendus par les écosystèmes forestiers, peuvent contribuer à éclairer les stratégies de développement, les discussions budgétaires et le dialogue avec la société civile, le secteur privé et les partenaires au développement. Idéalement, une situation durable serait celle d'une croissance résiliente et d'une accumulation de richesses permettant d'équilibrer le capital naturel, humain et produit, où le PIB par habitant et la richesse

par habitant augmenteraient, ce qui indiquerait une croissance sans épuisement des richesses.

La richesse nationale du Gabon a augmenté de 35 % entre 1995 et 2020, soit un taux moyen de 1,4 % par an, pour atteindre 105 milliards de dollars américains en 2020 (en dollars chaînés réels de 2019). La richesse nationale du Gabon est constituée majoritairement de capital naturel (42 % de la richesse totale), suivi par le capital humain (31 %) et le capital physique (27 %). Au cours de cette période, la valeur des actifs naturels renouvelables du Gabon a connu une augmentation de 2 %, tandis que le capital naturel non renouvelable a augmenté de 39 % ; le capital produit, de 85 % ; et le capital humain, de 207 %. Entre 2009 et 2016, soutenus par un boom pétrolier, des investissements importants ont été réalisés dans les infrastructures et dans les domaines sociaux. Dans le même temps, le Gabon a connu une forte augmentation des richesses naturelles non renouvelables, grâce à de vastes réserves d'hydrocarbures, qui ont culminé à environ 380 millions de tonnes dans les années 1990, tandis que de solides efforts de conservation lui ont permis d'accroître la valeur des forêts et de créer une importante industrie locale du bois, basée sur des méthodes de production durables.

Dans le même temps, le Gabon a connu une baisse significative de la richesse par habitant, de 34,7 % entre 1995 et 2020, soit un taux annuel moyen de -1,39 %, ce qui indique des difficultés à convertir les riches ressources naturelles en actifs productifs et en capital humain. Alors que le Gabon a connu une croissance démographique rapide, des infrastructures inadéquates, des défis en matière de gouvernance et une forte présence du secteur public dans l'économie ont entravé le développement du secteur privé et la création d'emplois, contribuant à une diminution de la richesse par habitant. Les lacunes logistiques restent un obstacle majeur en raison de l'accès inadéquat et coûteux aux transports et à l'énergie. Les investissements publics sont restés volatiles, étroitement liés aux cycles pétroliers et entravés par des déficiences en matière de gestion et de planification, ce qui a contribué à une baisse du capital produit par habitant de 10 % entre 1995 et 2020. En raison de la croissance démographique et de l'épuisement des ressources extractives, le capital naturel non renouvelable par habitant a diminué de 33 %, tandis que les actifs naturels renouvelables par habitant ont diminué de 51 %. Le capital humain par habitant a augmenté de 49 %, mais des indicateurs clés en matière d'éducation et de santé sont restés in-



Photo : shutterstock.com

férieurs à ceux des pays ayant des revenus similaires, en raison des dépenses sociales limitées et des défis en matière d'efficacité et d'allocation.

Le Gabon fait partie d'un groupe réduit de pays qui ont connu à la fois une croissance négative du PIB par habitant et un déclin de la richesse par habitant entre 1995 et 2020, reflétant une érosion de sa base d'actifs et de sa production économique. Le Gabon n'ayant pas été en mesure de tirer pleinement parti de ses vastes ressources naturelles pour diversifier sa base de production, la croissance a été modeste et volatile, reflétant principalement les cycles pétroliers. Les défis en matière de politiques comprennent la redistribution et l'utilisation efficace des recettes pétrolières, l'expansion et l'entretien des infrastructures et l'exploitation du potentiel touristique des forêts. Les défis rencontrés en matière de gouvernance et de gestion des finances publiques se sont traduits par une efficacité limitée des investissements et par une infrastructure logistique inadéquate, ce qui aurait freiné la croissance, l'investissement et la création d'emplois.

L'évolution de la richesse nationale peut être analysée à l'aide de l'épargne nette ajustée (ENA), qui donne une image plus large de la viabilité économique d'un pays et de sa capacité à investir dans son avenir. L'épargne nette ajustée est mesurée sur la base de l'épargne nationale brute, moins la dépréciation du capital produit, l'épuisement des actifs du sous-sol (combustibles fossiles et minéraux) et des ressources en bois et les dommages causés à la santé humaine par la pollution de l'air, plus un crédit pour les dépenses d'éducation. L'épargne nette ajustée du Gabon était négative à -3 % en 2020, ce qui indique que le pays épuisait ses richesses plus rapidement qu'il n'accumulait de nouveaux actifs, en raison de la baisse de l'épargne et des investissements à la suite du choc pétrolier de 2014. Des politiques institutionnelles seraient donc nécessaires pour mieux protéger le budget de la volatilité des cycles pétroliers, ce qui permettrait au pays de constituer des marges de manœuvre budgétaires et de stabiliser les investissements, mais aussi de promouvoir un taux d'épargne et d'investissement plus élevé à long terme.

Grâce à des forêts étendues et bien préservées, le Gabon est l'un des rares puits de carbone nets au monde. Les forêts gabonaises sont bien préservées

grâce à des politiques forestières durables, à une forte urbanisation et à une faible densité de population. Les forêts jouent un rôle essentiel dans l'atténuation du changement climatique, en absorbant de grandes quantités de carbone et en les stockant dans la biomasse et les sols. Selon les estimations, les forêts gabonaises auraient retenu 8 000 millions de tonnes de carbone en 2020, soit l'équivalent de 29,8 milliards de tonnes de CO₂. Pourtant, négliger la contribution économique des forêts à la planification économique et budgétaire pourrait entraîner des risques de surexploitation, de sous-investissement dans la conservation et de distorsions dans la planification du développement.

Le Gabon a maintenu une forte couverture forestière, avec des conditions forestières et une biodiversité bien préservées. Les taux de déforestation au Gabon, d'environ 0,6 % par an pour la période 2000-2020, sont restés faibles par rapport à la moyenne régionale. En comparaison, le taux de déboisement moyen au niveau régional était trois fois plus élevé au cours de cette période. Pourtant, le niveau de dégradation des forêts a été plus fort dans certains endroits spécifiques. Les pressions exercées par l'exploitation forestière, par l'agriculture et par le développement des infrastructures se sont intensifiées, en particulier le long des corridors de transport et économiques. Les zones modifiées par l'homme, telles que les cultures agricoles et les zones urbaines, sont encore très réduites, passant de 0,7 % du territoire en 2000 à 1,3 % en 2020. Dans le même temps, le Gabon a perdu 0,6 % de ses forêts, dont l'étendue est passé de 90,8 % du territoire en 2000 à 90,2 % en 2020.

La valeur totale des services fournis par les écosystèmes forestiers au Gabon a presque doublé, passant de 22,6 mille milliards de FCFA (39,4 milliards de dollars) en 2000 à 43,2 mille milliards de FCFA (75,1 milliards de dollars) en 2020. Une nouvelle étude de la Banque mondiale a récemment évalué la valeur des comptes des écosystèmes forestiers du Gabon, indiquant que plus de 99 % de la valeur monétaire de ces services consistait en la rétention de carbone, estimée à 74,7 milliards USD, soit plus d'un quart de la richesse nationale totale et plus de trois fois le PIB du pays. La valeur de ce service clé n'est cependant pas capturée par le pays, ce qui représente une perte économique massive. Cette valeur est estimée sur la base du coût social du carbone (le coût des dommages

qui seraient causés par le changement climatique mais qui ont été évités grâce à la rétention de carbone), qui est différent des valeurs de marché, généralement plus faibles, obtenues sur les marchés du carbone. En outre, le sous-développement des marchés mondiaux du carbone et les difficultés institutionnelles au niveau mondial et domestique entravent la capacité des pays à monétiser ces valeurs.

Les écosystèmes forestiers fournissent également une valeur économique importante sous la forme de ressources en bois, de viande de brousse, de plantes sauvages, de rétention des sols et d'écotourisme. Grâce aux politiques de diversification, le secteur du bois génère des revenus et des emplois significatifs au Gabon, avec une extraction de bois évaluée à 157 millions USD en 2020, même si son impact sur l'environnement a été minimisé. Entre 2000 et 2020, les volumes d'exportation de bois ont diminué de 56 %, mais leur valeur est restée stable, grâce à la quasi-élimination des exportations de grumes et à l'augmentation substantielle des exportations de bois transformé. Cependant, la plupart des exportations concernent des produits de première transformation, ce qui indique des difficultés à avancer à des niveaux de transformation plus élevés, tels que les meubles. En outre, les ressources en bois sont utilisées par les populations locales pour les poteaux de construction et comme combustible, et les forêts sont un important fournisseur de produits non ligneux tels que la viande de brousse et les plantes alimentaires sauvages, qui sont importantes pour les moyens de subsistance locaux. Les forêts sont également essentielles pour la rétention des sols et des sédiments qui, évaluée à 183 millions USD en 2020, contribue à la lutte contre l'érosion et à la qualité de l'eau. Les arbres ancrent le sol et absorbent les précipitations, réduisant ainsi les coûts liés à l'érosion, tels que le dragage et la réduction de la durée de vie des réservoirs, ce qui a un impact sur l'énergie hydroélectrique et sur la qualité de l'eau potable. L'écotourisme bénéficie également des forêts, mais la valeur générée par le tourisme, qui s'élevait à près de 22 millions USD en 2020, est en baisse comparée à 2000, en raison des lacunes en matière d'infrastructures et d'autres défis rencontrés par le secteur du tourisme.

Des réformes structurelles fortes sont nécessaires pour inverser la tendance inquiétante à la baisse de la richesse par habitant et pour placer le Gabon sur

une trajectoire de développement plus élevée. Si les tendances actuelles se poursuivent, le Gabon continuerait à perdre de la richesse nationale par personne, disposant de moins d'actifs et de ressources pour générer des revenus pour ses habitants. Le déclin de la richesse par habitant souligne la nécessité d'assurer une gestion plus efficace des recettes pétrolières et des autres ressources naturelles. Les réformes en matière de gouvernance sont également essentielles pour permettre de renforcer les infrastructures et le capital humain. L'établissement de calendriers clairs, d'indicateurs de performance et d'obligations de reddition de comptes pourrait contribuer à améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Dans ce contexte, il serait important d'assurer que les investissements soient alignés sur la capacité budgétaire afin de permettre la mise en place et le maintien de services publics essentiels. Le Gabon pourrait également augmenter, améliorer et mieux cibler les dépenses publiques en matière d'éducation, de compétences et de soins de santé. La santé, l'éducation et l'emploi figurent parmi les priorités du nouveau Gouvernement, mais les dépenses sociales restent limitées par rapport aux pays pairs. Il serait ainsi essentiel de se concentrer sur l'enseignement primaire et sur la qualité des enseignants, de mieux aligner la formation sur les possibilités d'emploi et de mieux cibler les dépenses en matière de santé.

Une approche stratégique pour mieux gérer et utiliser plus efficacement les recettes tirées des ressources naturelles est nécessaire, afin d'assurer que les ressources naturelles puissent contribuer davantage à la croissance durable et à la diversification économique. Même si les ressources pétrolières sont limitées, elles restent essentielles pour le Gabon. Les ressources minérales, notamment le manganèse et le minerai de fer, constituent une autre source de richesse considérable. Le Gabon ayant été récemment réadmis dans l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) au début de 2025, il serait essentiel de mettre en œuvre les recommandations de l'ITIE et de garantir une gestion transparente de ces richesses naturelles cruciales. En outre, les stratégies devraient tenir compte de l'évolution de la situation mondiale, afin d'éviter l'obsolescence des actifs tels que les ressources naturelles et les infrastructures desservant les secteurs extractifs.

Pour tirer le meilleur parti de ses ressources naturelles, des réformes structurelles améliorant le cli-

mat des affaires sont nécessaires pour promouvoir la transformation du bois, des minerais et des aliments, ainsi que l'écotourisme et l'agriculture durable. L'expansion des infrastructures, de l'agriculture et du secteur du bois est nécessaire à une croissance plus forte, mais impliquerait une réduction du capital naturel. Pour minimiser l'impact de la croissance sur l'environnement et préserver les richesses naturelles du pays, les politiques pourraient se concentrer sur la promotion d'une plus grande valeur ajoutée locale, afin de tirer le meilleur parti des ressources actuelles. Pour accroître la transformation locale, les entreprises ont besoin de conditions favorables, notamment de l'accès à une énergie et à de transports de qualité. L'agriculture durable offre également un fort potentiel, car la préservation des forêts et la promotion de l'agriculture n'est pas une situation à somme nulle. Les rendements de nombreuses cultures sont stagnants et plus faibles au Gabon que dans la région, ce qui laisse entrevoir la possibilité d'améliorer la productivité grâce à la promotion de l'agriculture durable et de l'agroforesterie, qui bénéficient des avantages des forêts tels que l'amélioration des sols, la prévention de l'érosion, la régulation du climat local et des prix plus élevés grâce aux labels de certification. L'écotourisme et d'autres secteurs basés sur la forêt, comme les activités de recherche centrées sur les plantes médicinales, pourraient également révéler de possibilités importantes de générer davantage de revenus et d'emplois pour les Gabonais.

Enfin, le Gabon et d'autres pays à forte densité forestière dépendent de la création d'un système de financement mondial adéquat et efficace pour pouvoir transformer les services de rétention du carbone en avantages tangibles. L'estimation de la valeur des services de rétention du carbone est une première étape qui permet aux décideurs politiques, à la société civile et au grand public de quantifier et de cibler une compensation qui serait nécessaire. Néanmoins, malgré la croissance des fonds climatiques et d'autres initiatives de financement vert au cours des dernières années, y compris le soutien de l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI) des Nations Unies au Gabon, un mécanisme de compensation capable d'atteindre les objectifs climatiques au niveau mondial est encore une aspiration. Il est donc crucial pour la communauté internationale de mettre en place des moyens justes, concrets et adéquats

permettant de récompenser, compenser et soutenir des pays comme le Gabon dans leurs efforts en matière de préservation des forêts. Les options envisageables pour aider le Gabon à obtenir une part plus équitable des bénéfices générés par ses services de rétention du carbone comprennent une participation accrue à des négociations au niveau mondial pour développer des mécanismes REDD+ plus équitables, une coopération et un soutien financier plus forts pour lutter contre le changement climatique, et des potentiels outils de financement souverain basés sur la nature tels que les obligations liées à la durabilité.¹ Au niveau national, il serait important de conserver et de mettre à jour les données sur les services fournis par les écosystèmes forestiers, de renforcer les cadres juridiques, de collaborer plus étroitement avec la société civile et les entreprises dans la gestion durable des forêts et de concevoir des politiques fiscales visant à maximiser la génération de revenus et la création d'emplois sur la base d'économies durables.



Photo : alamy.com

¹ Les options de financement climatique sont examinées dans le prochain Rapport National sur le Climat et le Développement du Gabon.



1

Tendances économiques récentes et perspectives pour le Gabon

I. La croissance mondiale et régionale reste inférieure aux niveaux d'avant la pandémie et vulnérable à un contexte particulièrement incertain

La croissance mondiale s'est stabilisée en 2024, les pressions inflationnistes s'étant encore atténuées et le début d'assouplissement de la politique monétaire ayant contribué à soutenir l'activité économique.

Selon les estimations, l'économie mondiale a progressé d'environ 2,8 % en 2024, comme en 2023. L'inflation a suivi une tendance à la baisse, reflétant la chute des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et les effets décalés du resserrement monétaire, et a été ramenée au niveau ou en dessous des objectifs dans plus de 60 % des économies en 2024. L'assouplissement de la politique monétaire s'est généralisé, entraînant un léger relâchement des conditions financières mondiales de-

puis le milieu de l'année 2024. Cependant, le sentiment des investisseurs à l'égard des marchés émergents est resté instable, et les emprunts non concessionnels sont restés coûteux en raison des rendements obligataires élevés dans les économies avancées, par rapport aux années 2010. Le commerce mondial s'est redressé en 2024, avec une croissance estimée à 3,4 %. L'économie mondiale semble s'installer dans une croissance relativement lente et inégale, insuffisante pour soutenir un développement inclusif durable. La croissance mondiale, le commerce et l'investissement sont tous inférieurs aux moyennes observées avant la pandémie sur la période 2010-2019 et restent insuffisants pour contrer les dommages causés par les multiples chocs qui affectent le monde depuis la pandémie de COVID-19.²

La croissance économique en Afrique subsaharienne (ASS) a été plus élevée en 2024, en comparaison à l'année précédente, mais

² Banque mondiale. 2025. Perspectives économiques mondiales. Juin.

elle reste insuffisante pour entraîner une réduction significative de la pauvreté. La croissance du PIB de l'ASS est passée de 2,9 % en 2023 à une estimation de 3,5 % en 2024. La croissance s'est améliorée dans les plus grandes économies de la région, soutenue par l'augmentation de la production de pétrole au Nigeria et l'amélioration de l'approvisionnement en électricité en Afrique du Sud. La chute des prix de l'énergie et des métaux par rapport aux sommets atteints en 2022 a nécessité des ajustements budgétaires dans plusieurs économies exportatrices de matières premières, ce qui a sapé la croissance, en particulier chez les exportateurs de métaux. Dans l'ensemble, la croissance en Afrique subsaharienne reste modeste et inégale, et ne parvient pas à créer suffisamment d'emplois et à réduire la pauvreté. En raison de la croissance économique modérée, de la croissance démographique rapide, des effets persistants de l'inflation et du sous-investissement, la pauvreté continue d'augmenter, dans une région qui connaît le taux d'extrême pauvreté le plus élevé au monde, abritant 80 % des 612 millions de personnes extrêmement pauvres dans le monde.³

La croissance de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) est estimée à 3 % en 2024, contre 2 % en 2023. Le Cameroun et le Tchad ont affiché les meilleures performances en matière de croissance, avec des taux de 3,5 et 3,7 %, principalement grâce à l'augmentation des exportations de cacao et de coton au Cameroun, et des secteurs non pétroliers au Tchad. La République du Congo a enregistré une croissance modeste de 2,6 %, avec une augmentation de 3,9 % dans les secteurs non pétroliers, partiellement compensée par une baisse de la production pétrolière due à des problèmes techniques. Entre-temps, la croissance en RCA s'est améliorée, passant de 0,7 % en 2023 à 1,5 % en 2024, grâce à l'amélioration des approvisionnements en carburant et en électricité et aux signes de reprise dans les secteurs de l'agro-alimentaire, des télécommunications et de la vente au détail. L'économie équatorienne, après une contraction significative de 5,1 % en 2023, est estimée avoir légè-

rement repris en 2024 avec une croissance de 0,9 %, sous l'impulsion d'un rebond des hydrocarbures. En termes de revenu par habitant, la croissance du revenu dans la CEMAC est estimée à 0,2 % en 2024 (contre -0,8 % en 2023).

Les positions commerciales et budgétaires de la CEMAC se sont détériorées en 2024, car la CEMAC continue d'être fortement influencée par les fluctuations des prix du pétrole. En raison de la baisse des prix du pétrole, de la diminution des recettes tirées des produits de base et des fortes pressions exercées sur les dépenses, le solde budgétaire moyen de la CEMAC devrait passer à un déficit de -1,5 % du PIB en 2024, contre un excédent de 0,6 % en 2023. La dette publique reste élevée dans des pays comme le Congo (93,5 %) et le Gabon (72,5 %), dépassant le critère de convergence régional de 70 % du PIB. Le recouvrement des impôts, l'espace fiscal et la liquidité restent limités au sein de la CEMAC, ce qui restreint les possibilités de gérer de nouveaux chocs. Les recettes fiscales restent, en moyenne, inférieures à 15 % du PIB, ce qui, d'après les recherches, est le seuil généralement recommandé pour soutenir les services publics de base.⁴ Entre-temps, la balance commerciale a enregistré une légère baisse, passant de 8,9 % du PIB en 2023 à 8,6 % en 2024. Dans l'ensemble, la région enregistre des excédents commerciaux et des comptes courants, largement soutenus par de fortes exportations de produits de base. Dans le même temps, une grande vulnérabilité à la volatilité des prix des produits de base est mise en évidence par l'impact de la baisse des prix du pétrole. Entre 2022 et 2024, lorsque les prix du pétrole ont chuté d'environ 100 USD à 80 USD, la balance des comptes courants de la CEMAC a diminué de 7,5 % du PIB à 4,0 % du PIB, ce qui s'est traduit par une baisse des réserves de change, de 5,2 mois de couverture des importations en 2022 à 4,6 mois en 2024.⁵

Encouragée par la baisse de l'inflation, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a commencé à assouplir sa politique monétaire en mars 2025. L'inflation dans la zone CEMAC a poursuivi sa

³ Banque mondiale. 2025. Africa Pulse. L'extrême pauvreté est basée sur les estimations de la part des ménages vivant avec moins de 2,15 \$ par jour, en PPA 2017.

⁴ Choudhary, Rishabh ; Ruch, Franz U ; Skrok, Emilia. 2024. Taxing for Growth : Revisiting the 15 Percent Threshold. Policy Research Working Paper 10943. Washington, DC : Banque mondiale.

⁵ Banque mondiale. 2025. Baromètre économique de la CEMAC. Édition de juin.

tendance à la baisse, atteignant 4,0 % en décembre 2024, contre 4,5 % un an plus tôt, en raison de la reprise des chaînes d'approvisionnement mondiales, de la détente des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, et d'une politique monétaire rigoureuse. Les données préliminaires du début de l'année 2025 indiquent que cette tendance à la baisse pourrait persister tout au long de l'année, bien que l'inflation régionale dépasse toujours le critère de convergence de 3 % et soit confrontée à des risques compte tenu de l'évolution des conditions commerciales et financières mondiales. Dans ce contexte, pour la première fois depuis fin 2021, la BEAC a abaissé son taux directeur de 5,00 % à 4,50 % en mars 2025. En outre, le taux de la facilité de prêt marginal, qui est l'intérêt perçu sur les prêts au jour le jour accordés par la BEAC aux banques commerciales, a été réduit de 6,75 % à 6,00 %, dans le cadre d'un effort visant à réduire les coûts de refinancement, à améliorer l'accès au crédit et à encourager l'investissement.

II. La croissance économique du Gabon s'est accélérée en 2024 mais est restée limitée par des défis structurels

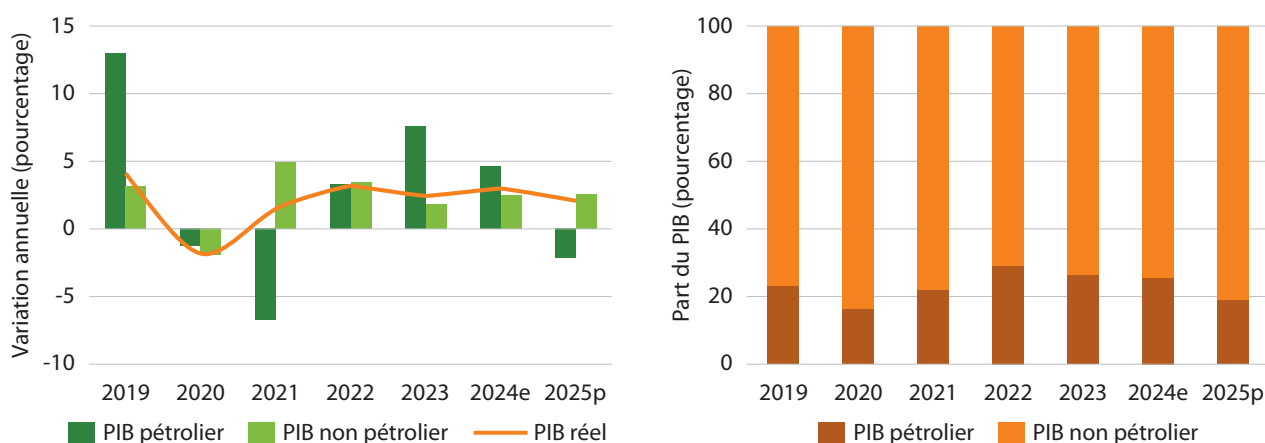
La croissance économique du Gabon s'est accélérée pour atteindre un taux estimé à 2,9 % en 2024,

contre 2,4 % l'année précédente, grâce au secteur pétrolier et à l'accélération des travaux publics.

Le pétrole reste au cœur de l'économie gabonaise. La production pétrolière a augmenté d'environ 4,6 % en 2024, pour atteindre environ 11 millions de tonnes (Figure 1 et Tableau 1), en raison de l'exploitation de nouveaux champs pétroliers, de la baisse des restrictions quantitatives de l'OPEP+, d'une demande mondiale soutenue et d'un nombre relativement faible de problèmes opérationnels. Les secteurs des services et de la construction ont également contribué à la croissance, bénéficiant d'investissements importants dans les grands travaux publics, y compris des bâtiments publics, des routes, des projets d'électricité et d'eau, et d'autres infrastructures construites et renouvelées sur l'ensemble du territoire. La construction a augmenté d'environ 15 % en 2024. La demande de travaux publics a également bénéficié à la production de peinture (+33 %) et de ciment (+18 %), ainsi qu'aux secteurs des services (+5 %).⁶

Les secteurs du bois et du manganèse, principales exportations du Gabon en dehors du pétrole, ont continué à souffrir de problèmes structurels tels que des lacunes dans les infrastructures de transport. La production de manganèse a diminué d'environ 5,8 % en 2024 (Figure 2). La faiblesse de la

Figure 1. Croissance du PIB pétrolier et non pétrolier et part du PIB pétrolier et non pétrolier



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale. Données préliminaires pour 2024 ; projections de la Banque mondiale pour 2025.

⁶ Banque mondiale. 2025. Perspectives macroéconomiques et de pauvreté. Avril ; Gouvernement du Gabon. 2025. Note de Conjoncture Sectorielle. Mars.

Tableau 1. Indicateurs macroéconomiques et budgétaires sélectionnés

Principaux indicateurs macroéconomiques	2020	2021	2022	2023	2024e	2025p
Variation annuelle en %, sauf indication contraire						
Croissance du PIB réel	-1,8	1,5	3,0	2,4	2,9	2,1
PIB par habitant (USD, nominal)	6 671	8 102	8 517	8 022	8 367	7 675
L'inflation	1,6	1,1	4,3	3,7	2,4	2,3
Secteur pétrolier	-1,2	-6,7	3,3	7,6	4,6	-2,1
Agriculture et sylviculture	4,8	19,2	9,7	-2,0	-1,3	7,3
Industries minières et non pétrolières	-3,0	8,9	3,4	1,9	-1,9	3,4
Services	-2,5	1,3	2,4	2,6	5,0	1,5
Consommation privée	-2,0	-1,4	-0,3	2,1	2,6	-0,8
Consommation publique	5,5	3,2	3,8	1,5	4,5	4,8
Formation brute de capital fixe	-16,7	12,7	8,4	6,2	6,9	-4,3
Exportations, biens et services	10,0	12,8	12,9	-2,5	4,0	0,0
Importations, biens et services	-6,0	17,4	12,5	1,3	6,8	-5,1
Pourcentage du PIB, sauf indication contraire						
Recettes publiques	17,6	15,3	21,1	24,6	23,7	24,3
Dépenses publiques	19,7	17,2	21,9	22,8	27,4	29,7
Solde budgétaire	-2,1	-1,9	-0,8	1,8	-3,7	-5,4
Solde primaire	1,2	0,9	1,8	4,8	-0,6	-1,8
Dettes publiques	78,2	68,5	57,0	70,6	72,5	80,2
Solde du compte courant	20,7	27,3	34,4	28,5	30,7	17,9
Balance commerciale	24,9	33,5	43,1	37,3	36,2	26,3
Entrées nettes d'IDE	0,7	2,2	1,6	1,8	1,6	1,6
<i>Mémo</i>						
Population totale (millions)	2,3	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6
PIB nominal (milliards de FCFA)	8 831	10 783	12 750	12 165	12 593	11 928
PIB nominal (millions d'USD)	15 342	19 445	20 441	20 056	20 917	19 954

Sources : IDM, BEAC, Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale, Note : e = estimation ; p = projection.

demande chinoise a conduit la plus grande société minière, la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog), à interrompre sa production pendant trois semaines. Les perturbations ferroviaires ont également eu un impact sur le transport et la capacité de production. La production de bois a diminué en 2024, d'environ 5,2 %, également en raison de la baisse de la demande chinoise et des problèmes de transport.⁷ Le transport routier des grumes a été affecté par la saison des pluies à la fin de 2024 et par le manque de wagons. L'insuffisance des capacités ferroviaires est un défi à long terme, en particulier pour les grumes. Le seul chemin de fer du Gabon, une ligne de transport clé pour le bois, le manganèse et les passagers, est

géré par la Société d'Exploitation du Transgabonais (SETRAG), une filiale de Comilog. En 2023, le bois et le manganèse ont connu une faible performance en raison des perturbations ferroviaires dues aux intempéries. Pour relever ce défi, la SETRAG investit dans la capacité de transport ferroviaire, avec le soutien de l'IFC, l'entité de la Banque mondiale dédiée au secteur privé.

Les industries du bois et de l'agroalimentaire ont subi de fréquentes coupures d'électricité, ce qui a eu un impact sur l'activité économique globale en 2024 et au début de 2025. Le sous-investissement à long terme dans le secteur de l'électricité a

7 Gouvernement du Gabon. 2025. Note de Conjoncture Sectorielle. Mars.

affecté la fiabilité de l'électricité, ce qui a eu un impact sur les industries telles que le bois et la transformation des aliments, dont la croissance a été estimée respectivement à zéro et à -5,5 % en 2024. L'augmentation des pannes a des répercussions sociales et économiques plus larges, entravant la productivité et affectant les conditions de vie. Au début de 2025, les Autorités ont pu partiellement résoudre le problème en achetant de l'électricité à la Guinée équatoriale et à un générateur embarqué fourni par la société turque Karpowership, bien qu'à des coûts élevés. Entre-temps, l'agriculture a enregistré de mauvais résultats en 2024, avec une baisse estimée à 9,5 % de la production de palmiers à huile, affectée par l'insuffisance des pluies dans la province de la Ngounié et la dévastation des plantations par les éléphants - les conflits entre l'homme et la faune sont un autre problème à long terme pour le pays. En revanche, la production de caoutchouc a augmenté d'environ 23 %, grâce à l'expansion des plantations du groupe multinational Olam et à l'investissement de l'État dans l'Agro Business Group, ce qui lui a permis

de régler des conflits de travail antérieurs et d'étendre sa production.⁸

Du côté de la demande, la croissance a été largement tirée par les exportations de pétrole et par les investissements publics, grâce au lancement de plusieurs grands projets par le Gouvernement de Transition. Les grands travaux publics se sont poursuivis dans le cadre de l'objectif des Autorités d'apporter des améliorations tangibles aux infrastructures, en augmentant les investissements publics de plus de 10 % en 2024 (Figure 3). Les routes nationales et urbaines sont agrandies et rénovées, les réseaux d'électricité et d'eau sont étendus, et des écoles, des centres de santé et des logements sociaux sont construits. Associé à une augmentation des recrutements dans la fonction publique, ce phénomène a entraîné une hausse de la demande et des revenus des ménages. En conséquence, 2024 a vu une augmentation de la consommation publique et privée, tandis qu'une production plus forte et une demande mondiale soutenue de pétrole ont permis au volume

Figure 2. Gabon : Contribution de l'offre à la croissance du PIB réel (en pourcentage), 2019-2024

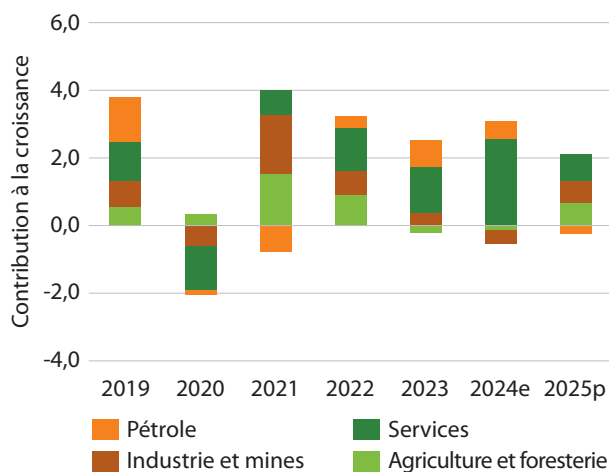
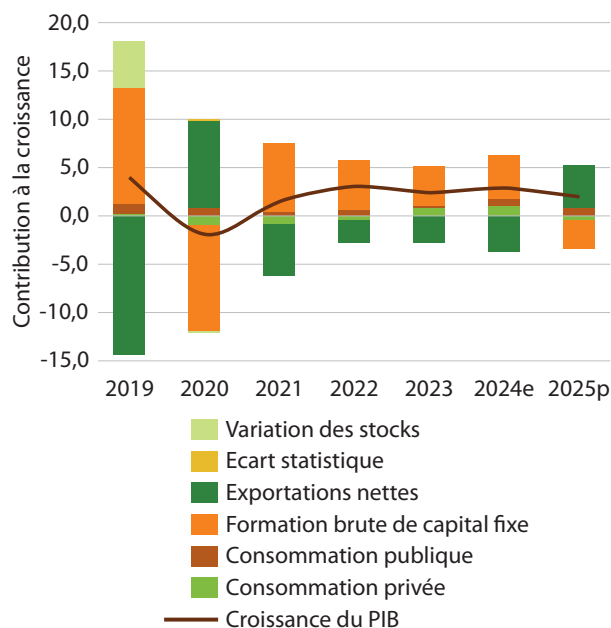


Figure 3. Gabon : Contribution de la demande à la croissance du PIB réel (en pourcentage), 2019-2024



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale. Données préliminaires pour 2024 ; projections de la Banque mondiale pour 2025.

des exportations de pétrole d'augmenter d'environ 2 % en 2024.

III. La création d'emplois reste une voie essentielle pour la réduction de la pauvreté

Les opportunités d'emploi limitées et la croissance insuffisante ont provoqué une augmentation soutenue de la pauvreté ces dernières années, avec plus d'un tiers des Gabonais vivant dans la pauvreté. La croissance modeste du Gabon depuis la pandémie de Covid, de 2,0 % en moyenne entre 2019 et 2024, n'a pas créé suffisamment d'emplois pour la population jeune, alors que de nombreux jeunes entrent sur le marché du travail chaque année. Le Gabon est confronté à un chômage de longue durée, qui touche environ 20 % de la population active.⁹ Concentrée dans les industries pétrolières et minières à forte intensité de capital, la croissance n'est pas riche en emplois, ce qui empêche un plus grand nombre de personnes d'échapper à la pauvreté. En conséquence, le taux de pauvreté (mesuré comme la part des ménages vivant avec moins de 6,85 USD

par jour, en parité de pouvoir d'achat de 2017, ou PPA) a augmenté depuis 2022, atteignant 34,6 % des Gabonais en 2024 (Figure 4).

La pauvreté est aggravée par des dépenses sociales limitées, ce qui réduit la capacité de l'État à développer efficacement le capital humain et à protéger les plus vulnérables contre les chocs. Le budget alloué aux dépenses sociales n'a cessé de diminuer depuis 2020, ne représentant que 18,2 % du budget révisé pour 2024 (Figure 5). Les défis rencontrés en matière des processus et de la gestion des marchés publics, des investissements et du budget limitent l'efficacité et la rapidité de l'exécution, ce qui entrave la réalisation des objectifs sociaux. Les dépenses publiques consacrées à l'aide sociale non contributive, comme les programmes de transferts monétaires, sont encore plus inadéquates : Le Gabon consacre environ 0,2 % de son PIB à l'aide sociale non contributive, soit quatre fois moins que la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.¹⁰ Compte tenu des difficultés à mettre en place des programmes de protection sociale, telles que l'absence d'un registre social actualisé et complet, différentes alternatives sont

Figure 4. Évolution du PIB par habitant et du taux de pauvreté (6,85 USD/jour en PPA 2017)

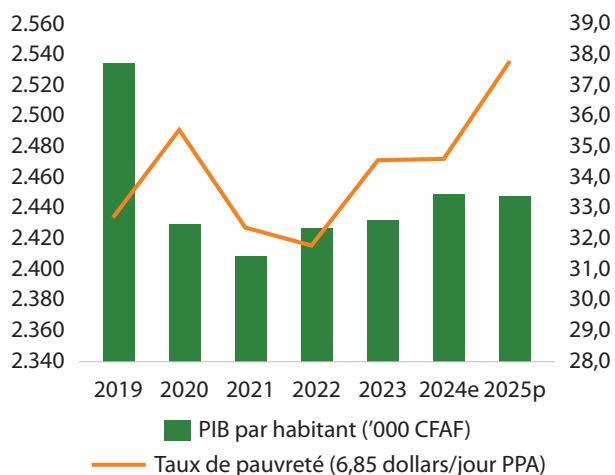
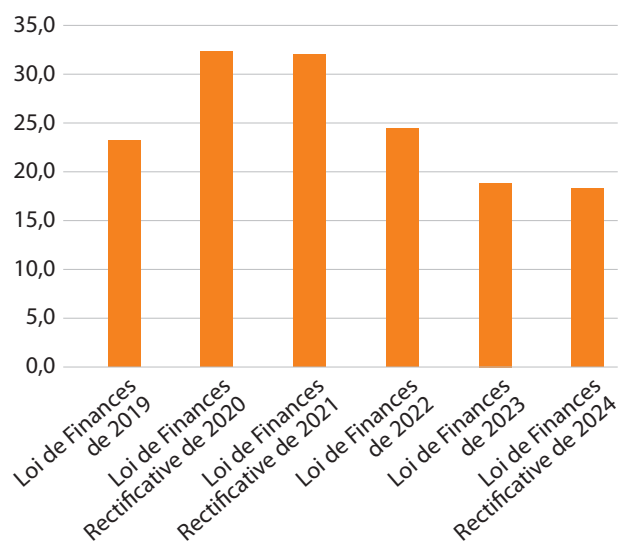


Figure 5. Évolution des dépenses sociales, en pourcentage du budget total



Sources : Calculs des services de la Banque mondiale et Gouvernement du Gabon. Note : Les données pour 2024 sont préliminaires; projections de la Banque mondiale pour 2025.

9 Banque mondiale. 2025. Perspectives macroéconomiques et de pauvreté. Avril.

10 Banque mondiale. 2022. Gabon : Mémoire économique du pays.

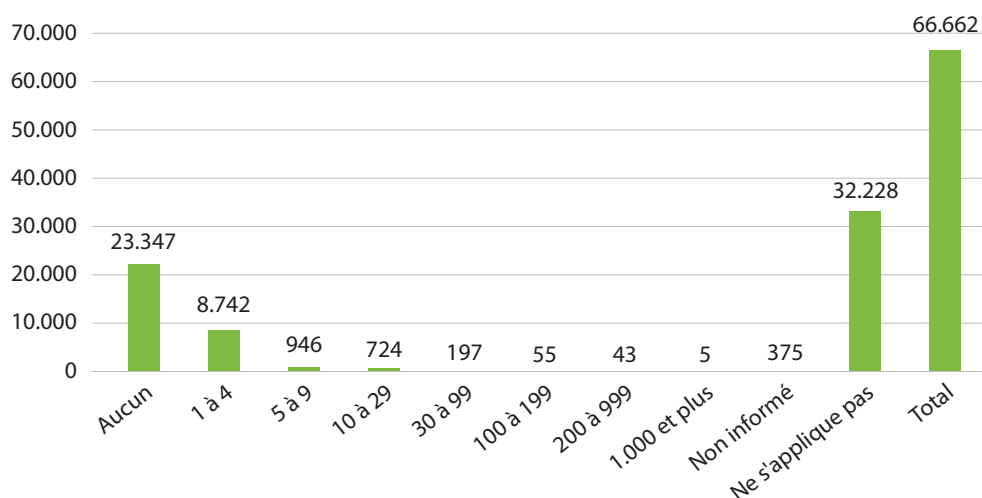
utilisées pour atténuer le coût de la vie, telles que les subventions au carburant et au blé, les exonérations fiscales et les bourses d'études. Bien qu'elles permettent de soulager les ménages, ces mesures générales ont un coût fiscal élevé et ont une capacité limitée à cibler les citoyens vulnérables.

Pour élargir les sources de croissance et de création d'emplois, les Autorités se sont engagées dans des politiques de diversification économique axées notamment sur le bois, l'exploitation minière et l'agriculture, mais avec des résultats limités.

Grâce à ces efforts, le secteur forestier est devenu le premier employeur privé. Cependant, le développement du secteur privé reste limité par plusieurs obstacles, tels que l'accès limité à l'eau et à l'électricité, les défis en matière des droits de propriété et de l'application des contrats, et l'inadéquation entre les compétences disponibles et les compétences requises de la main-d'œuvre. Sur l'ensemble des entreprises identifiées lors du recensement général des entreprises de 2023, environ 49 % comptaient moins de 30 employés, ce qui souligne la capacité limitée du secteur privé gabonais à créer des emplois pour une population en forte croissance (Figure 6). Ainsi, le secteur public reste un premier pourvoyeur d'emplois, comprenant 97 986 employés permanents en 2024, soit une légère augmentation par rapport à 2023.

Des initiatives sont prises pour encourager l'esprit d'entreprise et la création d'emplois, en particulier chez les jeunes, mais de nombreux obstacles persistent, comme une forte inadéquation des compétences de la main-d'œuvre. Parmi les mesures récentes prises pour encourager l'esprit d'entreprise figurent la réduction des frais d'enregistrement des entreprises et la création de la Banque pour le Commerce et l'Entrepreneuriat du Gabon (BCEG), une banque de garantie publique, afin de faciliter l'accès au crédit pour les PME. Des efforts sont également en cours pour promouvoir l'accès aux véhicules pour les chauffeurs de taxi et faciliter les activités minières et agricoles artisanales. Toutefois, les résultats de ces mesures se font attendre. En outre, l'inadéquation des compétences des travailleurs empêche les jeunes de saisir les opportunités d'emploi relativement peu nombreuses qui existent dans le secteur privé. Celles-ci sont notamment offertes par les services, suivies par les secteurs du bois et des transports (Figure 7). Cependant, l'accès à une main-d'œuvre correctement formée est un défi. Bien qu'environ un tiers des jeunes soient au chômage, certains postes ne sont toujours pas pourvus en raison du manque de compétences correspondantes. Au milieu de l'année 2023, plus de 10 % des 669 emplois proposés par les agences pour l'emploi n'étaient pas pourvus, bien que le nombre de candidats soit près de dix fois supérieur aux offres.¹¹

Figure 6. Nombre d'entreprises identifiées au Gabon par nombre de salariés



Source : Direction Générale des Statistiques du Gabon. Recensement général des entreprises. Septembre 2023.

11 Gouvernement du Gabon. 2023. *Bulletin Trimestriel de Suivi de l'Emploi*. No. 10. Juin 2023.

Pour résoudre ce problème, les Autorités ont mis en place plusieurs centres de formation professionnelle, mais une meilleure adéquation entre les compétences et les besoins du marché sera essentielle. Les centres récemment ouverts sont dédiés à des secteurs tels que le pétrole, le bois et les TIC. À la fin du mois de juin 2023, parmi les 3 415 personnes ayant suivi une formation dans les centres de formation publics, 20,6 % ont été formées en électricité et électronique, 20 % en techniques administratives et de gestion, 18,2 % en construction, 12,2 % en informatique et 8,8 % en hôtellerie et tourisme (Figure 8). Bien qu'elle puisse contribuer à l'amélioration du capital humain, cette formation pourrait renforcer les inadéquations dans certains domaines. Par exemple, 18 % des jeunes ont reçu une formation dans la construction, mais ce secteur représente 3 % des opportunités d'emploi. D'autre part, l'industrie du bois offrait 23 % de tous les emplois, mais la formation ne représentait que 12 % de l'ensemble des formations (Figures 7 et 8). La réduction de l'inadéquation des compétences passe par un meilleur alignement sectoriel de la formation sur les possibilités d'emploi actuelles.

IV. Les pressions inflationnistes se sont progressivement atténuées, ce qui a permis à la banque centrale régionale de commencer à assouplir sa politique monétaire en 2025

L'inflation a continué à diminuer en 2024, dans le cadre d'une politique monétaire stricte adoptée par la banque centrale régionale, de contrôles des prix plus stricts et d'une baisse de l'inflation mondiale. L'indice des prix à la consommation a diminué depuis la mi-2022, s'établissant à 0,9 % en décembre 2024 (en glissement annuel), après avoir culminé à près de 6 % à la fin de 2022 (Figure 9). Depuis août 2023, l'inflation au Gabon est restée en dessous du critère de convergence régionale de 3,0 % de la CEMAC. Bien qu'elle ait également diminué, l'inflation alimentaire était légèrement plus élevée, à 1,2 % en décembre 2024 (en glissement annuel). Compte tenu de la forte dépendance du Gabon à l'égard des importations de produits alimentaires, qui couvrent environ 60 % des besoins nutritionnels,¹² les importations ont contribué à l'inflation, avec une inflation importée de 1,2 % en décembre 2024. Dans le même temps,

Figure 7. Répartition des opportunités d'emploi dans le secteur privé par secteur

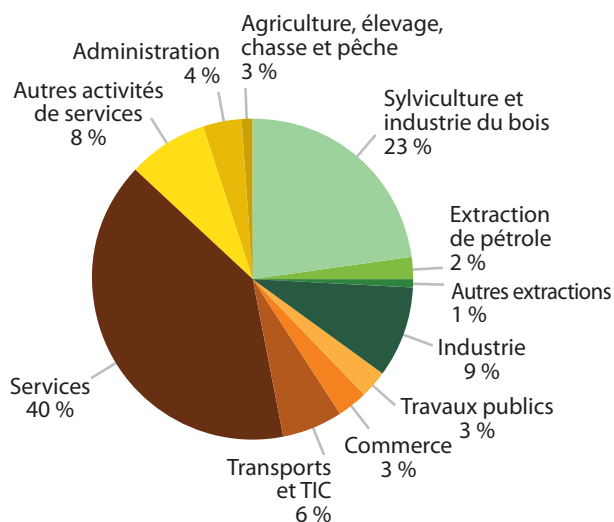
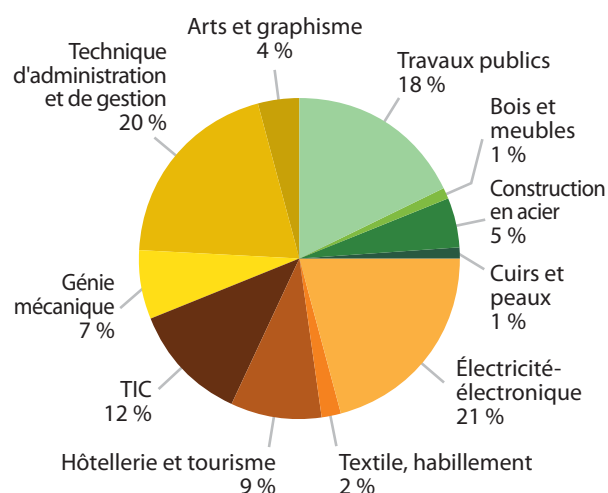


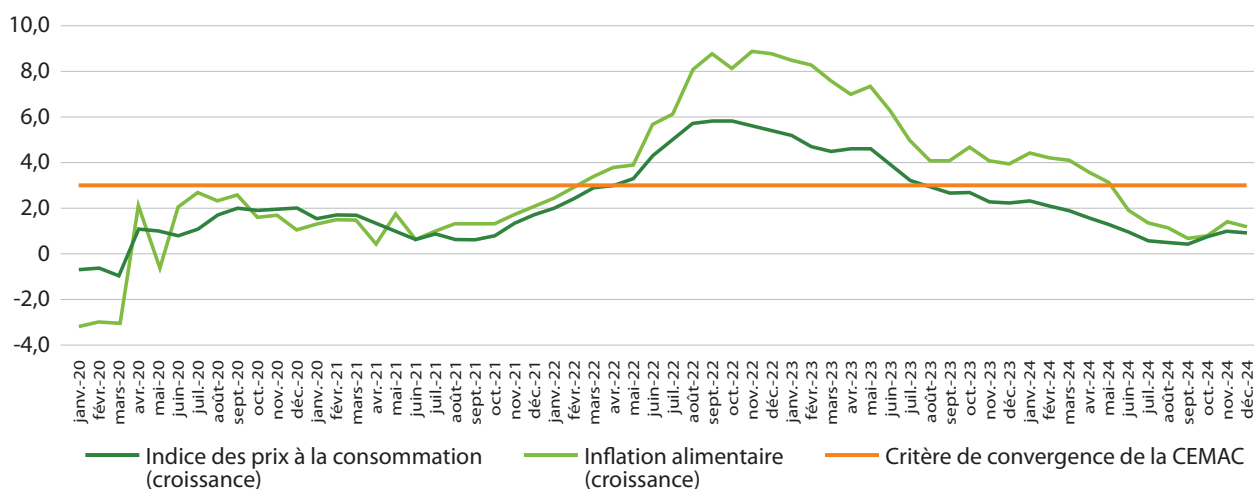
Figure 8. Répartition du personnel qualifié dans les centres publics de formation professionnelle, par secteur



Source : Autorités nationales. Bulletin national de l'emploi, juin 2023.

¹² Banque africaine de développement. 2017. Appui technique à la stratégie de transformation agricole et à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur agricole et l'agro-industrie. Rapport d'évaluation.

Figure 9. Inflation (mensuelle, en glissement annuel, en pourcentage), janvier 2020 - décembre 2024



Source : Autorités nationales. Note : Les données pour février 2024 et avril 2024 ont été estimées sur la base d'une moyenne des mois précédents et suivants, les données statistiques n'étant pas disponibles pour ces mois.

la baisse de l'inflation mondiale depuis 2022 a été l'une des raisons de la baisse de l'inflation au Gabon - comme l'indique l'inflation importée plus élevée à la fin de 2022 (6,2 %) et à la fin de 2023 (3,6 %). De même, la baisse des prix mondiaux de l'énergie depuis 2022, combinée avec le maintien des subventions sur la consommation de carburant et de gaz, a permis à l'inflation énergétique d'être négative, à -2,0 %. Comme mentionné précédemment, avec les signes récents de baisse de l'inflation au Gabon et dans l'ensemble de la CEMAC, la BEAC a progressivement commencé à assouplir sa politique monétaire au début de l'année 2025.¹³

Ces dernières années, les Autorités ont redoublé d'efforts pour contenir le coût de la vie. Lancé en 2017, le Programme de lutte contre la vie chère établit des plafonds de prix et des réductions de taxes pour des biens de première nécessité, qui sont négociés avec les distributeurs alimentaires et les associations de consommateurs. Le nombre de biens à prix fixes est passé de 67 articles de base à la mi-2023 à 102 en octobre 2024, s'étendant aux produits alimentaires locaux et aux matériaux de construction, dans le cadre des efforts visant à soutenir l'accès au logement.

Parmi les autres mesures prises par le Gouvernement pour soutenir le pouvoir d'achat en 2024 figurent le maintien des subventions à la farine de blé et la gratuité des transports publics à Libreville, la réduction des prix du gaz butane, la réintroduction des subventions aux carburants pour la consommation industrielle, la réduction des prix des billets d'avion et de train, l'élargissement des bourses d'études, et l'augmentation de la limite d'âge des voitures importées à dix ans.

Bien qu'elles permettent de soulager les ménages, ces mesures sont coûteuses, mal ciblées et incapables de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la cherté de la vie, à savoir les coûts élevés du commerce et de la production. Les mesures visant à réduire le coût de la vie alourdissent considérablement le budget, qui est déjà soumis à de fortes pressions financières et budgétaires. Elles consomment des ressources rares qui pourraient être utilisées pour financer des investissements sociaux essentiels. En 2024, les avantages fiscaux liés à la TVA, y compris ceux liés au programme Vie chère, étaient estimés à 40 milliards de FCFA (0,3 % du PIB), tandis que le coût des subventions aux carburants s'élevait à 110 milliards de FCFA (0,9 % du PIB).¹⁴ La plupart des subventions à

13 Banque des États de l'Afrique centrale. 2025. Rapport de Politique Monétaire. Mars.

14 Les données sur les subventions aux carburants sont basées sur les estimations du Gouvernement de novembre 2024 ; les données sur les dépenses fiscales liées à la TVA sont basées sur un outil de modélisation des dépenses fiscales liées à la TVA, développé par les Autorités fiscales avec l'appui technique de la Banque mondiale au début de 2025.

l'essence et au gasoil sont captées par les plus riches, qui consomment le plus de carburant.¹⁵ Des options plus efficaces et moins coûteuses, telles que des programmes de protection sociale ciblés, pourraient être envisagées pour soutenir les plus vulnérables tout en réduisant les risques budgétaires. En outre, des réformes structurelles sont nécessaires pour réduire les coûts globaux de production, d'importation et de transport des marchandises au Gabon. Le Gabon est largement tributaire des importations pour couvrir ses besoins en denrées alimentaires et en biens de consommation et d'équipement. Cependant, les tarifs douaniers de la CEMAC sont parmi les plus élevés au monde et les barrières non tarifaires augmentent encore les coûts commerciaux. D'autres obstacles, tels que l'insuffisance des transports et de l'approvisionnement en électricité, ainsi que les pratiques de tracasserie, rendent la production et le transport des marchandises coûteux, ce qui a un impact sur le pouvoir d'achat des ménages.

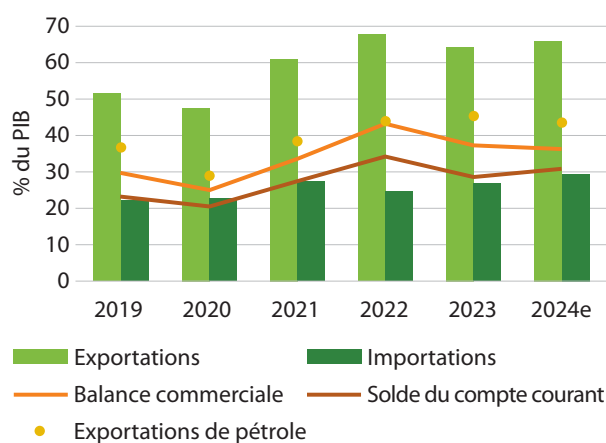
V. La position commerciale du Gabon a bénéficié de fortes exportations de produits de base, tout en étant confrontée à des obstacles au commerce et à des défis en matière d'infrastructures

Les fortes exportations de matières premières du Gabon lui ont permis de maintenir un excédent commercial élevé en 2024. La demande mondiale pour les principaux produits de base du Gabon a été relativement soutenue au cours de l'année, ce qui s'est traduit par une hausse des prix pour la plupart des exportations : bois scié (+1,6 % d'augmentation des prix), manganèse (+2,5 %), caoutchouc (+33,5 %) et palmier à huile (+0,4 %). La chute des prix du pétrole a été une exception (-3,1 %, de 82,6 USD à 80 USD). Néanmoins, la production de pétrole a continué d'augmenter en 2024, compensant partiellement la baisse des prix du pétrole. Par conséquent, bien que la valeur nominale des exportations de pétrole ait légèrement diminué, grâce à une production pétrolière plus importante et à des prix plus élevés pour d'autres produits de base, les exportations du Gabon ont augmenté d'environ 6,6 % en 2024, ce qui a favorisé la position commerciale.

Les importations nominales ont augmenté d'environ 14,1 % en 2024, en raison de l'augmentation des dépenses publiques et des mesures visant à assouplir les restrictions à l'importation pour les véhicules plus anciens. Une politique fiscale expansionniste a entraîné une augmentation de la demande pour différents types d'importations. La forte expansion des travaux publics a généré une demande d'intrants importés utilisés dans la construction, par exemple. De même, une augmentation plus importante des importations de denrées alimentaires et d'autres biens de consommation reflète des politiques telles que le renforcement des mesures d'aide sociale.

Malgré l'augmentation des exportations, la plus forte augmentation des importations a entraîné une légère diminution de la balance commerciale en pourcentage du PIB en 2024. L'excédent commercial a diminué de 37,3 % du PIB en 2023 à une estimation de 36,2 % en 2024 (Figure 10). En termes absolus, cependant, l'excédent commercial a augmenté, passant de 7 488 milliards de FCFA à 7 581 milliards de FCFA. Parallèlement, l'excédent du compte courant, qui comprend la balance commerciale plus les revenus primaires et secondaires, a augmenté de 28,5 % à une estimation de 30,7 % du PIB au cours de la même pé-

Figure 10. Évolution récente de la position commerciale du Gabon (% du PIB)



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale. Note : Les données pour 2024 sont préliminaires.

¹⁵ Banque mondiale. 2023. Note de conjoncture économique du Gabon. Thème spécial : Réforme des subventions aux combustibles fossiles. Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale.

riode, en raison d'une diminution du niveau des sorties de revenus.

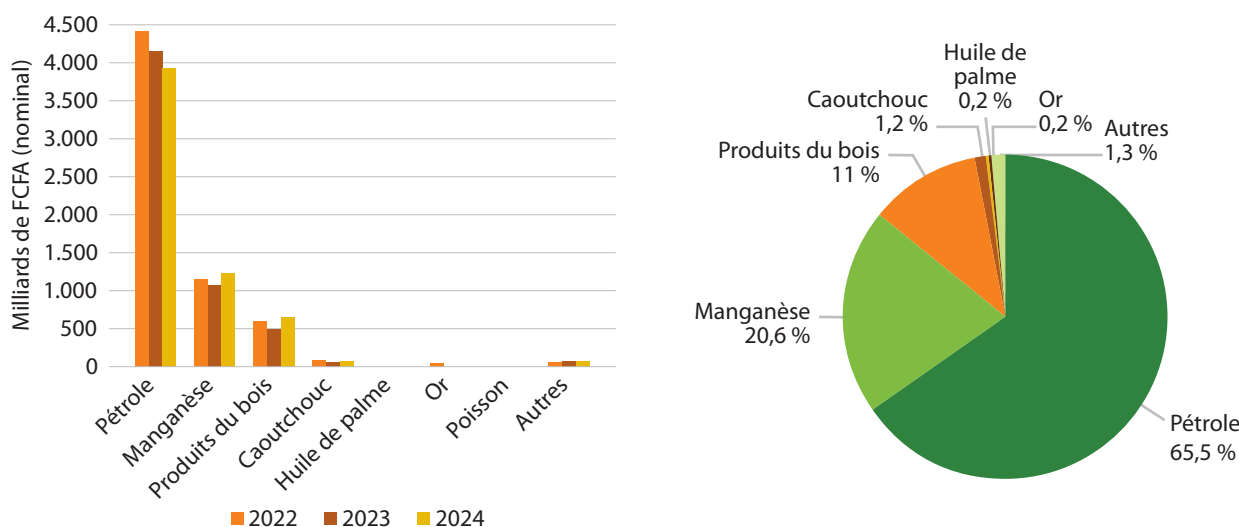
Le Gabon est très dépendant des exportations de quelques produits, 97% des exportations provenant de trois matières premières : le pétrole, le manganèse et le bois. En 2024, le pétrole représentait à lui seul plus de 65 % de toutes les exportations, ce qui témoigne d'une forte exposition à la volatilité des marchés malgré la mise en œuvre de stratégies de diversification (Figure 11). Ces dernières années, la valeur des exportations de pétrole a diminué, parallèlement à la baisse des prix du pétrole depuis 2022. Les exportations de manganèse et de bois, en revanche, ont montré des signes de reprise après les perturbations du transport ferroviaire qui ont fortement affecté les exportations l'année précédente. Elles représentaient près d'un tiers des exportations en 2024. Le caoutchouc, l'huile de palme, l'or, le poisson et d'autres produits représentaient les 3 % restants des exportations.

Les exportations du Gabon sont également fortement concentrées en termes de marchés, la Chine absorbant près d'un tiers de l'ensemble des ex-

portations en 2024. Viennent ensuite l'Italie et l'Indonésie, avec environ 10 % des exportations chacune (Figure 12). Si l'on examine les exportations par continent, près des deux tiers des produits gabonais ont été exportés vers l'Asie, un quart vers l'Europe, dix pour cent vers les Amériques et 2,7 pour cent vers l'Afrique, dont seulement 0,7 pour cent vers les pays voisins de la CEMAC. Alors que les flux commerciaux transfrontaliers informels sont estimés élevés au sein de la CEMAC,¹⁶ le Gabon dispose encore d'un fort potentiel pour approfondir l'intégration régionale. Les exportateurs gabonais pourraient grandement bénéficier des réformes visant à éliminer les obstacles au commerce, tels que les défis logistiques et d'infrastructure, et les obstacles réglementaires tels que les inspections routières et les difficultés de mise en conformité aux frontières.

Reflétant la forte dépendance du Gabon à l'égard des importations de produits alimentaires et pétroliers, ces importations ont continué à augmenter en 2024, représentant une part considérable des importations. En 2024, les importations étaient composées de biens d'équipements (35 %), de biens de consommation (27 %), de biens intermédiaires (24 %)

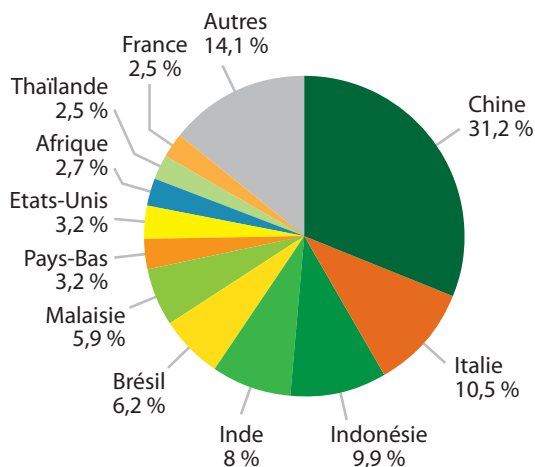
Figure 11. Évolution récente des exportations du Gabon et composition du panier d'exportation pour 2024



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale. Note : Les données pour 2024 sont préliminaires.

16 Banque mondiale. 2018. CEMAC : Approfondir l'intégration régionale pour faire progresser la croissance et la prospérité ; Nkendah, Robert. 2013. «Estimation du commerce transfrontalier informel de produits agricoles et horticoles entre le Cameroun et ses voisins de la CEMAC. *Food Policy*, Vol. 41, pp. 133-144.

Figure 12. Principales destinations des exportations gabonaises, 2024



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale. Note : Les données pour 2024 sont préliminaires. Les couleurs indiquent les pays situés sur chaque continent : principaux pays importateurs en Asie (vert), Europe (orange), Amériques (jaune), Afrique (bleu), et tous les autres pays (gris).

et d'énergie (13 %). Parmi les biens de consommation, les importations de produits alimentaires représentent près de 20 % de l'ensemble des importations (Figure 13). Le Gouvernement a encouragé l'agriculture et la pêche afin d'accroître la sécurité alimentaire, les emplois, les exportations et les revenus des agriculteurs. Cependant, malgré un vaste potentiel agricole, les importations de produits alimentaires continuent d'augmenter, entraînant une hausse du coût de la vie en raison des droits de douane élevés et des barrières commerciales qui persistent au Gabon.

L'évolution récente du panier d'importations peut également indiquer des difficultés à développer l'activité industrielle locale. Le Gouvernement a mis en place des plans pour inciter les entreprises locales à progresser dans les chaînes de valeur et à produire davantage de biens transformés localement. Depuis les années 2010, une industrie de transformation du bois a émergé, grâce à des politiques telles que l'interdiction des exportations de grumes et la création d'une zone économique spéciale à Nkok. Des indus-

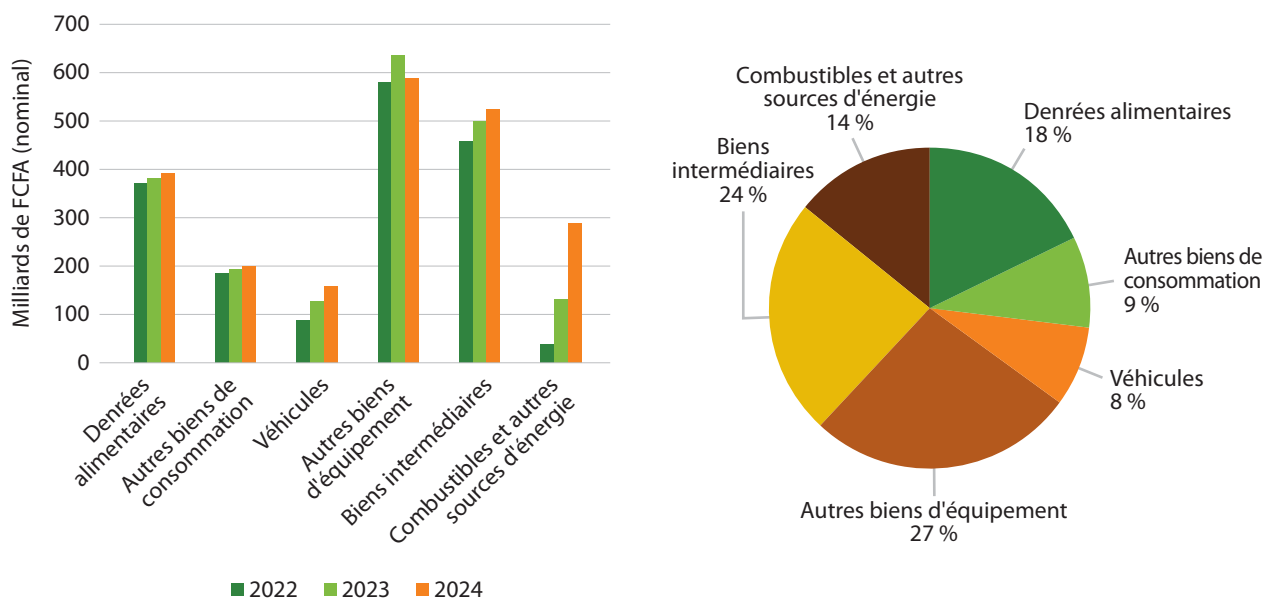
tries locales d'huile de palme et de gaz sont également en cours de lancement. Cependant, la transformation locale du manganèse, du poisson et d'autres produits reste en deçà du potentiel. Les données récentes sur les importations ne semblent pas indiquer une forte expansion industrielle. En 2024, les importations d'équipements autres que les voitures, qui tendent à se composer de machines et d'autres intrants nécessaires à l'augmentation de la production, ont diminué de 7 % par rapport à 2023. Au cours de la même période, d'autres types d'importations ont augmenté, ce qui indique que le profil des importations du Gabon reste fortement axé sur les biens de consommation (Figure 13). En ce qui concerne le commerce des services, le Gabon importe davantage de services, estimés à 1 215 milliards de FCFA (9,6 % du PIB) en 2024, tandis que les exportations de services s'élèvent à 235 milliards de FCFA (1,9 % du PIB). Cela reflète les difficultés à promouvoir les exportations de services, malgré un potentiel pour des secteurs comme les TIC, le Gabon ayant l'une des infrastructures numériques les plus développées et les plus accessibles de la région.¹⁷

Le Gabon impose d'importantes restrictions commerciales à ses entreprises, ce qui entrave la compétitivité et augmente les coûts de production et de commerce. En tant que membre d'une union douanière, le Gabon applique généralement le tarif extérieur commun de la CEMAC, qui est d'environ 18 %. Le taux tarifaire moyen simple du Gabon de 18,8 % entre 2020 et 2022 était le 8^{ème} tarif le plus élevé au monde, considérablement plus élevé que la moyenne de 12,0 % en Afrique subsaharienne et la moyenne mondiale de 7,4 %.¹⁸ L'accès aux biens étrangers et l'activité commerciale sont également entravés par des barrières non tarifaires, telles que des exigences réglementaires et techniques complexes, des processus d'autorisation et des lacunes logistiques. En 2023, le Gabon était classé 115^e sur 139 pays dans l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, qui mesure les performances des pays en matière de douanes, d'infrastructures, d'expéditions et de logistique. Les entreprises sont confrontées à un temps de séjour moyen dans les

17 Estimations du Gouvernement pour le commerce des services (Direction générale de l'économie et de la politique fiscale) ; Banque mondiale. 2022. Gabon : Mémoire économique du pays ; Banque mondiale. 2025 (non publié). Rapport National sur le Climat et le Développement du Gabon (CCDR).

18 Banque mondiale. Base de données des indicateurs du développement dans le monde.

Figure 13. Évolution récente des importations du Gabon et composition des importations en 2024



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale. Note : Les données pour 2024 sont préliminaires.

ports de 11,4 jours pour les importations et de 6,4 jours pour les exportations, ce qui compromet les délais, les coûts et entraîne des pertes de denrées périssables.¹⁹ Les nombreuses inspections à la frontière et le long des corridors commerciaux constituent un autre obstacle, en particulier pour le commerce régional. Par exemple, les entreprises qui échangent des marchandises entre Libreville et le Cameroun peuvent être arrêtées par des agents publics plus de 40 fois (une fois tous les onze kilomètres), ce qui leur coûte environ 1 980 000 FCFA (3 736 USD) en frais multiples, et un retard de 15 heures dans le temps de voyage.²⁰ En outre, le Gabon impose des restrictions substantielles au commerce des services. Dans l'Indice des restrictions au commerce des services (STRI) de 2020, les restrictions substantielles présentes au Gabon se sont traduites par des scores de 66,7 sur 100 pour les services professionnels, 62,4 pour les communications et 67 pour les transports, sur une échelle allant de zéro (aucune restriction) à 100 (restriction maximale). Les scores du Gabon sont plus élevés que les moyennes mondiales et africaines, ce

qui met en évidence des restrictions plus fortes sur le commerce des services.²¹

VI. Combinée à la baisse des recettes pétrolières, une politique de dépenses expansionniste a entraîné une détérioration de la situation budgétaire en 2024

Stimulées par les efforts de numérisation des administrations fiscales et douanières, les recettes publiques totales sont restées relativement stables en 2024 malgré une baisse des prix mondiaux du pétrole. Les recettes publiques représentaient 23,7 % du PIB en 2024, contre 24,6 % du PIB en 2023 (Figure 14). La baisse des recettes est principalement due à la diminution des prix du pétrole. Les prix mondiaux du pétrole n'ont cessé de baisser depuis le pic de près de 100 USD atteint en 2022, avec une chute de 9,5 % observée en 2024, à environ 75 USD. Les efforts de mobilisation des recettes fiscales se sont traduits par une augmentation de 4 % des recettes fiscales en

19 Banque mondiale. Base de données de l'indice de performance logistique.

20 Banque mondiale. 2022. Note de conjoncture économique du Gabon.

21 OMC-Banque mondiale. Base de données de l'indice des restrictions au commerce des services (STRI).

2024, qui n'a que partiellement compensé la baisse de 4 % des recettes pétrolières.

La plupart des recettes publiques en 2024 proviennent des recettes fiscales, mais les recettes pétrolières non fiscales restent importantes, représentant 25 % des recettes totales.

Ces dernières années, les recettes fiscales ont considérablement augmenté, passant de 9,5 % du PIB en 2021 à 16,1 % en 2024. Cette augmentation reflète toutefois la dépendance à l'égard du pétrole, étant donné que les recettes fiscales pétrolières représentent 66,3 % des recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés (Figure 15). Il serait ainsi crucial de prendre des mesures pour diversifier les sources de revenus dans le contexte actuel de baisse des prix du pétrole et d'incertitude sur les marchés mondiaux.

Pour stimuler les recettes intérieures, le Gouvernement a intensifié ses efforts de numérisation, mais la collecte des recettes reste limitée par les importantes exonérations fiscales.

En avril 2024, Digitax, une nouvelle plateforme en ligne a été lancée pour la déclaration et le paiement des impôts,

avec la mise en place progressive de la déclaration numérique obligatoire. En outre, les bureaux de douane à la frontière nord, les derniers qui n'étaient pas encore connectés au système Sydonia World, ont été numérisés en décembre 2023. En conséquence, la collecte des recettes fiscales et douanières a largement dépassé les prévisions budgétaires (Figure 16). S'il est important d'augmenter encore les recettes fiscales pour soutenir les finances publiques, les modifications des taux d'imposition devraient être analysées avec soin en raison de leurs conséquences sociales, distributives et économiques. Un moyen efficace et relativement rapide d'augmenter les recettes consisterait à rationaliser davantage les exonérations fiscales accordées aux entreprises. Compte tenu du contexte politique et économique complexe de la transition, le Gouvernement a continué à recourir aux exonérations fiscales pour attirer les investissements. Les pertes estimées liées aux incitations fiscales ont augmenté pour atteindre 192 milliards de FCFA de recettes non perçues, soit 1,5 % du PIB en 2024 (Figure 17). Un autre défi consiste à améliorer le contrôle et la surveillance des dépenses fiscales, afin d'éviter les comportements

Figure 14. Composition des recettes fiscales, en millions de FCFA

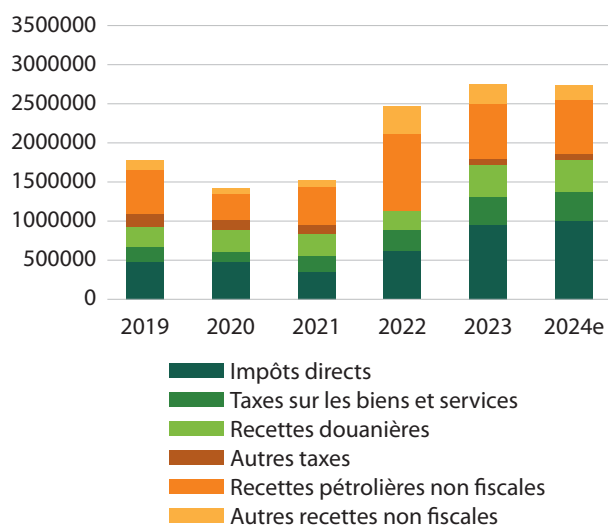
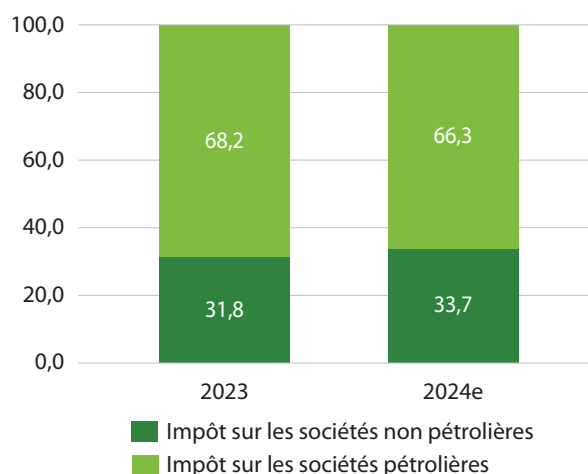


Figure 15. Parts des contributions des secteurs pétrolier et non pétrolier à l'impôt sur le revenu des sociétés



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale. Note : Les chiffres pour 2024 sont des estimations. Les «impôts directs» comprennent l'impôt sur le revenu des sociétés payé par les entreprises pétrolières et d'autres impôts directs. Les «recettes pétrolières non fiscales» comprennent les revenus de l'État provenant du secteur pétrolier, tels que les redevances et les participations. Les «autres taxes» comprennent les recettes provenant des redevances foncières payées par les concessionnaires forestiers ainsi que d'autres taxes. Les «autres recettes non fiscales» comprennent les amendes et les revenus des licences et permis, les participations de l'État dans les secteurs minier, forestier et autres, ainsi que d'autres recettes.

Figure 16. Performance en matière de recouvrement des impôts (recettes fiscales en % des recettes publiques totales)

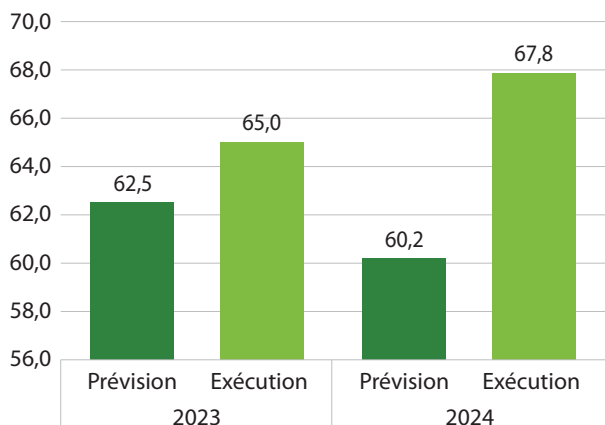
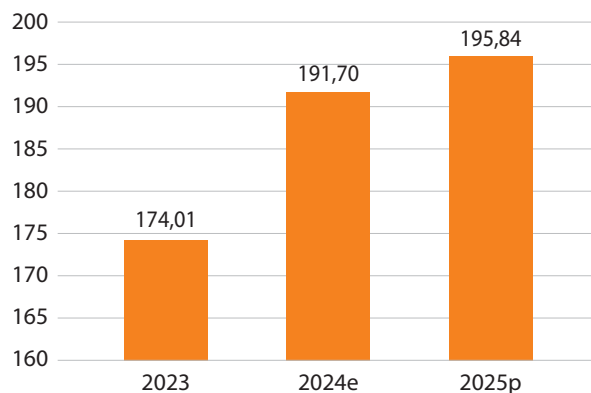


Figure 17. Évolution des dépenses fiscales, en milliards de FCFA



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale. Note : Les chiffres pour 2024 sont des estimations.

d'abus ou de fraude qui entravent les objectifs de recouvrement de l'impôt.

Les dépenses publiques ont augmenté de manière significative, d'environ 24 % en 2024, principalement en raison d'une forte augmentation des dépenses en capital (+155 %) et des transferts (+48 %). En réponse aux attentes sociales élevées résultant du changement de régime survenu en août 2023, le Gouvernement a adopté plusieurs mesures sociales et de soutien aux entreprises en 2024 et au début de 2025. Les bourses scolaires ont été réintroduites pour l'enseignement secondaire et les subventions aux carburants ont été rétablies pour les consommateurs industriels et pour la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG),²² la compagnie d'électricité, qui est confrontée à des défis commerciaux et de production. Les dépenses de subventions et de transferts sont passées de 2,8 % du PIB en 2023 à 4,0 % en 2024 (Figure 18). Les dépenses d'investissement ont augmenté de manière significative pour atteindre 5,4 % du PIB en 2024, contre 2,2 % du PIB en 2023, sous l'effet des grands projets d'infrastructure lancés par le Gouvernement, tels que la nouvelle

cité administrative, qui devrait permettre de réaliser des économies de baux administratifs d'environ 30 milliards de FCFA par an ; l'expansion et la réhabilitation des routes nationales et locales ; l'amélioration du réseau ferroviaire et des réseaux d'eau et d'électricité ; la construction d'écoles, de centres de santé et de logements sociaux ; et la modernisation des bâtiments militaires.

Malgré la levée du gel des recrutements dans la fonction publique et le recrutement de 26 900 personnes dans la fonction publique, la masse salariale est restée relativement stable entre 2023 et 2024. Les dépenses salariales du secteur public s'élèvent à 782 milliards de FCFA, soit 6,2 % du PIB en 2024. La masse salariale a connu une hausse limitée car de nombreux recrutements ont été des régularisations administratives d'agents déjà présents dans la fonction publique. En outre, l'audit de la fonction publique lancé en octobre 2024 a permis d'identifier et d'éliminer des irrégularités, contribuant ainsi à contenir la masse salariale. Les dépenses en biens et services, à 3,3 % du PIB en 2024, ont augmenté en vue de l'organisation du dialogue politique natio-

²² Le Gabon a tenté à plusieurs reprises de réformer les subventions aux combustibles fossiles, mais les efforts passés ont été entravés par l'absence de mesures compensatoires telles que des programmes de protection sociale ciblés. Les prix des carburants ont été libéralisés en 2015, un mécanisme d'ajustement des prix a été introduit en 2016-2017 et les subventions ont été rétablies en 2021. De la mi-2022 à la mi-2024, les subventions aux carburants ont été supprimées pour la consommation industrielle, après quoi elles ont été réintroduites pour tous les clients. Une analyse détaillée sur ce sujet est présentée dans la Note de conjoncture économique du Gabon 2023 de la Banque mondiale.

Figure 18. Composition des dépenses publiques, en millions de FCFA

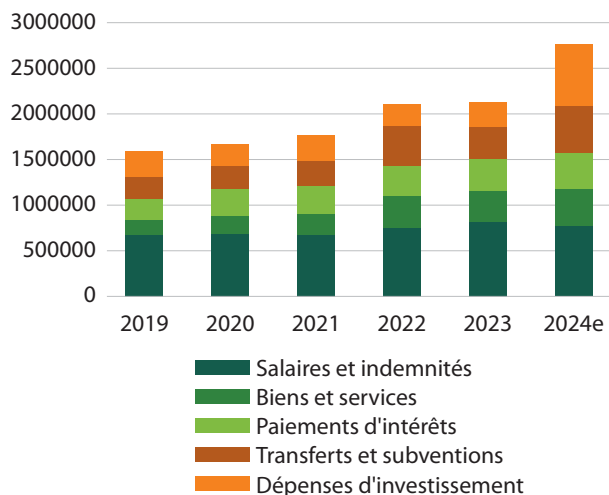
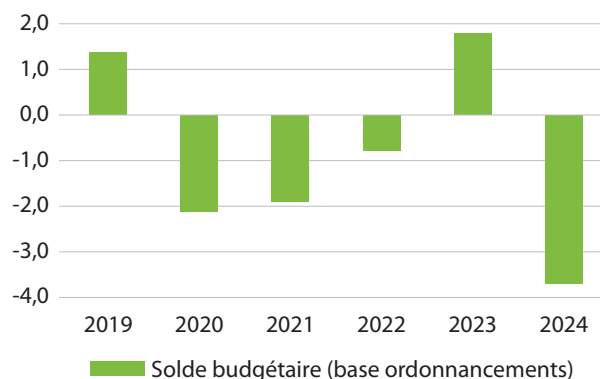


Figure 19. Évolution du solde budgétaire, en pourcentage du PIB



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale.

nal en avril 2024 et du référendum constitutionnel en novembre.

Dans un contexte de baisse des recettes pétrolières, l'augmentation des recettes fiscales et douanières grâce aux efforts de numérisation fiscale et douanière n'a pas permis de couvrir la hausse importante des dépenses publiques. En conséquence, le solde budgétaire s'est fortement dégradé en 2024. Le Gabon a enregistré un déficit budgétaire estimé à -3,7 % du PIB en 2024, contre un excédent budgétaire de 1,8 % du PIB en 2023 (Figure 19). Parallèlement, le solde primaire non pétrolier est passé de -9,4 % du PIB non pétrolier en 2023 à une estimation de -15,9 % en 2024, reflétant une forte intensification des pressions budgétaires.²³ Outre les difficultés à contenir les dépenses et à mobiliser davantage de recettes, d'autres défis importants en matière de politique budgétaire incluent l'absence de publication en temps utile de données budgétaires clés, y compris pour les investissements publics importants.

Pour financer ses dépenses, l'État a dû recourir à l'emprunt, ce qui a entraîné une augmentation de

la dette publique à 72,5 % du PIB en 2024, contre 70,6 % du PIB en 2023 (Figure 20). Le Gabon s'est appuyé de manière significative sur le marché financier régional en 2024 pour financer son déficit budgétaire croissant. Toutefois, cette stratégie s'est heurtée à des difficultés en raison de la dégradation de la note souveraine du Gabon en juin 2024 par les agences de notation Fitch (de B- à CCC+) et Moody's (de Caa1 à Caa2), et de l'augmentation des emprunts régionaux par les pays de la CEMAC. Le pays n'a donc pas pu mobiliser toutes les ressources nécessaires ; sur les 727,8 milliards de FCFA recherchés sur le marché régional conformément à sa stratégie d'endettement, le Gabon a pu mobiliser 664,3 milliards de FCFA, soit 91,3 % du montant visé. De même, le Gabon n'a pas pu mobiliser de nouvelles ressources sur le marché financier international en 2024, alors que la loi de finances rectificative²⁴ prévoyait 469,9 milliards de FCFA. Cette contre-performance a créé un déficit de financement et une accumulation d'arriérés extérieurs, un défi à long terme aggravé par des problèmes de gestion de trésorerie. À la fin de 2024, le stock d'arriérés extérieurs a atteint 1,8 % du PIB, contre 0,5 % du PIB à la fin de 2022 (Figure 21).

23 Le solde primaire non pétrolier correspond à la différence entre les recettes non pétrolières et les dépenses autres que les intérêts. Comparé au solde budgétaire global, il peut constituer une meilleure indication de la viabilité de la politique budgétaire d'un pays, puisqu'il ne tient pas compte de l'effet des fluctuations des recettes pétrolières. Une discussion détaillée est disponible sur : Davis, J. Fedelino, A., Ossowski, R. 2003. Formulation et mise en œuvre de la politique budgétaire dans les pays producteurs de pétrole. FMI. Août.

24 Gouvernement du Gabon. Loi de finances rectificative de 2024.

Figure 20. Évolution de la dette publique, en pourcentage du PIB

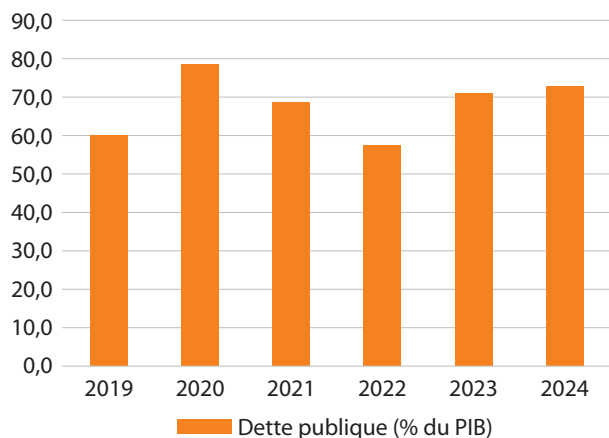
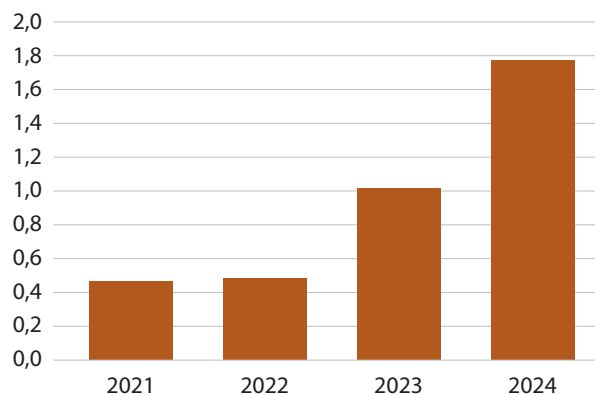


Figure 21. Stock d'arriérés de la dette extérieure, en pourcentage du PIB



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale.

La décision de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) d'augmenter la pondération des risques appliquée aux banques pour l'acquisition de titres émis par le Trésor gabonais a également contribué à l'accumulation des arriérés. Le 18 octobre 2024, la COBAC a notifié aux banques des pays membres de la CEMAC les nouveaux taux de pondération applicables à la couverture du risque de crédit sur les passifs souverains sur la période 2024-2025. Ce taux de pondération est calculé sur la base du res-

pect des critères de convergence régionale et de surveillance multilatérale : un solde budgétaire inférieur à -1,5 % du PIB, une dette publique inférieure à 70 % du PIB, la non-accumulation d'arriérés extérieurs et intérieurs, et un taux d'inflation inférieur à 3 % (Tableau 2). N'ayant pas rempli ces critères en 2023, le Gabon a vu sa pondération du risque passer de 65 à 100 %. Les banques ont été moins en mesure de participer aux émissions d'obligations, ce qui, dans une certaine mesure, a contribué à perturber l'exécution du budget et l'accumulation des arriérés. Les effets peuvent se poursuivre si la demande d'exemption temporaire du Gabon n'est pas acceptée par la COBAC. En même temps, si elle est mise en œuvre, cette décision devrait réduire l'exposition des banques locales au risque souverain.

Tableau 2. Critères et calcul des pondérations de risque appliquées à l'exposition des banques aux États membres de la CEMAC

Critères de convergence	Poids relatif
Solde budgétaire en pourcentage du PIB nominal (respecté si -1,5 % ou plus)	20 %
Encours de la dette intérieure et extérieure par rapport au PIB (respecté si 70 % ou moins)	10 %
Taux d'inflation annuel moyen en % (respecté si 3% ou moins)	5 %
Accumulation d'arriérés de paiements internes et externes en FCFA (respecté / réalisé si = 0)	65 %

Source : COBAC. Aux fins des critères de convergence de la CEMAC, le solde budgétaire est défini comme le solde budgétaire global moins 20 % des recettes pétrolières et 80 % de la différence entre les recettes pétrolières et leur moyenne par rapport au PIB au cours des trois années précédentes.

VII. Le Gabon a pris des mesures pour gérer plus activement la dette publique, mais reste confronté à une dette publique et à un service de la dette élevés

La dette publique du Gabon augmente depuis 2021, suite à une politique de dépenses expansionniste mais aussi en raison des composantes supplémentaires de la dette identifiées grâce à une plus grande transparence depuis 2023. Pour répondre à la pandémie de COVID-19 et stimuler la croissance, les Autorités ont mené une politique budgétaire expansionniste, entraînant une augmenta-

Figure 22. Évolution du ratio dette/PIB

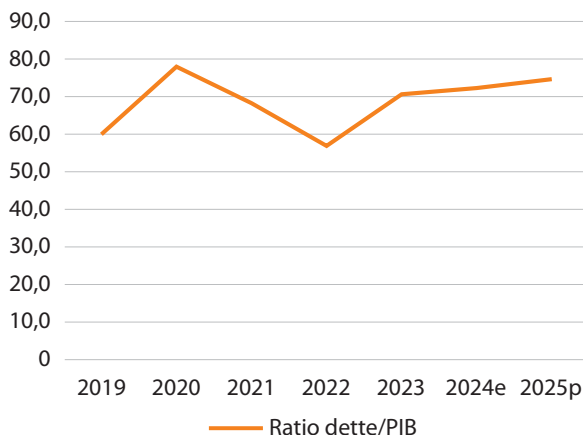
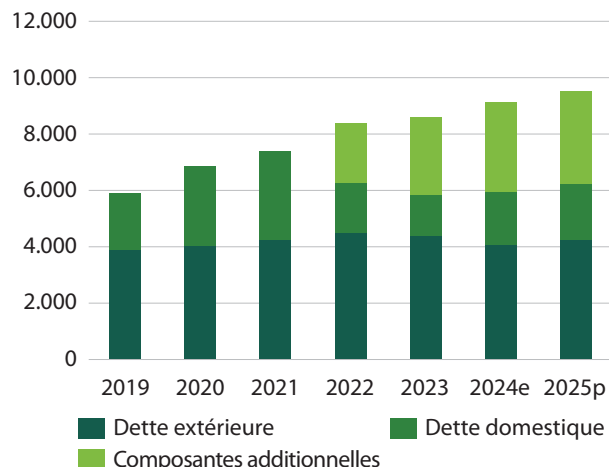


Figure 23. Composition de la dette publique, en millions de FCFA



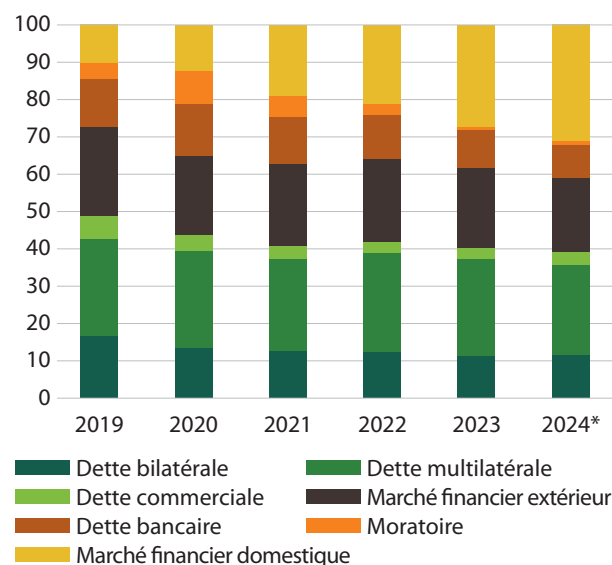
Sources : Gouvernement du Gabon, FMI et calculs des services de la Banque mondiale. Note : Les chiffres de 2024 sont des estimations et ceux de 2025 des projections. Les informations sur les composantes additionnelles de la dette n'étaient pas disponibles avant 2022.

tion du ratio de la dette de 59,8 % du PIB en 2019 à 68,5 % en 2021 (Figure 22). La dette a continué d'augmenter depuis 2022, principalement en raison de l'inclusion de nouvelles composantes de la dette, telles que les engagements budgétaires impayés, les arriérés de TVA et de remboursement de salaires, et les stocks de bons du Trésor. Cette inclusion a été rendue possible par les efforts de transparence déployés par le Gouvernement de transition depuis août 2023. L'ajout de ces nouvelles composantes de la dette a augmenté la dette publique entre 2021 et 2024, la portant à 72,5 % du PIB en 2024, au-dessus de l'objectif de convergence de 70 % de la CEMAC. Alors que la dette intérieure et extérieure a augmenté, en raison de fortes contraintes de trésorerie, l'accumulation plus importante d'arriérés envers les fournisseurs et d'autres engagements impayés a contribué le plus à l'augmentation de la dette publique au cours des dernières années (Figure 23).

En 2024, la dette du Gabon est principalement constituée de prêts des marchés financiers régionaux et internationaux, représentant respectivement 31,3 % et 19,8 % de la dette totale. Depuis 2019, la dette due aux investisseurs du marché financier régional est devenue plus importante, conformément à la stratégie du Gouvernement de s'appuyer davantage sur le marché local et de réduire les risques de change (Figure 24). La part de la dette due au mar-

ché régional est passée de 10,3 % de la dette totale en 2019 à 24 % en 2024. Cette demande croissante de financement régional a augmenté l'exposition des banques locales à l'État et l'éviction de l'État du cré-

Figure 24. Répartition de la dette publique, en pourcentage de la dette totale



Sources : Gouvernement du Gabon, calculs des services de la Banque mondiale. Note : Les chiffres pour 2024 sont basés sur les dernières données disponibles à fin novembre 2024.

dit au reste de l'économie. Avec 24,3 % de la dette totale, les créanciers multilatéraux sont le deuxième créancier du Gabon. La dette bilatérale, la dette des banques locales et la dette commerciale représentent respectivement 11,5 %, 9,4 % et 2,9 % de la dette totale en 2024. Grâce aux audits de la dette intérieure menés ces dernières années, la dette moratoire, qui représente la dette résultant des accords signés avec les entreprises, principalement en raison des arriérés de paiement pour les travaux publics et la prestation de services, a diminué de 4,4 % de la dette totale en 2019 à 0,8 % en 2024, en raison de constats d'irrégularités.

Avec près de 70 % de la dette totale libellée en devises étrangères, principalement en dollars américains, le portefeuille de la dette publique du Gabon reste très exposé aux risques de change.

Ce risque augmente dans le contexte de l'incertitude mondiale croissante observée en avril 2025, reflétée par une forte fluctuation des prix du marché. La dette à taux d'intérêt fixe représente 83 % du portefeuille de la dette publique, ce qui signifie que les risques de taux d'intérêt sur la dette du Gabon sont relativement faibles. En ce qui concerne la maturité de la dette, bien que la maturité moyenne du portefeuille de la dette était de 5,7 ans en 2024, les risques de refinancement sur la dette intérieure étaient élevés à la fin de 2024. La maturité moyenne de la dette intérieure était de 2,1 ans en 2024, contre 8 ans pour la dette extérieure (Tableau 3).

La forte hausse des taux d'intérêt au cours des dernières années, dans le cadre des efforts mondiaux de lutte contre l'inflation, a eu un impact sur les coûts d'emprunt pour les pays en développement et les a contraints à ajuster leurs stratégies de gestion de la dette publique. Face à ces pressions financières, le Gabon, à l'instar d'autres pays en développement, a adopté diverses stratégies pour gérer plus efficacement sa dette. Pour réduire les risques de change qui pèsent sur la dette, le Gabon a augmenté les emprunts sur le marché régional, car son marché local, partagé au sein de la CEMAC, est libellé en monnaie locale. En outre, pour réduire les fortes pressions sur les liquidités qui pèsent sur le budget et alléger le poids du service de la dette sur les recettes publiques, les Autorités ont lancé des opérations de gestion active de la dette publique. Le Gabon a procédé au rachat anticipé de son euro-obligation arrivant à échéance en juin 2025, par le biais de deux transactions, en novembre 2024 et février 2025. En ce qui concerne la dette intérieure, le Gabon a également entrepris des opérations de gestion active de la dette, principalement pour remédier à la baisse continue de la maturité moyenne de la dette intérieure observée depuis 2020 (Tableau 4). En avril 2025, le Gabon a reprofilé une grande partie de la dette intérieure, ce qui a impliqué l'émission de nouveaux titres et leur échange avec des titres existants. Cela lui a permis d'allonger les périodes de remboursement d'environ 2-3 ans à environ 6 ans, de réduire les pressions sur la liquidité et d'accéder à de nouveaux financements (voir Encadré 1).

Tableau 3. Coût et profil de risque de la dette publique à la fin de 2024

Risques et coûts		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Taux d'intérêt moyen sur la dette publique (%)		3,6	6,0	4,5
Risques de refinancement	Échéance moyenne (années)	8	2,1	5,7
	Pourcentage de la dette arrivant à échéance dans l'année	10,4	29,4	17,9
Risques de taux d'intérêt	Délai moyen de réparation (années)	6,6	2,1	4,8
	Pourcentage de la dette à refixer dans l'année	34,5	29,4	32,5
	Pourcentage de la dette à taux d'intérêt fixe	70,2	100	83
Risques de change	Pourcentage de la dette en devises	-	-	60,9
	Pourcentage de la dette au taux de change flottant	-	-	66,9

Source : Gouvernement du Gabon. Stratégie de la dette 2025-2027. Annexe à la loi de finances 2024. Note : la stratégie de la dette du Gouvernement comprenait la dette intérieure et extérieure mais n'incluait pas les composantes supplémentaires identifiées en 2023, telles que le remboursement de la TVA et les arriérés de salaires, ainsi que les engagements budgétaires impayés. Données au début de 2024, reflétant les risques et les coûts avant le rachat anticipé de l'euro-obligation de juin 2025 et l'opération de reprofilage de la dette intérieure au début de 2025.

Tableau 4. Maturité moyenne du portefeuille de la dette publique du Gabon

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dette extérieure	6,4	7,6	7,8	6,2	5,5	8,0
Dette domestique	3,6	3,6	3,4	2,7	2,2	2,1
Dette totale	5,7	6,2	6,3	4,9	4,2	5,7

Source : Gouvernement du Gabon.

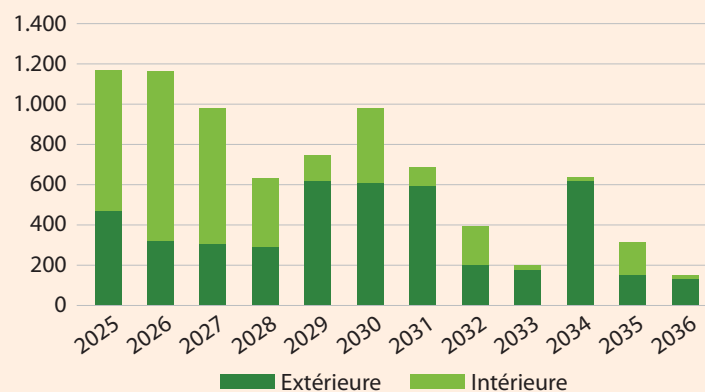
Encadré 1. Opérations de gestion active de la dette publique lancées par le Gouvernement pendant la transition politique

Reprofilage et titrisation de la dette intérieure (opération «Mouele»)

En mars 2025, le Gabon a lancé une vaste opération de reprofilage de sa dette intérieure, estimée à plus de 1400 milliards de FCFA (environ 2,4 milliards de dollars), afin de réduire les risques de refinancement et d'accroître la marge de manœuvre à moyen terme. Cette opération était conforme aux objectifs du Gouvernement de gérer la dette de manière plus active, afin de mieux se préparer aux coûts du service des prochaines échéances de la dette extérieure, en particulier pour les obligations émises sur le marché international. Cette opération de reprofilage a été directement négociée avec les banques locales, impliquant dix institutions financières de la région CEMAC, menées par BGF Bank, une banque gabonaise. Baptisé projet Mouele, ce reprofilage de la dette intérieure a été réalisé dans un contexte où le remboursement de la dette intérieure du Gabon représente un risque de liquidité élevé, notamment en raison des fortes tensions de trésorerie. En effet, en mars 2025, 78% de la dette intérieure, soit 1 977 milliards de FCFA, devrait être remboursée entre 2025 et 2027 (Figure B1). En outre, les coûts d'emprunt sur le marché régional sont également élevés dans la CEMAC. Des décotes sont appliquées sur les titres émis par les États de la CEMAC, avec des impacts négatifs sur les analyses de risque, créant une concurrence accrue entre les États. Ainsi, les taux d'intérêt payés par le Gabon ont été beaucoup plus élevés au cours des deux dernières années, compte tenu des risques politiques dans le contexte de la transition et des élections. En outre, la surexposition des banques à la dette publique et la sollicitation croissante de la dette de l'État sur le marché régional, en raison de la rareté des financements extérieurs, ont fait que les banques n'ont pas pu satisfaire pleinement les besoins de financement des États. Cela a conduit à des résultats mitigés sur les dernières émissions en 2024 pour le Gabon et d'autres pays.

L'opération Mouele comportait trois volets. Le premier a été un reprofilage de 592 milliards de FCFA sur le marché des titres, portant sur des titres existants. En février 2025, l'encours de la dette publique intérieure s'élevait à 2 196 milliards de FCFA, dont 1 741 milliards étaient constitués de titres émis sur le marché de la CEMAC avec une maturité moyenne de 2,3 ans. Les échéances sont fortement concentrées sur les prochaines années (Figure B1). Réalisé à travers des échanges bilatéraux volontaires avec les banques, ce reprofilage a permis de porter la maturité moyenne de la dette intérieure gabonaise de 2,3 ans à 6 ans, réduisant ainsi les risques de liquidité.

Figure B1. Profil d'amortissement du portefeuille de la dette publique à fin 2024, en milliards de FCFA



Source : Gouvernement du Gabon, Stratégie de la dette 2025.

Encadré 1. Opérations de gestion active de la dette publique lancées par les autorités gabonaises pendant la transition politique

La deuxième composante de l'opération Mouele a été la titrisation de 473 milliards de FCFA de créances bancaires hors marché à un taux d'intérêt de 6,99 %. Ces créances bancaires ont été converties en obligations du Trésor à 9 ans avec une période de grâce de deux ans, améliorant ainsi la liquidité des banques et leur capacité à participer aux émissions, étant donné que la dette titrisée pesait sur les bilans des banques en raison de la faible liquidité du marché secondaire de la CEMAC. La BEAC a autorisé cette opération et garanti la liquidité à tous les détenteurs, et les nouveaux titres sont éligibles au refinancement par la BEAC. Enfin, la troisième composante a consisté à mobiliser 338 milliards de FCFA de nouvelles ressources financières auprès des banques, qui ont converti les nouveaux titres de dette en bons du Trésor, ce qui a permis au Gabon de régler les arriérés avec les partenaires au développement et de financer les investissements publics.

Opérations de rachat anticipé de l'Eurobond de juin 2025

Le 7 novembre 2024, le Gabon a lancé un premier rachat anticipé de 290 millions USD de son euro-obligation de juin 2025, qui était à l'origine de 700 millions USD, afin de réduire le risque de défaillance en raison de la perception d'un risque pays accru, qui a conduit à des taux d'intérêt élevés. En outre, les coûts élevés du service de la dette dus en 2025 exercent une forte pression sur les liquidités, un problème exacerbé par le contexte politique. Cette opération a été financée par des obligations émises sur le marché régional, avec un emprunt en FCFA, via deux syndications nationales, permettant au Gabon de convertir une partie de la dette extérieure en dette intérieure. Le prêt a été obtenu à un taux d'intérêt de 7 %, pour un rachat de la dette initialement émise à 6,95 %.

Le 10 février 2025, le Gabon a lancé une deuxième opération de rachat anticipé, pour les 315 millions de dollars restants de son euro-obligation de juin 2025. Il s'agit d'une double opération, avec un remboursement anticipé de l'euro-obligation et une émission obligataire de 570 millions de dollars par le biais d'un placement privé. Des ressources étrangères ont été mobilisées auprès d'investisseurs internationaux spécialisés dans les marchés émergents et la dette frontrière. Cette opération a produit environ 202 millions de dollars de ressources en devises pour le Gabon, mais à un coût élevé. Le rendement exigé était de 12,7 %, l'un des plus élevés pour les emprunts des marchés émergents, ce qui reflète la perception d'un risque souverain très élevé, dans un contexte de fortes pressions sur les liquidités et de défis budgétaires importants.

Ces opérations ont permis au Gabon de disposer de plus de temps pour améliorer la viabilité de ses finances publiques, notamment en obtenant éventuellement un programme du FMI et en mettant en place des politiques capables de réduire les rendements obligataires. Les programmes du FMI débouchent souvent sur des facilités qui permettent d'augmenter les ressources en devises et contribuent à la capacité des pays à obtenir le soutien d'autres partenaires de développement.

Malgré les récents efforts de gestion de la dette entrepris par le pays, le service de la dette reste un fardeau considérable, représentant 42,6 % des recettes publiques totales en 2024. Les coûts du service de la dette, y compris les paiements des intérêts et du principal, ont augmenté au cours des dernières années, passant de 36,1 % des recettes fiscales et pétrolières totales de en 2019 (Figure 25). Bien que ce coût ait diminué en 2024 par rapport à 2023, le service de la dette continue de peser lourdement sur les finances publiques, limitant la capacité de l'État à investir dans les besoins sociaux et de développement urgents, qui sont essentiels pour atteindre une croissance plus élevée.

Les coûts élevés du service de la dette sont notamment dus au resserrement des conditions de financement au niveau mondial et aux taux d'intérêt plus élevés pratiqués par les créanciers du Gabon, qui reflètent des risques politiques et budgétaires plus importants. D'une part, les banques centrales ont imposé des conditions de financement strictes pour freiner l'inflation dans les économies avancées, attirant ainsi davantage de capitaux et les rendant plus rares pour le Gabon et d'autres pays en développement. D'autre part, les coûts du service de la dette du Gabon ont également augmenté en raison du contexte politique incertain caractérisé par la transition politique depuis août 2023, et par la dégrada-

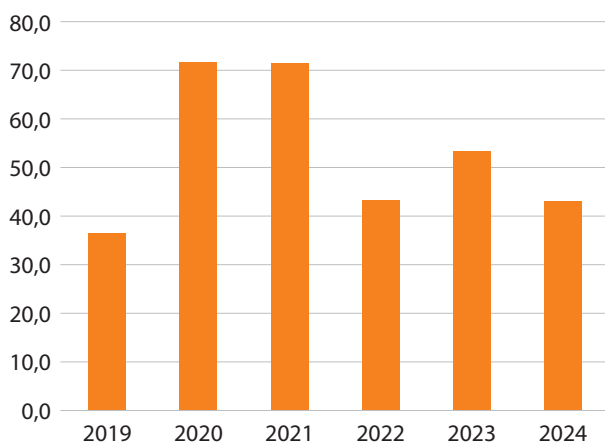
tion de la note souveraine du pays, qui a entraîné une perception plus élevée du risque. Cet abaissement de la note de crédit reflétait le contexte politique plus incertain et l'intensification des pressions budgétaires et financières. En janvier 2025, Fitch a encore abaissé la note souveraine du Gabon de CCC+ à CCC, et la note souveraine de Moody's est restée à Caa2. Ainsi, lors de son opération de rachat anticipé d'euro-obligations en février 2025, le Gabon s'est vu imposer un taux d'intérêt particulièrement élevé de 12,7 %²⁵ (Encadré 1). En comparaison, le Gabon n'avait pas obtenu un taux d'intérêt supérieur à 7 % sur diverses émissions d'euro-obligations depuis 2013, lorsque la confiance du marché était plus solide.

L'augmentation des coûts d'emprunt du Gabon a également été visible sur le marché régional, reflétant une perception plus élevée du risque à un horizon d'un an. Le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 3 mois émis par le Gabon est passé de 3,06 % en janvier 2019 à 6,73 % en janvier 2025, tandis que les taux d'intérêt sur les échéances à un an ont augmenté de 7,32 % à 7,6 % (Figure 26). En outre, alors que les rendements des titres d'État avaient baissé entre janvier 2023 et février 2024, ils sont repartis à la hausse en janvier 2025. Cette hausse récente au début de 2025 peut être attribuée à la dégradation de la nota-

tion du pays par Fitch en janvier et à l'accélération du calendrier de transition. Initialement prévues en août 2025, les élections présidentielles ont été avancées au mois d'avril, ce qui a apporté des assurances sur l'avancement de la transition mais a provoqué une hausse momentanée de l'incertitude pendant la période électorale.

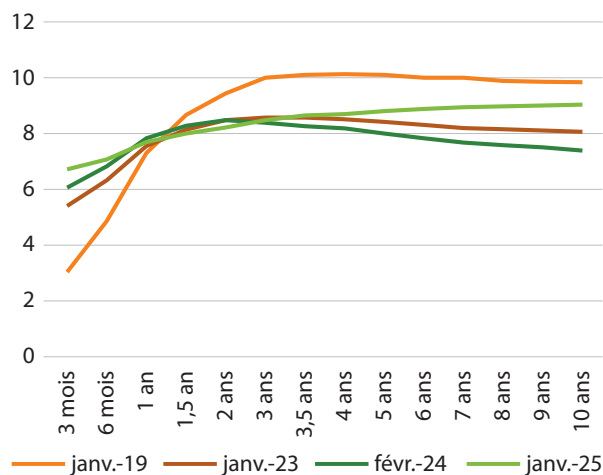
Pour réduire le risque de surendettement et assurer la viabilité de la dette publique, il serait essentiel d'adopter une politique budgétaire adéquate et durable et d'améliorer la gestion des finances publiques. Des réformes structurelles sont nécessaires pour accroître la mobilisation des recettes intérieures, contenir les dépenses publiques et en améliorer la qualité. Ces mesures sont essentielles pour renforcer la capacité de l'État à assurer le service de la dette. Dans un contexte où les financements extérieurs se raréfient, il est également important d'améliorer la gestion de la dette et la transparence des données relatives à la dette, afin de préserver l'accès aux marchés financiers à long terme.

Figure 25. Poids du service de la dette sur les finances publiques



Sources : Gouvernement du Gabon, BEAC.

Figure 26. Évolution de la courbe de rendement des titres d'État gabonais

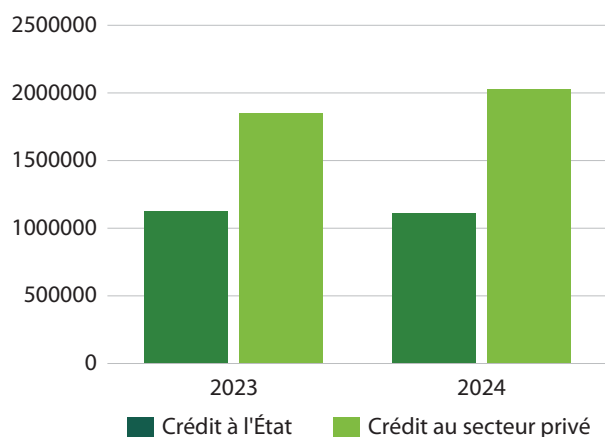


25 Selon l'information indiquée dans la presse (<https://www.africaintelligence.com/central-africa/2025/03/26/brice-clotaire-oliqui-nguema-lancements-a-vast-reprofiling-of-public-debt,110403168-art>).

VIII. Les entreprises rencontrent des difficultés à accéder au financement, tandis que les coûts de financement ont augmenté pour l'état

Le crédit aux entreprises privées a augmenté en 2024, mais le secteur bancaire gabonais est resté vulnérable en raison d'une part relativement élevée de prêts non performants. Le volume des crédits distribués au secteur privé a augmenté en 2024 (+9,9 %), atteignant 2 028,1 milliards de FCFA, en raison de la hausse des investissements publics pour financer les grands travaux publics, notamment dans les routes et l'énergie, ce qui a stimulé l'activité domestique, en particulier pour les entreprises de construction et les services connexes. Dans le même temps, les créances détenues sur l'État ont légèrement baissé (-1,6 %), s'établissant à 1 108,1 milliards de FCFA en 2024 (Figure 27). Cependant, à fin 2024, le taux de créances en souffrance s'est établi à 9,0 %, en hausse par rapport à l'année précédente (8,0 %). En comparaison, dans la région CEMAC, en moyenne 16,2 % du total des créances étaient en souffrance à la fin de 2024.²⁶

Figure 27. Crédits à l'économie, en millions de FCFA



Source : BEAC.

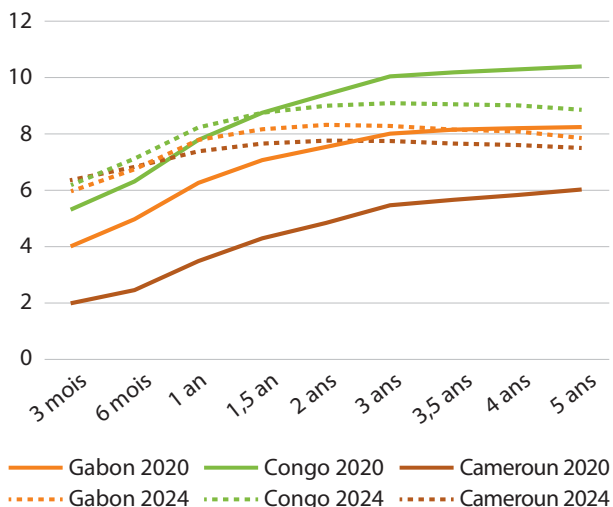
26 COBAC. 2025. *Analyse et risques du secteur bancaire de la CEMAC au 31 décembre 2024* ; base de données des Indicateurs du développement dans le monde. En comparaison, en 2021-2022, en moyenne 11 % des prêts étaient non performants en ASS (sur la base d'une moyenne pour 26 pays dont les données sont disponibles), et la moyenne mondiale était de 6 % (pour 140 pays).

27 Base de données des enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale. En 2009, 30,4 % des entreprises ont identifié l'accès au financement comme une contrainte majeure et 8,6 % l'ont considéré comme leur plus grand obstacle.

L'exposition des banques locales à l'État reste importante et le secteur public continue d'évincer le financement du secteur privé. Malgré l'augmentation du crédit au secteur privé, l'accès au financement est considéré comme l'un des principaux obstacles au développement du secteur privé au Gabon.²⁷ L'intérêt des banques pour les titres d'État découle de la perception du risque moindre que représente l'État par rapport à un emprunteur privé. Cela s'explique également par l'augmentation significative des taux d'intérêt sur les titres d'État émis par les pays de la CEMAC, compte tenu de la détérioration de leur situation budgétaire et de l'augmentation de la perception du risque qui en résulte.

Même si les marchés financiers nationaux et internationaux sont restés accessibles au Gabon en 2024, les coûts de financement ont augmenté de manière significative. Alors que le Cameroun, le Gabon et le Congo ont pu émettre des bons du Trésor à un taux d'intérêt moyen de 3,82 % pour une échéance de trois mois et à un taux d'intérêt moyen inférieur ou égal à 5,9 % pour des échéances d'un an en avril 2020, les taux d'intérêt ont augmenté ces dernières années. Pour ces mêmes échéances, le taux d'intérêt moyen demandé par les investisseurs est passé à 6,25 % et 7,9 % respectivement en février 2024. Cela reflète la forte demande de financement du marché régional par les États membres de la CEMAC en raison de leurs difficultés financières croissantes, ce qui entraîne une concurrence entre les États en 2024. Pour le Gabon, le taux d'intérêt payable sur les échéances à 3 mois est passé de 4,09 % en avril 2020 à 6,03 % en février 2024, tandis que le taux d'intérêt sur les échéances à un an est passé de 6,36 % à 7,82 % au cours de la même période (Figure 28). De même, l'écart sur les euro-obligations émises par le Gabon a augmenté, passant de 667 points de base en janvier 2024 à 833 points de base le 28 mars 2025 (Figure 29).

Figure 28. Courbe de rendement des pays de la CEMAC en 2020 et 2024



Sources : BEAC, Bloomberg.

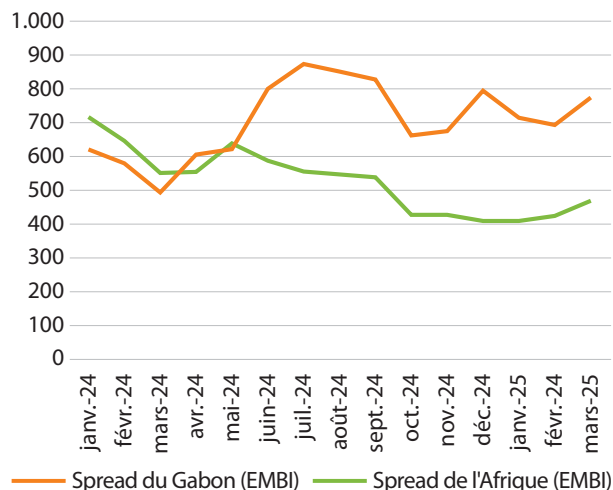
IX. Les perspectives de croissance du Gabon sont exposées à un environnement mondial difficile et très incertain

L'activité économique mondiale devrait ralentir, tandis que la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait légèrement augmenter en 2025

La croissance mondiale devrait ralentir à 2,2 % en 2025, contre une estimation de 2,8 % en 2024, dans un contexte d'incertitude commerciale croissante.

La modération continue de l'inflation et l'assouplissement de la politique monétaire devraient soutenir la croissance. Cependant, l'incertitude croissante des politiques commerciales, budgétaires, monétaires et réglementaires au niveau mondial constitue un risque majeur pour le monde. Les pays qui imposent des droits de douane plus élevés ou qui y sont confrontés pourraient subir des pertes directes, tandis que d'autres pourraient subir des dommages collatéraux en raison de la faiblesse de la demande des partenaires commerciaux et de l'inflation importée dans un contexte de fragmentation du commerce, ce qui inciterait les banques centrales à maintenir des taux d'intérêt plus élevés, affectant ainsi la consommation et l'investissement au niveau mondial. En outre, l'es-

Figure 29. Évolution de l'écart sur les euro-obligations du Gabon et de l'Afrique



calade potentielle de l'invasion russe en Ukraine ou des conflits au Moyen-Orient ajoute de l'incertitude, alors que le monde connaît le plus grand nombre de conflits depuis la Seconde Guerre mondiale.²⁸

Malgré l'incertitude du commerce mondial et la réduction de l'aide au développement, la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait augmenter en 2025, soutenue par l'assouplissement des conditions financières et la poursuite de la baisse de l'inflation.

La croissance de l'Afrique subsaharienne devrait atteindre 3,7 % en 2025. Un assouplissement progressif des taux d'intérêt directs devrait favoriser la consommation privée et l'investissement. Toutefois, les niveaux élevés d'endettement et les coûts d'emprunt continueront à restreindre la marge de manœuvre budgétaire. Dans la CEMAC, la croissance devrait ralentir pour atteindre 2,4 % en 2025, en raison de la baisse prévue des prix du pétrole et d'une diminution de la demande d'exportations de la part des principaux partenaires commerciaux, l'Europe et la Chine absorbant environ 60 % des exportations régionales. En outre, les risques budgétaires augmentent pour la CEMAC en raison de la perspective d'une baisse durable des prix du pétrole, déjà observée en avril 2025. Dans l'ensemble, l'Afrique subsaharienne est confrontée à des risques importants, tels que des risques

28 Banque mondiale. 2025. Perspectives économiques mondiales. Juin.

élevés et persistants de défaillance en raison de la faiblesse des positions budgétaires et de l'aggravation des conditions de sécurité, comme au Soudan, dans certaines parties du Sahel, en RDC et dans des régions de la République centrafricaine et du Cameroun.

Les perspectives du Gabon devraient également être affectées par l'instabilité de l'environnement commercial et financier mondial

Le Gabon devrait connaître une croissance d'environ 2,4 % entre 2025 et 2027, principalement grâce à d'autres matières premières, le secteur pétrolier devant faire face à un certain nombre de défis. Avec le passage récent d'un Gouvernement de Transition à un Gouvernement élu, l'incertitude politique devrait diminuer. Un nouveau Gouvernement élu a pris le pouvoir en mai 2025, et un Parlement élu et une Cour Constitutionnelle devraient être installés à la fin de l'année 2025, achevant ainsi le retour du pays à l'ordre constitutionnel. Cela pourrait contribuer à améliorer la confiance des investisseurs, bien que des politiques d'assainissement budgétaire solides soient nécessaires pour attirer davantage d'investissements et donner l'assurance que les fortes pressions budgétaires et financières et les risques liés à la dette sont pris en compte. Une question centrale est le déclin potentiel de la production pétrolière qui, selon les pro-

jections du Gouvernement, pourrait commencer en 2025 en raison de la maturation naturelle des champs pétrolifères existants. De plus, le secteur fait face à des risques de baisse de la demande mondiale si les restrictions commerciales entravent la croissance des principaux marchés tels que la Chine.

Au cours des prochaines années, l'économie gabonaise serait principalement tirée par d'autres matières premières, grâce à l'expansion des secteurs du manganèse, du bois, de l'huile de palme et du caoutchouc. Bien que des secteurs majeurs tels que le manganèse et le bois aient été récemment entravés par des problèmes d'énergie et de transport, ils devraient néanmoins devenir des moteurs de croissance plus importants, grâce au vaste potentiel des ressources abondantes du Gabon. Outre les secteurs bien établis du bois et du manganèse, le récent démarrage de la production de minerai de fer au gisement de Belinga en 2024 et le démarrage prévu de l'exploitation à Baniaka en 2026, qui compte tous deux parmi les plus grands gisements d'Afrique, pourraient stimuler l'activité minière (Figures 31 et 32). Il serait essentiel de surmonter les obstacles à la croissance dans les secteurs non pétroliers, grâce à des mesures visant à améliorer le climat des affaires, en particulier l'approvisionnement en énergie et la capacité de transport. Il devient de plus en plus urgent de relever les défis locaux afin d'atténuer l'effet des

Figure 30. Perspectives de prix des matières premières, USD

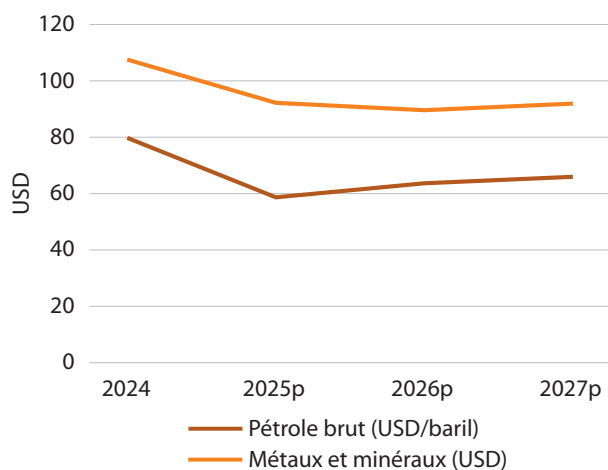
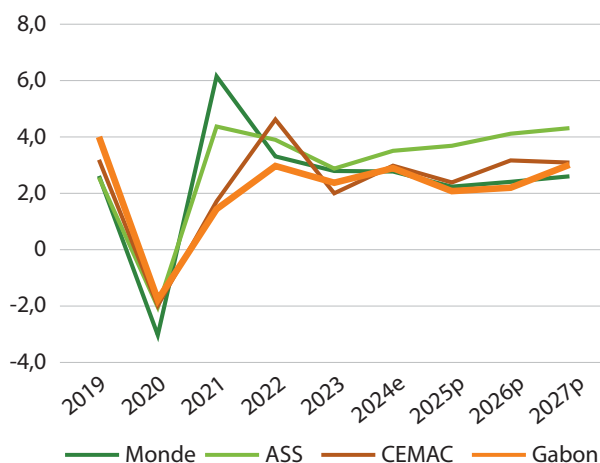
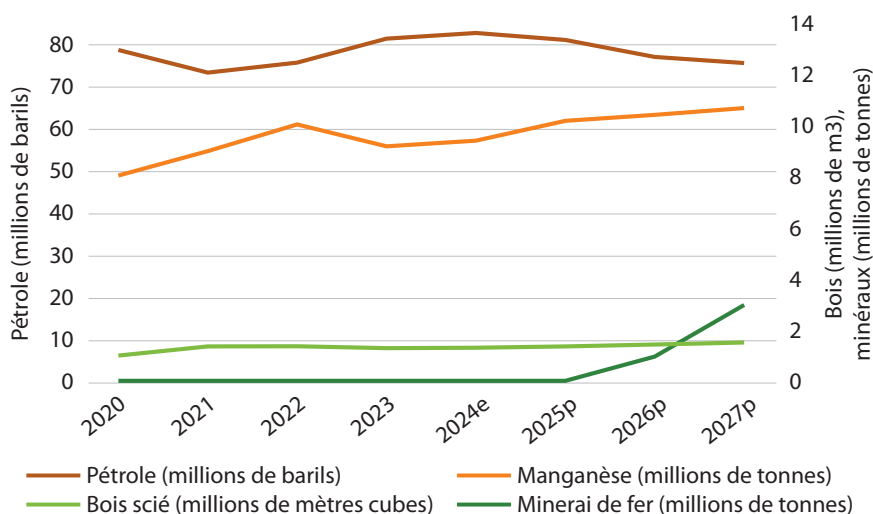


Figure 31. Perspectives de croissance mondiale et régionale, en pourcentage



Source : Calculs de la Banque mondiale. Note : p = projection. Projections de la Banque mondiale basées sur les données d'avril 2025. Les prix des minéraux sont basés sur un panier de métaux et de minéraux clés.

Figure 32. Production de matières premières au Gabon (2020-2027)



Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale. Note : e = estimation, p = projection.

chocs commerciaux et les répercussions sur la croissance mondiale qui pourraient compromettre la demande des matières premières.

Les perspectives de croissance sont donc entravées par les incertitudes qui pèsent sur le secteur pétrolier et qui sont susceptibles d'entraîner une baisse des dépenses publiques, affectant la demande globale. Une demande mondiale étouffée devrait se traduire par une baisse des prix du pétrole à environ 60 USD sur la période 2025-2027, ce qui représente une chute considérable par rapport aux 80 USD en 2024 (Figure 30). Une baisse des prix et de la production pétrolière entraînerait des conséquences importantes, car une réduction de la demande publique affecterait la croissance. Face à l'intensification des pressions budgétaires, le Gouvernement prévoit de réduire les dépenses d'investissement au cours des prochaines années.²⁹ La consommation publique devrait également être réduite afin d'accommoder les dépenses publiques dans un espace budgétaire considérablement restreint.

La position commerciale du Gabon devrait rester solide grâce à la montée en puissance des exportations d'autres matières premières et à la baisse des importations. Même si les exportations de pétrole

diminuent dans les années à venir, les exportations de minerais, de bois, de caoutchouc et d'huile de palme devraient aider le pays à maintenir des excédents commerciaux. En outre, la baisse des investissements publics due aux contraintes budgétaires réduirait les importations, renforçant ainsi la position extérieure (tableau 5). Néanmoins, avec des exportations concentrées sur quelques produits et marchés volatiles, le Gabon reste très exposé aux chocs commerciaux, en particulier dans le contexte mondial actuel.

Les niveaux des prix à la consommation devraient rester contenus, mais les effets indirects de l'inflation importée pourraient être graves en cas de résurgence de l'inflation mondiale causée par des guerres commerciales ou d'autres chocs. L'inflation au Gabon devrait se maintenir à environ 2,3 % au cours des prochaines années, grâce à une politique monétaire rigoureuse et à des subventions et des contrôles de prix sur les biens essentiels. Toutefois, si des restrictions commerciales importantes et durables sont mises en œuvre dans de grandes économies, le Gabon pourrait être fortement touché par l'inflation importée. Les conséquences sociales pourraient être graves en raison de la forte dépendance du pays à l'égard des importations de produits alimentaires de première nécessité, qui sont

29 Gouvernement du Gabon. 2024. *Programme d'Investissement Public 2024-2026*. Annexe à la loi de finances rectificative.

consommés par des ménages de tous niveaux de revenus. En outre, l'augmentation des restrictions commerciales peut accroître les coûts de production tout au long des chaînes de valeur mondiales, ce qui affecte indirectement.

Les risques budgétaires d'une baisse des recettes pétrolières sont élevés et nécessitent des efforts pour assurer une trajectoire budgétaire et d'endettement durable tout en atténuant les conséquences sociales des ajustements budgétaires par des politiques d'allègement ciblées. Les améliorations en cours et planifiées dans l'administration fiscale, telles que la numérisation des déclarations des impôts et des factures de TVA, devraient progressivement améliorer le recouvrement des impôts, mais la situation budgétaire du Gabon deviendrait de

plus en plus difficile à mesure que les recettes pétrolières diminuent, d'autant plus qu'une politique de dépenses expansionniste a été adoptée. Les pressions sur les liquidités se sont déjà intensifiées au début de 2025 et pourraient être aggravées par le resserrement des conditions de financement, ce qui augmenterait les coûts déjà élevés du service de la dette. D'autres dépenses récurrentes rigides sont également élevées, comme la masse salariale. Les fortes pressions sur les dépenses et la baisse des recettes se traduiraient par des déficits budgétaires élevés, de près de 5 % du PIB d'ici 2025-2027, ce qui rendrait plus difficile la maîtrise de la dette publique. En outre, l'État a augmenté sa participation dans plusieurs secteurs, ce qui accroît les risques budgétaires. Les risques budgétaires sont exacerbés par les niveaux potentiellement élevés des opérations hors budget et les

Encadré 2. Expansion du portefeuille d'entreprises d'État et défis persistants en matière de gouvernance

Depuis le début de la transition politique, les Autorités gabonaises ont élargi la participation de l'État dans l'économie. Parmi les entreprises d'État récemment créées et les sociétés acquises, figurent notamment :

- **Pétrole** : acquisition, par l'intermédiaire de la société publique Gabon Oil Company (GOC), de deux producteurs de pétrole, Assala Energy et Tullow Oil, annoncée dans les médias pour un montant respectif de 1,5 milliard d'USD et 300 millions d'USD, ainsi que de la Société de Maintenance Pétrolière (SMP), une entreprise spécialisée dans la maintenance des champs pétrolifères.
- **Bois** : acquisition de la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG), un producteur de bois, suite à une enquête parlementaire révélant des irrégularités dans sa privatisation par le régime précédent.
- **Caoutchouc** : acquisition de 35 % d'Agro Business Group, anciennement Société d'investissement pour l'agriculture tropicale (Siat-Gabon), un important producteur de caoutchouc, annoncée dans les médias pour un montant de 4 milliards de FCFA.
- **Transport aérien** : création de Fly Gabon, une nouvelle entreprise d'État, qui a acquis 56 % d'Afrijet, une compagnie aérienne locale.
- **Banque** : création de la Banque pour le Commerce et l'entrepreneuriat du Gabon (BCEG) pour financer les PME.
- **Commerce de détail alimentaire** : transfert à l'État de 35 % de la participation dans le grand groupe de distribution alimentaire CECA-GADIS, un actif considéré comme ayant été précédemment obtenu indûment de l'État.
- **Construction** : création de la Société de Construction et de Restauration des Édifices Publics (SOCOREP), chargée de la construction des bâtiments publics.

En réalisant ces investissements, le Gouvernement a cherché à accroître son contrôle sur les ressources naturelles, en particulier le pétrole, et à poursuivre d'autres objectifs de développement tels que l'amélioration des transports intérieurs, le soutien aux PME, l'approvisionnement local des détaillants en denrées alimentaires et la réduction du coût de la vie. Certains investissements n'ont pas été réalisés directement par le Gouvernement, comme les acquisitions de sociétés pétrolières par la GOC, qui ont été basées sur des emprunts de l'entreprise d'État, la part des contrats de partage de la production précédemment due aux sociétés privées ayant été utilisée pour financer les remboursements de prêts. De même, le contrôle de Fly Gabon et de CECA-GADIS a été effectué en saisissant des actifs qui auraient été indûment acquis par des particuliers sous le régime précédent. Néanmoins, l'État pourrait être confronté à des risques budgétaires accrus en raison de la dette contractée par les entreprises publiques, en particulier si elle est garantie par l'État.

Encadré 2. Expansion du portefeuille d'entreprises d'État et défis persistants en matière de gouvernance

Globalement, le renforcement de la présence de l'État dans l'économie entraîne des risques budgétaires importants, dus aux défis en matière de gouvernance d'entreprise et au manque de transparence des opérations des entreprises d'État. Le manque de transparence concernant les coûts d'acquisition récents des entreprises publiques et les mécanismes de financement constitue un obstacle majeur à l'évaluation de la situation budgétaire et de la dette. La fragmentation des données financières et des données relatives à la gouvernance des entreprises d'État rend difficile le suivi efficace des performances, l'évaluation des risques budgétaires et l'obligation de rendre des comptes. Les informations sur les garanties de l'État sur les dettes des entreprises publiques ne sont pas facilement disponibles, et très peu d'entre elles publient leurs états financiers et des informations sur leurs performances. Par exemple, le fonds souverain du pays, le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS), ne publie que des informations générales sur ses activités et ses investissements. Pour relever ces défis, le Gouvernement a récemment entrepris des réformes, établissant une Direction Générale des Participations (DGP) en 2024 et lançant un Fichier Unique des Participations (FUP) en ligne au début de 2025. Un audit de Delta Synergie, une société holding créée par des membres du régime précédent avec des actifs potentiellement acquis indûment, a également été lancé, mais les résultats ne sont pas encore connus. Une loi sur la gouvernance des entreprises publiques est en cours d'élaboration afin d'améliorer la surveillance et la transparence des entreprises publiques. Il serait essentiel d'assurer un suivi, un audit et une publication complets des informations financières sur les participations de l'État, et d'institutionnaliser les exigences de transparence. Le renforcement de l'évaluation des risques budgétaires, qui figure actuellement en annexe de la loi de finances, avec des informations plus détaillées sur les entreprises publiques, contribuerait également à améliorer l'analyse des risques budgétaires.

En outre, la participation de l'État aux marchés peut entraîner des risques économiques. L'empreinte économique de l'État est importante au Gabon, le secteur public employant environ 57 % de la main-d'œuvre formelle.³⁰ Les entreprises publiques peuvent bénéficier de subventions et d'un accès préférentiel au financement grâce aux garanties de l'État, ce qui fausse la compétitivité et entrave le secteur privé, en particulier si les entreprises publiques et les entreprises privées sont en concurrence, comme dans les secteurs du pétrole, du bois, de la construction et de la vente au détail de produits alimentaires. Il est donc essentiel de mieux évaluer et d'améliorer les performances des entreprises publiques. Des approches et des stratégies spécifiques peuvent être adoptées pour les monopoles naturels et les secteurs concurrentiels, notamment en renforçant la capacité et l'indépendance des régulateurs. Une coordination étroite entre la DGP et les ministères est nécessaire pour assurer une surveillance adéquate. Il est essentiel de garantir les règles et les incitations du marché, de surveiller les bénéfices des entreprises publiques et d'envisager des options pour réformer ou réduire la participation dans les entreprises publiques peu performantes et génératrices de pertes.³¹

risques associés aux entités publiques, étant donné que la transparence sur leur financement et leur situation d'endettement reste limitée (Encadré 2). Dans un contexte nécessitant des réductions des investissements publics et de la consommation publique, il serait essentiel de donner la priorité aux dépenses publiques les plus urgentes, les plus efficaces et les plus productives, d'un point de vue économique et social.

Les niveaux de pauvreté devraient rester élevés au cours des prochaines années, en raison des pers-

pectives de croissance modérée et du manque d'emplois et de programmes de protection sociale. L'économie continuant à se développer modérément, la pauvreté devrait progressivement diminuer. La part des Gabonais vivant avec moins de 6,85 USD par jour devrait diminuer de 2025 à 2027, passant de 37,8 à 35,8 %. Cependant, cela signifie qu'environ 970 000 personnes, soit plus d'un tiers de la population, seraient touchées par la pauvreté en 2027.³² Les industries pétrolières et minières, à forte intensité de capital, sont essentielles mais ne sont pas en mesure de produire suffisamment d'emplois pour la population

30 Gouvernement du Gabon. 2023. *Tableau de Bord de l'Économie : Situation 2022 et Perspectives 2023-2024*. No. 53. Octobre.

31 Banque mondiale. 2023. Les entreprises d'État (BOS) et le développement du secteur privé : Une boîte à outils pour les praticiens.

32 Banque mondiale. 2025. Réunions de printemps 2025 Perspectives macroéconomiques et de pauvreté.

Tableau 5. Perspectives à moyen terme du Gabon

Indicateurs macroéconomiques sélectionnés	2024e	2025p	2026p	2027p
Variation annuelle en pourcentage				
PIB réel	2,9	2,1	2,2	3,0
Secteur pétrolier	4,6	-2,1	-5,8	-2,0
Agriculture et sylviculture	-1,3	7,3	6,6	5,0
Industrie minière et non pétrolière	-1,9	3,4	8,9	4,6
Services	5,0	1,5	0,4	2,9
L'inflation	2,4	2,3	2,2	2,3
Pourcentage du PIB				
Recettes publiques	23,7	24,3	23,0	22,4
Dépenses publiques	27,4	29,7	27,7	27,1
Solde budgétaire	-3,7	-5,4	-4,7	-4,6
Dette publique	72,5	80,2	82,6	86,1
Solde du compte courant	30,7	17,9	22,4	24,0

Sources : Autorités nationales et calculs de la Banque mondiale. Note : e = estimation, p = projection. Sur la base des prévisions et des données disponibles en avril 2025.

gabonaise, qui augmente de plus de deux pour cent chaque année. Le taux de chômage élevé et l'inégalité des revenus réduisent les perspectives de réduction de la pauvreté. Bien que les Autorités aient renforcé des mesures sociales, les dépenses d'assistance sociale restent limitées au Gabon. Les politiques sociales sont largement axées sur les bourses d'études et les subventions aux soins de santé. Les programmes de transferts monétaires, qui augmentent directement les revenus des ménages vulnérables, sont pratiquement absents.

Le Gabon devrait poursuivre sa croissance, mais l'environnement mondial très incertain pèse sur ses perspectives. La croissance, le commerce et les perspectives budgétaires du Gabon sont vulnérables aux chocs résultant de l'évolution du contexte mondial. Les pays sont confrontés à des restrictions commerciales croissantes, à des guerres commerciales, à de multiples tensions géopolitiques et à des conflits régionaux qui peuvent s'aggraver rapidement. Le ralentissement de la croissance dans les grandes économies peut avoir un impact sur la demande de produits exportés par le Gabon. Avec une offre de pétrole plus importante due à une augmentation attendue de la production d'énergie aux États-Unis, la baisse de la demande mondiale de pétrole peut également faire baisser les prix, ce qui aurait un impact

sur les recettes pétrolières du Gabon. En outre, les poussées inflationnistes mondiales pourraient faire augmenter le coût de la vie et réduire la consommation, tandis que le resserrement des conditions financières mondiales pourrait ralentir les investissements dans les secteurs extractifs et aggraver les problèmes de liquidité actuels. La capacité d'emprunt du Gabon est déjà limitée en raison de l'exposition élevée des banques à la dette souveraine, qui a été exacerbée par l'augmentation des taux de pondération des risques par la COBAC. Des difficultés accrues dans la mobilisation des financements pourraient entraîner une nouvelle accumulation d'arriérés ou des réductions des dépenses d'investissement, ce qui affecterait la croissance.

X. Actions clés pour permettre au Gabon d'atteindre une croissance plus forte, de créer plus d'emplois et d'améliorer les conditions de vie

Alors que le pays traverse une situation mondiale incertaine, le Gabon devrait, pour minimiser les risques, accélérer les réformes visant à construire une base plus solide pour une croissance plus élevée et pour soutenir la création d'emplois. Bien que le Gabon soit un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, plusieurs indicateurs sociaux sont

inférieurs à ceux de la plupart des pays ayant un niveau de revenu comparable (Tableau 6). Les pressions sociales et la demande d'amélioration des infrastructures et des services publics sont fortes. Cependant, il peut être difficile de répondre à ces demandes dans le cadre d'une marge de manœuvre budgétaire limitée. D'importantes réformes sont en cours et les Autorités ont adopté un Plan National de Développement pour la Transition (PNDT) qui vise à créer une économie plus inclusive et plus diversifiée. À l'avenir, il serait essentiel d'accélérer les réformes et d'assurer une mise en œuvre efficace. Pour répondre aux besoins de développement, le Gabon devrait adopter des mesures visant à protéger l'économie et en particulier les plus vulnérables, tout en assurant la viabilité des finances publiques grâce à un assainissement budgétaire rigoureux. Cette section examine des actions prioritaires qui pourraient aider le Gabon à réaliser ses aspirations en matière de développement et à relever les principaux défis auxquels le pays est confronté.

Il serait essentiel d'investir davantage dans les infrastructures et d'améliorer le climat des affaires pour créer des conditions plus solides pour la croissance. Pour attirer davantage d'investissements et permettre aux investisseurs et aux entrepreneurs de créer plus d'entreprises, d'embaucher plus de travailleurs et de développer leurs activités, le Gabon devrait s'attaquer davantage aux problèmes qui empêchent la croissance du secteur privé. Les entreprises ont besoin d'un approvisionnement en énergie et de transports fiables et accessibles, et le Gouvernement a investi massivement dans les infrastructures, notamment dans de nouvelles routes, de nouveaux aéroports et de nouvelles lignes électriques. Mais en raison d'un sous-investissement à long terme, d'importantes lacunes subsistent, comme l'illustrent les récentes coupures d'électricité et les perturbations ferroviaires et routières liées aux conditions météorologiques. La réduction des coûts tarifaires nécessiterait une forte coordination régionale. D'autres obstacles au commerce, tels que les retards portuaires, les inspections multiples et les exigences réglementaires complexes, pourraient également être abordés pour améliorer les

conditions commerciales. Les politiques devraient se concentrer sur la mise en place de meilleures conditions générales pour la croissance des entreprises, étant donné le coût fiscal élevé et les inefficacités potentielles des incitations ciblées. Les implications budgétaires des incitations fiscales et autres mesures de soutien devraient être considérées au vu des effets escomptés, afin d'éviter les pertes de recettes et les abus de la part des bénéficiaires.

L'amélioration de la santé, de l'éducation et des services publics reste essentielle pour assurer le bien-être des populations. Un investissement adéquat et efficace dans les domaines sociaux aiderait le Gabon à atteindre ses objectifs sociaux et économiques, car les entreprises ont besoin d'une main-d'œuvre saine et qualifiée. L'élargissement de l'accès aux services publics était une priorité de la transition et des investissements importants ont été réalisés. Cependant, des défis subsistent dans les domaines de la santé, de l'éducation et des compétences. Malgré les investissements réalisés dans les écoles et les centres de formation, les entreprises éprouvent toujours des difficultés à trouver des travailleurs suffisamment qualifiés, et des lacunes subsistent dans les soins de santé et les autres services publics. Le Gabon ne comptait que 0,5 médecin pour 1 000 habitants en 2022, soit trois fois moins que la moyenne mondiale.³³ Les fréquentes coupures d'électricité perturbent les entreprises et les ménages, et la moitié de la population n'avait pas accès à des services d'assainissement de base en 2022.³⁴

Pour financer de manière adéquate les investissements et les services publics, le Gabon devrait optimiser et améliorer la gestion de ses finances publiques et aligner les plans de dépenses sur la capacité budgétaire du pays. La façon dont un pays gère ses finances est essentielle pour atteindre ses objectifs, particulièrement lorsqu'il est soumis à de fortes contraintes budgétaires, comme c'est le cas du Gabon. Une approche sélective exige de hiérarchiser les dépenses sur la base d'une analyse coûts-avantages minutieuse, de l'urgence et de l'alignement sur

³³ Banque mondiale. Base de données des indicateurs du développement dans le monde. La moyenne mondiale du nombre de médecins pour 1 000 habitants était de 1,7 en 2020, tandis que les moyennes de l'Afrique subsaharienne et des PRITS étaient respectivement de 0,2 et 2,2.

³⁴ Banque mondiale. Base de données des indicateurs du développement dans le monde. La part moyenne mondiale de la population utilisant au moins les services d'assainissement de base était de 81 % en 2022. Les parts moyennes de l'ASS et des PRITS étaient respectivement de 35 et 93 %.

les objectifs nationaux. Il est tout aussi important de dépenser de manière plus efficace, en poursuivant les réformes en cours et prévues pour améliorer la qualité des dépenses publiques. Des réformes clés comprennent la mise en œuvre de la loi sur la gestion des investissements publics et l'adoption d'une nouvelle législation pour renforcer la gouvernance et la transparence des entités publiques et des marchés publics. Une meilleure gestion des ressources humaines de l'État améliorerait également la qualité des dépenses, en poursuivant les actions en cours pour éliminer les travailleurs fictifs et améliorer le contrôle de la masse salariale. En outre, les dépenses publiques devraient soutenir une situation budgétaire durable. Des mesures énergiques seraient nécessaires pour définir une trajectoire macroéconomique ferme et éviter des déficits budgétaires élevés, qui pourraient placer la dette sur une trajectoire insoutenable. En ce qui concerne les recettes publiques, il serait essentiel d'accélérer les réformes prévues et en cours, telles que la numérisation des factures de TVA, l'application de la contribution foncière unique à toutes les propriétés et la rationalisation des incitations fiscales. Du côté des dépenses publiques, il serait essentiel de refléter toutes les dépenses de l'administration centrale dans le budget et d'améliorer le ciblage des politiques de dépenses.

Une autre action cruciale consiste à garantir une gestion transparente des revenus tirés des ressources naturelles, en s'appuyant sur la récente validation de l'adhésion du Gabon à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Après avoir été suspendu en 2013, le Gabon a entamé un processus pour rejoindre l'ITIE en 2021. Ce processus s'est achevé en mars 2025, lorsque le Gabon a validé son adhésion, publié le rapport de validation et progressé dans la divulgation d'informations sur les contrats passés par l'État avec des entreprises pétrolières et minières, ainsi que sur la qualité des données.³⁵ Les améliorations recommandées par l'ITIE, telles que la publication d'informations complètes sur ces contrats, y compris des données sur la propriété effective et les modifications, ainsi que d'autres informations pertinentes telles que les états financiers audités des entreprises d'État, contribue-

raient à faire progresser la transparence et la responsabilité des revenus tirés des ressources naturelles. L'amélioration de la transparence est un objectif national déclaré par le Gouvernement, qui permettrait au Gabon d'utiliser d'une manière plus optimale ses riches ressources naturelles, en améliorant le contrôle et la visibilité sur les fonds publics.³⁶

Pour parvenir à un développement plus solide et durable, il serait important pour le Gabon d'équilibrer ses priorités immédiates avec des réformes visant à améliorer la gestion à long terme des richesses naturelles. Les effets des politiques sur les actifs naturels tels que les écosystèmes forestiers devraient être pris en compte pour éviter un développement non durable. Il serait important d'assurer que les politiques soient bien calibrées, afin que les ressources puissent servir les Gabonais dans le présent et dans l'avenir. Le prochain chapitre de cette Note de conjoncture économique examine la contribution des richesses naturelles, physiques et humaines à l'économie du Gabon, et propose des actions pour mieux gérer, contrôler et tirer profit de ces vastes richesses.

35 Les informations sur les contrats signés par l'État avec les industries extractives ont commencé à être publiées par le ministère de l'économie et des participations en juillet 2024 (<https://economie.gouv.ga/publications-des-contrats/>).

36 Secrétariat international de l'ITIE. Validation du Gabon (2024). Évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la norme ITIE 2019.

Tableau 6. Indicateurs de développement structurel au Gabon

Indicateurs	Valeur			Tendance ⁽ⁱ⁾	Position dans le groupe à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (tercile supérieur, moyen, inférieur) ⁽ⁱⁱ⁾
	2021	2022	2023		
SECTEUR PRIVÉ					
Investissements directs étrangers, entrées nettes (% du PIB)	7,9	5,4	5,9	Hausse	Tercile supérieur
Industrie (y compris la construction), valeur ajoutée (% du PIB)	50,91	57,35	52,9	Baisse	Tercile supérieur
Services, valeur ajoutée (% du PIB)	38,7	33,2	36,4	Hausse	Tercile inférieur
Agriculture, sylviculture et pêche, valeur ajoutée (% du PIB)	6,0	5,6	5,8	Stable	Tercile moyen
INFRASTRUCTURE					
Formation brute de capital fixe (% du PIB)	17,5	16,0	18,1	Hausse	Tercile inférieur
Accès à l'électricité (% de la population) ^a	91,8	93,5	-	Hausse	Tercile inférieur
Indice de performance logistique (IPL) de la BM ^b Score : 0 à 5 ; Classement sur environ 160 pays	Score : 2,2 Rang : 143 En 2016	Score : 2,1 Rang : 150 En 2018	Score : 2,4 Rang : 115 En 2023	Hausse	Tercile inférieur
CAPITAL HUMAIN (ÉDUCATION)					
Dépenses publiques d'éducation (% du PIB)	2,7	2,2	-	Baisse	Tercile inférieur
Production par heure travaillée (en dollars internationaux constants de 2017 à PPA)	27,24	25,78	25,63	Baisse	Tercile supérieur
DIGITALISATION					
Individus utilisant l'Internet (% de la pop.)	68,6	70,7	71,9	Hausse	Tercile inférieur
Serveurs Internet sécurisés (pour 1 million d'habitants)	40	28	43	Hausse	Tercile inférieur
CHANGEMENT CLIMATIQUE					
Indice de Notre Dame sur la vulnérabilité et la préparation au climat (plus il est élevé, mieux c'est)	42,5	43,0	43,0	Stable	Tercile inférieur
EMPLOI					
Emploi dans l'agriculture (% de l'emploi total)	30,0	29,4	29,2	Stable	Tercile supérieur
Emploi dans l'industrie (% de l'emploi total)	15,8	15,8	15,7	Stable	Tercile inférieur
Emploi dans les services (% de l'emploi total)	54,2	54,8	55,1	Hausse	Tercile moyen
Part des jeunes ne suivant pas d'études, d'emploi ou de formation, total (% de la population jeune) ^c	29,2	29,1	29,2	Stable	Tercile supérieur
COMMERCE EXTÉRIEUR ET AIDE AU DÉVELOPPEMENT					
Aide au développement nette reçue (% du RNB) ^d	0,37	0,58	0,70	Hausse	Tercile moyen
Exportations de combustibles et de produits miniers (% du PIB)	24,4	31,3	24,9	Baisse	
Exportation totale (% du PIB)	45,4	53,8	54,7	Hausse	
Exportations vers l'Asie (% du PIB)	28,9	32,2	34,0	Hausse	
Exportations vers l'Europe (% du PIB)	9,2	13,3	12,3	Baisse	
Exportations vers l'Amérique du Nord (% du PIB)	1,1	2,7	1,6	Baisse	
Exportations vers l'Afrique (% du PIB)	8,0	5,5	6,4	Hausse	

Tableau 6. Indicateurs de développement structurel au Gabon

Indicateurs	Valeur			Tendance ⁽ⁱ⁾	Position dans le groupe à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (tercile supérieur, moyen, inférieur) ⁽ⁱⁱ⁾
	2021	2022	2023		
GOUVERNANCE [Rang de percentile parmi tous les pays (de 0 (le plus bas) à 100 (le plus haut)]					
Voix et responsabilité	23,2	24,2	24,0	Stable	Tercile inférieur
Stabilité politique et absence de violence / terrorisme	45,8	48,6	33,6	Baisse	Tercile moyen
Efficacité des pouvoirs publics	20,0	26,4	23,1	Baisse	Tercile inférieur
Qualité de la réglementation	21,9	25,5	25,0	Baisse	Tercile inférieur
État de droit	24,8	23,1	20,8	Baisse	Tercile inférieur
Contrôle de la corruption	21,0	16,5	17,9	Hausse	Tercile inférieur

Sources : Indicateurs du développement dans le monde, Bureau international du travail, Organisation mondiale du commerce, Observatoire de la complexité économique. (a) L'accès à l'électricité, les dépenses d'éducation et l'indice Notre Dame d'adaptation climatique sont rapportés pour 2021 et 2022 (2022 étant utilisé pour répartir chaque pays dans son tercile) ; (b) L'Indice de Performance Logistique est rapporté pour 2016, 2018 et 2023 (2023 étant utilisé pour répartir les terciles) ; (c) La part des jeunes non scolarisés a une règle de code couleur différente. Lorsque la valeur diminue, elle indique une amélioration (vert), et lorsqu'elle augmente, elle indique une détérioration (rouge). Le fait d'être dans le tercile supérieur signifie que la part des jeunes dans l'éducation, l'emploi ou la formation est plus élevée ; (d) Aide au développement nette rapportée pour 2020, 2021, et 2022 (2022 utilisé pour l'allocation par tercile).

Notes: (i) Le tableau montre l'évolution de l'indicateur entre 2021 et 2023, à l'exception de l'indice Notre Dame d'adaptation climatique et de l'indice de performance logistique. (ii) Pour chaque indicateur, la position du pays dans son groupe de revenu est basée sur 2023. Le pays peut se situer dans le tercile supérieur (pays ayant des scores plus élevés par rapport au groupe de revenu), dans le tercile moyen (scores moyens) ou dans le tercile inférieur (scores plus faibles). Les cellules vides du tableau indiquent qu'il n'y avait pas suffisamment de données disponibles pour évaluer la tendance ou pour déterminer dans quel tercile le pays se situe.

2



Évaluation de la valeur des services fournis par les écosystèmes forestiers pour l'économie gabonaise

SECTION I. Introduction. Mesurer la richesse nationale – pourquoi est-ce important ?

Les mesures de la richesse d'un pays sont un complément important au PIB, car elles fournissent des informations sur le socle de capital de la croissance future et de sa durabilité. Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur de performance économique largement utilisé pour calculer la valeur totale des biens et services produits dans un pays sur une période donnée. Compléter le PIB par des chiffres sur la richesse nationale permet d'avoir une vision plus complète de la santé d'une économie. La richesse nationale englobe divers actifs, notamment les ressources naturelles, le capital humain et le capital produit. En examinant à la fois le PIB et en évaluant l'évolution du niveau et de la

composition de la richesse nationale, les décideurs peuvent déterminer si les pratiques économiques actuelles épuisent les ressources ou investissent dans des actifs qui favoriseront la prospérité future. Cela peut les aider à concevoir des stratégies qui favorisent le développement durable, en veillant à ce que la croissance ne se fasse pas au détriment de la dégradation de l'environnement ou des inégalités sociales. Cette double approche permet une évaluation plus équilibrée des perspectives d'une économie, orientant ainsi les investissements dans l'éducation, les infrastructures et la préservation de l'environnement afin de favoriser un paysage économique résilient et équitable.

La richesse d'une nation peut être classée en quatre catégories : le capital humain, le capital produit, le capital naturel et le capital

financier (Figure 33). Le capital humain représente les compétences, la santé et l'éducation de la population, un moteur essentiel de la productivité et de la croissance à long terme. Le capital produit comprend les infrastructures, les usines et d'autres biens durables qui soutiennent les activités économiques. Le capital naturel comprend les actifs non renouvelables tels que les hydrocarbures, les métaux et les minéraux, ainsi que les actifs renouvelables, qui constituent naturellement des ressources comme les forêts, les ressources halieutiques, d'autres espèces florales et fauniques et les eaux souterraines. Le capital financier est constitué des actifs extérieurs nets, c'est-à-dire de la différence entre les actifs financiers extérieurs d'un pays, tels que les réserves de change, les investissements et les prêts à d'autres pays, et ses passifs extérieurs, tels que la dette extérieure et les investissements effectués par des étrangers.³⁷ La richesse réelle totale et par habitant augmente lorsque davantage de travailleurs entrent sur le marché du travail, lorsque les travailleurs existants acquièrent de nouvelles compétences, lorsque les forêts s'étendent ou lorsque de nouveaux gisements minéraux ou réserves d'hydrocarbures sont découverts. Cependant, ils diminueront si les stocks de poissons sont surexploités, si les machines et les infrastructures se dégradent, ou si les réserves minières et de combustibles fossiles sont épuisées. En suivant l'évolution

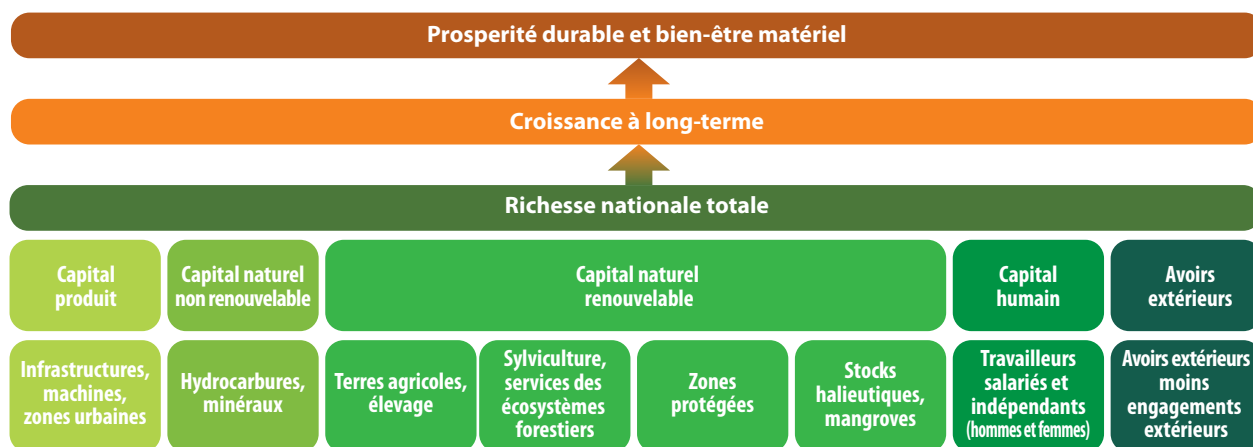
du PIB réel et de la richesse réelle par habitant, il est possible d'évaluer si la croissance du PIB d'un pays résulte de l'augmentation ou de la contraction de la base productive de l'économie.³⁸

Au cours du développement d'un pays, la composition relative de sa richesse change généralement.

L'augmentation du capital produit et du capital humain est généralement fortement associée à la croissance de la production et des revenus. Dans un cercle vertueux, ces augmentations stimulent la croissance économique qui, à son tour, génère des ressources pour investir dans le capital humain et physique. La relation entre le capital naturel et la croissance économique est plus complexe, car si les ressources non renouvelables tendent par nature à diminuer au fur et à mesure qu'elles sont exploitées, de nouvelles découvertes et des variations de la valeur des actifs peuvent entraîner d'importantes fluctuations dans le temps. Les ressources naturelles renouvelables peuvent se régénérer, mais aussi être exposées au risque de surexploitation.

Pour l'Afrique subsaharienne, ces tendances se traduisent par une croissance significative du capital humain et du capital produit par habitant, tandis que le capital non renouvelable par habitant

Figure 33. Structure des comptes de la richesse nationale



Source : Banque mondiale, 2025.

37 Banque mondiale. (2024). *L'évolution de la richesse des nations*. Washington DC : Groupe de la Banque mondiale.

38 Ibid.

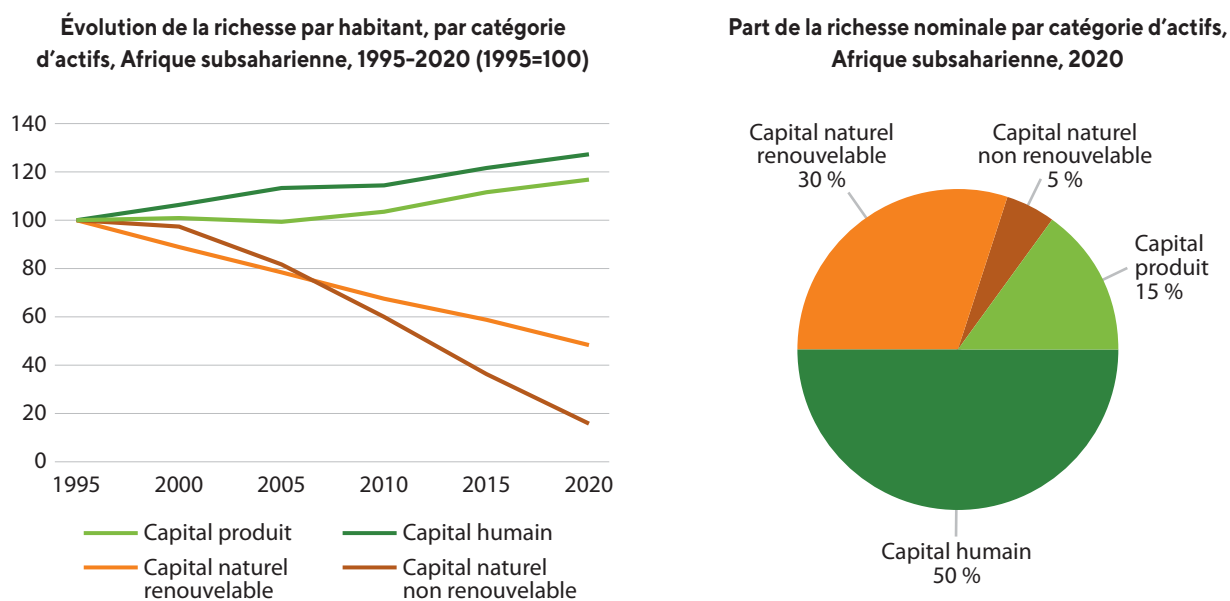
est resté constant et que le capital renouvelable a diminué. La contribution relative de ces catégories à la richesse nominale totale des pays d'Afrique subsaharienne a également considérablement évolué entre 1995 et 2020 (Figure 34). Alors qu'en 1995, le capital humain et le capital renouvelable représentaient respectivement 44 % et 27 % de la richesse totale, en 2020, leur part avait encore augmenté pour atteindre 50 % et 30 % de la richesse totale. D'autre part, la part de la richesse non renouvelable n'a augmenté que modestement de 4 à 5 % au cours de cette période, tandis que la contribution du capital produit a fortement diminué, passant de 25 à 15 %.

Le maintien de la prospérité à long terme nécessite une vision globale de la richesse nationale, qui prenne en compte le capital naturel au même titre que les actifs produits et humains. Les forêts du Gabon, intégrées dans le bassin du Congo – le plus grand puits de carbone forestier tropical de la planète – fournissent des services écosystémiques essentiels à l'activité économique, à la sécurité alimentaire et à la résilience climatique. Ces services englobent la

séquestration du carbone, la régulation hydrologique, la fertilité des sols, la préservation de la biodiversité et le patrimoine culturel, soutenant les moyens de subsistance locaux et la stabilité de l'environnement mondial.³⁹ Pourtant, les indicateurs macroéconomiques conventionnels tels que le PIB sous-évaluent ces contributions, occultant l'épuisement écologique et faussant les évaluations de la durabilité.⁴⁰ Bien que la valeur de certains services fournis par les écosystèmes forestiers tels que la rétention du carbone ne puisse pas être directement incluse dans le PIB, il serait important de prendre également en compte ces valeurs et leurs tendances dans la formulation des politiques et dans la planification du développement, car elles donnent une image plus globale de la durabilité de la richesse d'une nation. En l'absence d'une comptabilité fiable de leur capital naturel, les pays risquent de poursuivre une trajectoire de croissance qui érode silencieusement leurs fondements écologiques, mettant en péril leur prospérité future.⁴¹

Bien que le Gabon ait atteint le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, la

Figure 34. Évolution et composition de la richesse en Afrique subsaharienne



Source : Base de données du CWON.

39 PNUE, TEEB 2010 ; Dasgupta 2021.

40 Stiglitz, Sen, et Fitoussi 2009 ; Banque mondiale 2021.

41 Arrow et al., 2012 ; Lange, Wodon et Carey 2018.

composante la plus importante de sa richesse nationale est le capital naturel, contrairement à la plupart des pays ayant des niveaux de revenus similaires. Les richesses des pays à revenu élevé sont généralement constituées majoritairement de capital humain, tandis que le capital naturel représente une moindre part, même si sa valeur par habitant peut rester élevée. En 2020, la part moyenne du capital humain et du capital physique combiné était de 33 % de la richesse nominale totale dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, de 84 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et de 97 % dans les pays à revenu élevé.⁴² L'un des principaux défis de développement pour le Gabon consiste donc à exploiter le plus efficacement possible son capital naturel afin d'accroître les taux d'accumulation du capital humain et du capital produit, sans dégrader massivement le stock de capital naturel.

Ce chapitre s'articule autour de trois parties principales. Après cette introduction, la deuxième section donne un aperçu de l'évolution et de la composition de la richesse du Gabon, en soulignant le rôle essentiel du capital naturel – aux côtés du capital produit et du capital humain – dans la détermination du développement à long terme du Gabon. La troisième section examine en détail la richesse et les services forestiers du Gabon et offre un aperçu de la valeur économique et de l'importance écologique des ressources forestières du pays. La quatrième section examine les options politiques permettant de constituer et d'accroître durablement la richesse nationale. L'objectif est d'éclairer des stratégies visant à renforcer le capital produit et le capital humain, à favoriser une meilleure gestion des écosystèmes forestiers et à garantir une utilisation efficace des ressources naturelles, afin de promouvoir une trajectoire de croissance économique plus inclusive et résiliente.

SECTION II. État et évolution de la richesse nationale du Gabon

Contexte national : Comment évolue la richesse nationale au Gabon ?

La richesse nationale du Gabon a augmenté de 35 % entre 1995 et 2020 et est principalement constituée de capital naturel. Le présent rapport s'appuie sur la base de données sur l'Évolution de la Richesse Nationale (en anglais, *Changing Wealth of Nations*, CWON) de la Banque mondiale pour décrire l'évolution de la richesse du Gabon entre 1995 et 2020. La richesse totale du Gabon a augmenté de 1,40 % par an en moyenne, atteignant près de 105 milliards de dollars en 2020, contre 77 milliards de dollars en 1995 (en dollars réels chaînés de 2019⁴³ - Figure 35a). Les ressources naturelles représentent 42 % de la richesse du pays, suivies du capital humain (31 %) et du capital produit (27 % - Figure 35b). Entre 1995 et 2020, la valeur des actifs naturels renouvelables du Gabon n'a augmenté que de 2 %, celle du capital naturel non renouvelable de 39 %, tandis que le capital produit a augmenté de 85 % et le capital humain de 207 % (Figures 35b et 35c).

Néanmoins, la richesse du Gabon par habitant a diminué de 34,7 % entre 1995 et 2020, ce qui indique des défis en matière de durabilité de la richesse nationale. La population gabonaise a augmenté de 4,3 % en moyenne entre 1995 et 2020. Malgré une croissance de la richesse totale, la richesse par habitant du Gabon a connu une tendance baissière, diminuant d'environ 1,39 % chaque année entre 1995 et 2020. Au cours de cette période, ce déclin de près de 35 % au Gabon était élevé par rapport à la plupart des pays de la région, qui ont également connu une forte croissance démographique : entre 1995 et 2020, la richesse par habitant a diminué de 8 % au Congo, de 11 % au Cameroun et de 29 % en RCA. En raison d'une croissance modeste et d'une participation limitée à l'économie, le PIB par habitant en dollars constants des États-Unis est passé de 8 515 dollars en 1995 à 6 542 dollars en 2020, soit une croissance annuelle moyenne de -0,8 %. Ainsi, la baisse de la richesse nationale par habitant au Gabon

42 Banque mondiale. 2024. Base de données CWON.

43 Pour plus de détails sur la méthodologie et sur l'utilisation des dollars en dollars réels enchaînés pour mesurer la richesse, veuillez consulter l'annexe.

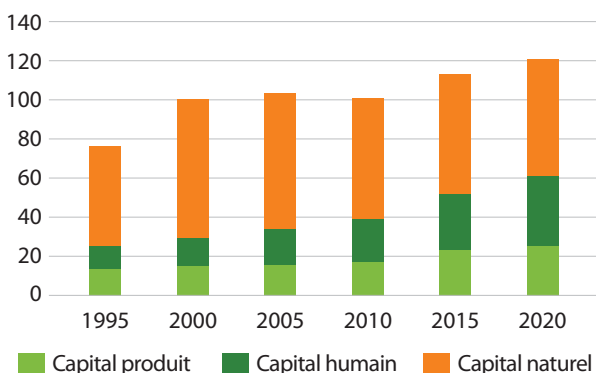
et dans d'autres pays de la région reflète les difficultés à convertir les ressources naturelles en capital produit et en capital humain, capable de soutenir la croissance et d'accroître la richesse (Figure 35d).

Le déclin de la richesse par habitant observée au Gabon indique des difficultés rencontrées pour transformer la richesse naturelle en capital physique et humain. La population gabonaise a presque doublé entre 1995 et 2020, passant de 1,1 million à

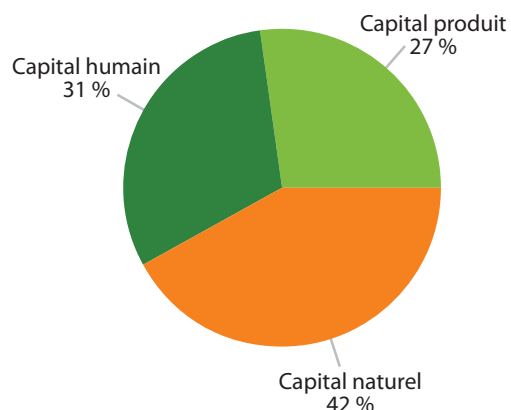
2,3 millions d'habitants. Cependant, la baisse de la richesse par habitant, conjuguée à la diminution du PIB par habitant au cours des dernières décennies, peut traduire une érosion à la fois de la base d'actifs à long terme du pays et de la production économique immédiate, car la croissance de la richesse n'est pas suffisante pour relever le niveau de vie. En d'autres termes, la richesse par habitant s'est épuisée au fil du temps, au lieu de s'accumuler (Figure 36 – la prochaine section examine comment l'épargne nette

Figure 35. Évolution de la richesse nationale et de la richesse par habitant au Gabon

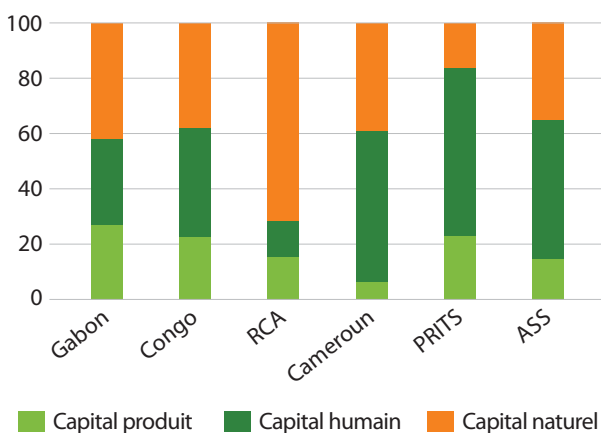
a. Évolution de la richesse nationale au Gabon, en dollars réels enchaînés de 2019, 1995-2000



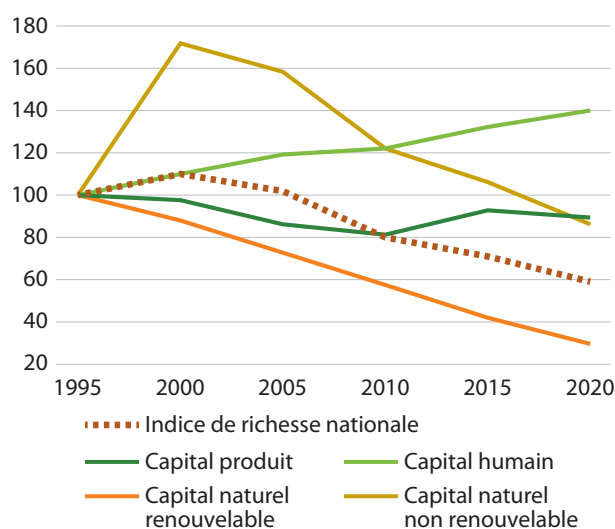
b. Part de la richesse nominale, 2020



c. Part de la richesse nominale, par catégorie d'actifs, 2020

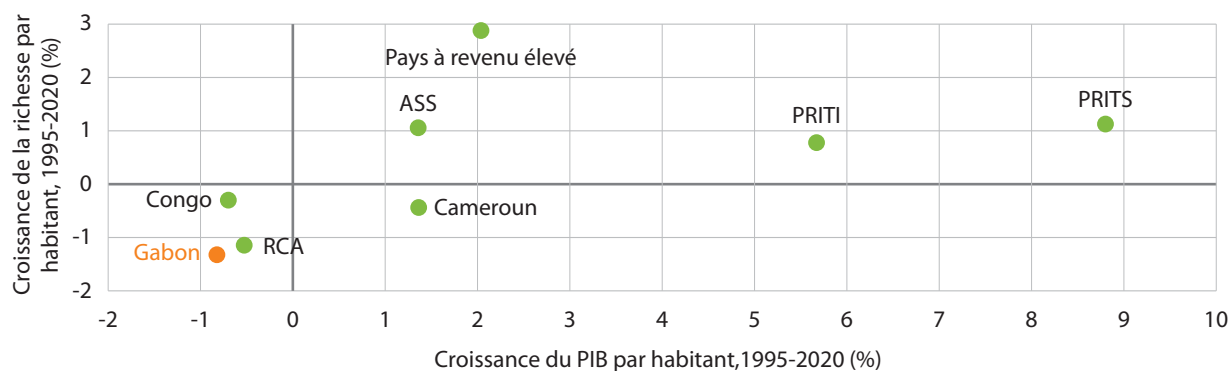


d. Évolution de la richesse réelle par habitant au Gabon, 1995 - 2020 (1995=100)



Source : Base de données du CWON, 2024.

Figure 36. Croissance cumulée du PIB par habitant et croissance cumulée de la richesse par habitant, 1995-2020



Sources : IDM et CWON, 2024.

ajustée peut être utilisée pour analyser la durabilité de l'épargne et de l'accumulation de richesse). Le Gabon est l'un des rares pays à avoir connu à la fois une croissance négative du PIB par habitant et une baisse de la richesse par habitant entre 1995 et 2020. Le Gabon n'ayant pas été en mesure de tirer pleinement parti de ses vastes ressources naturelles pour diversifier ses actifs et sa base productive, la croissance a été modeste et volatile, principalement en raison des cycles pétroliers. Les défis à relever par les pouvoirs publics consistent notamment à redistribuer et utiliser efficacement les recettes pétrolières, à développer et entretenir les infrastructures et à tirer parti du potentiel touristique des forêts. Les problèmes de gouvernance et de gestion des finances publiques se sont traduits par une efficacité limitée des investissements publics et par une infrastructure logistique et commerciale inadéquate, entravant la croissance, l'investissement privé et la création d'emplois.

Évaluation des composantes de la richesse nationale du Gabon

Capital produit

Le capital produit du Gabon a presque doublé entre 1995 et 2020, au vu d'importants investissements publics réalisés dans les infrastructures et des investissements privés notamment dans les industries du pétrole, du manganèse et du bois. La valeur du capital produit est passée d'environ 14 milliards de dollars en 1995 à 25 milliards de dollars en 2020 (en dollars réels enchaînés de 2019), reflétant l'expansion des infrastructures, des machines et des

terrains urbains. Conformément au Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) et soutenu par un boom pétrolier, d'importants investissements publics ont été réalisés depuis les années 2010 dans les réseaux routiers, les ports, la réhabilitation des voies ferrées et un nouvel aéroport international à Port-Gentil. Le réseau routier s'est considérablement développé, 672 km sur 1 800 km de routes bitumées ayant été construits entre 2009 et 2016. Des investissements ont été lancés dans la réhabilitation des voies ferrées et les principaux ports, Owendo et Port-Gentil, ont été modernisés. L'investissement privé, fortement axé sur le pétrole et d'autres matières premières, a également contribué à l'expansion du capital produit. Par exemple, la création de zones économiques spéciales, en particulier la zone de Nkok, a contribué à accroître les investissements directs étrangers dans les secteurs de la transformation du bois et de l'agro-industrie. Plus récemment, depuis 2023, les investissements dans les routes, l'énergie, les aéroports et d'autres infrastructures ont considérablement augmenté.

Cependant, le capital produit par habitant du Gabon a diminué, restant inférieur à son potentiel en raison de la volatilité des investissements, étroitement liés aux fluctuations du secteur pétrolier. Par habitant, le capital produit (public et privé) a diminué de 10 % entre 1995 et 2020, soit à un taux moyen de -0,42 % par an (Figure 37). Une première cause de cette baisse tient au fait que les investissements publics et privés ont diminué en fonction des conditions plus difficiles observées depuis la fin du boom

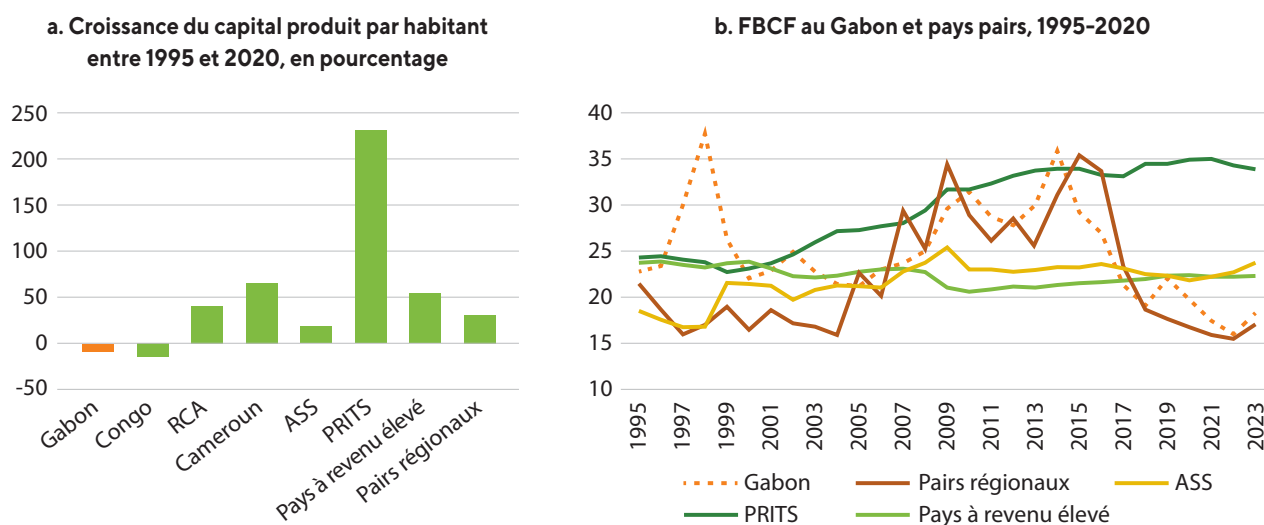
pétrolier du début des années 2000. L'investissement total a diminué, passant de 22,7 % du PIB en 1995 à 19,9 % en 2020, tout en atteignant un pic à 31,4 % en 2010, dans un contexte de forte expansion du secteur pétrolier. Alors que l'investissement privé a augmenté de 11,7 % au cours des deux dernières décennies, l'essentiel de celui-ci allant au secteur pétrolier, l'investissement public a considérablement diminué de 73,7 %. La part des dépenses d'investissement n'a cessé de diminuer depuis 2010, passant de 36,6 % des dépenses totales en 2010 à 13,8 % en 2020. L'effondrement des prix du pétrole en 2014 a entraîné une forte réduction de l'espace budgétaire et de l'investissement public, ainsi que de l'investissement privé. Les entrées nettes d'IDE ont fortement diminué, passant de 6,9 % du PIB en 2014 à 0,3 % en 2015.⁴⁴ En outre, l'investissement public fluctue fortement, avec une variation annuelle moyenne d'environ 1,0 point de PIB depuis 2010. Ainsi, en l'absence d'une politique budgétaire contracyclique, l'investissement sert de variable d'ajustement aux chocs, les coupes dans les dépenses compromettant la mise en œuvre soutenue et opportune des projets d'infrastructures.

Le Gabon continue de souffrir de graves lacunes structurelles à long terme, qui affectent la quali-

té et l'accès aux infrastructures et à la logistique et entravent l'investissement privé, reflétant l'absence de politiques budgétaires anticycliques. Les lacunes logistiques, ainsi que d'autres obstacles dans l'environnement des affaires, tels que l'accès au financement, les enjeux liés à la concurrence et les obstacles réglementaires, ont empêché le secteur privé d'investir davantage dans les machines, les industries et d'autres actifs bâtis, contribuant ainsi à la baisse du capital produit par habitant. Même si des investissements publics ont été réalisés dans les infrastructures, l'accès aux infrastructures est resté inégal et coûteux. Le Gabon se classait au 134e rang sur 141 pays en matière de transport dans l'indice mondial de compétitivité 2019 et au 115e rang sur 139 pays dans l'indice de performance logistique (IPL) 2023 de la Banque mondiale.

Les déficiences structurelles dans l'organisation et la planification des investissements publics entravent la capacité du pays à réaliser des investissements efficaces et productifs, ce qui a un impact sur la qualité des infrastructures. Malgré l'augmentation des investissements publics réalisés au début des années 2010, l'accumulation du stock de capital public n'a pas été suffisante, principalement en raison

Figure 37. Capital produit par habitant et FBCF, Gabon, pairs et régions



Sources : CWON 2024 et IDM. Dans ce rapport, les pays pairs régionaux comprennent le Cameroun, la Rép. du Congo, la RCA et la Guinée Équatoriale. FBCF = Formation brute de capital fixe.

44 Banque mondiale. Base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

de problèmes de gouvernance qui entravent l'efficacité. En 2019, une évaluation de la gestion des investissements publics (PIMA) a été réalisée pour évaluer le cadre institutionnel et les pratiques du Gabon dans ce domaine. Cette étude a évalué la solidité et l'efficacité des institutions, dans trois étapes de la gestion des investissements publics : la planification, l'affectation et la mise en œuvre. L'étude PIMA a souligné que le cadre institutionnel du Gabon était proche des normes internationales les plus élevées en matière d'objectifs et de règles budgétaires, d'exhaustivité et d'unité budgétaires, et de suivi des actifs publics, grâce à l'adhésion du Gabon au cadre réglementaire de la CEMAC et à l'utilisation de la budgétisation axée sur les objectifs. Cependant, les lacunes dans la planification des investissements publics affectent l'allocation des ressources et l'exécution des projets. En l'absence d'une planification suffisamment coordonnée, l'allocation des fonds lors de la programmation budgétaire des dépenses d'investissement peut être incomplète et subjective, se traduisant par des infrastructures insuffisantes et mal entretenues. Les difficultés rencontrées dans la performance des investissements publics ont ainsi contribué à la baisse du capital produit par habitant entre 1995 et 2020. Le score d'efficacité des investissements publics du Gabon était de 0,5 dans le PIMA 2019, inférieur aux moyennes de la CEMAC (0,69) et de l'Afrique subsaharienne (0,80), ce qui indique un écart d'efficacité de 50 % dans l'investissement public lié à la qualité des infrastructures.⁴⁵

Capital humain

Entre 1995 et 2020, le capital humain du Gabon a augmenté de 207 %, en partie grâce à une croissance démographique rapide, tandis que les améliorations apportées à l'éducation, à la santé et aux compétences ont augmenté le capital humain par habitant de 49 %. Dans la base de données *Changing Wealth of Nations*, la valeur de la richesse du capital humain est évaluée sur la base de la valeur estimée des revenus du travail futurs, qui peuvent être générés par la population active actuelle, compte tenu de sa longévité, de son niveau d'éducation et de son expérience professionnelle.⁴⁶ Ces données sur la

richesse en capital humain peuvent être utilisées en complément à l'indice de capital humain (ICH), qui repose sur des indicateurs de santé et d'éducation et vise à estimer le niveau de productivité qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre lorsqu'il sera en âge de travailler. La richesse en capital humain est un atout majeur pour le Gabon, estimée dans la base de données du CWON à 35 milliards de dollars en 2020, contre 11 milliards de dollars en 1995 (en dollars réels chaînés de 2019). La richesse en capital humain par habitant a augmenté de 49 % entre 1995 et 2020, soit 1,94 % par an (Figure 38a). Le capital humain du Gabon a connu des améliorations notables. Des plans gouvernementaux sectoriels ont été adoptés pour l'éducation et la santé dans les années 2010, avec des initiatives qui ont permis d'augmenter la couverture vaccinale et de couvrir largement les subventions aux soins de santé, qui constituent l'essentiel des dépenses d'aide sociale.⁴⁷ Entre le milieu des années 1990 et 2020, les taux d'alphabétisation sont passés de 72 % à 89 % chez les personnes âgées de 15 ans et plus, et l'espérance de vie à la naissance est passée de 61 à 67 ans.⁴⁸

Cependant, malgré l'accumulation considérable de la richesse en capital humain du Gabon, celle-ci reste en deçà de son potentiel, entravée par des carences en matière d'éducation, de santé et de formation. L'indice de capital humain (ICH) du Gabon est inférieur aux moyennes des pays ayant des niveaux de revenu similaires (figure 38b), ce qui indique que le développement du capital humain serait en dessous du potentiel du pays. D'une part, la richesse en capital humain par habitant a augmenté au cours des dernières décennies, mais d'autre part, l'ICH indique que les lacunes en matière de scolarisation et de services de santé empêchent la population de contribuer pleinement à la richesse nationale. Par exemple, les taux de scolarisation, le nombre moyen d'années de fréquentation scolaire et les taux d'achèvement au Gabon sont tous inférieurs aux moyennes des PRITS. L'accès aux services de santé est également inférieur aux prévisions, le nombre de médecins, d'infirmiers et de lits d'hôpitaux pour mille habitants étant inférieur à la moyenne des PRITS. Cela se traduit par un écart

45 FMI. 2019. Évaluation de la gestion des investissements publics - Gabon. Département des finances publiques.

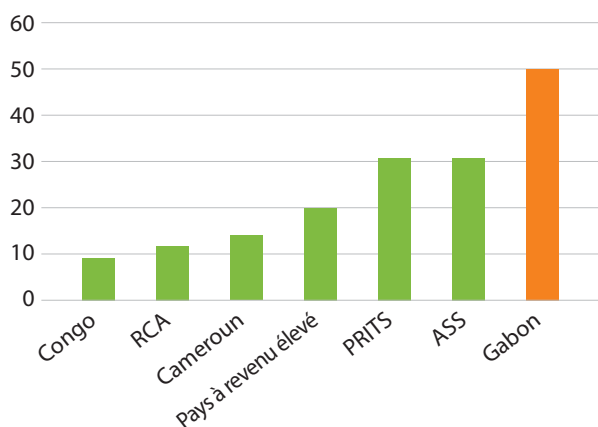
46 Veuillez consulter l'annexe pour plus de détails sur la méthodologie utilisée pour estimer la richesse en capital humain.

47 Banque mondiale. 2022. Mémoire économique sur le Gabon.

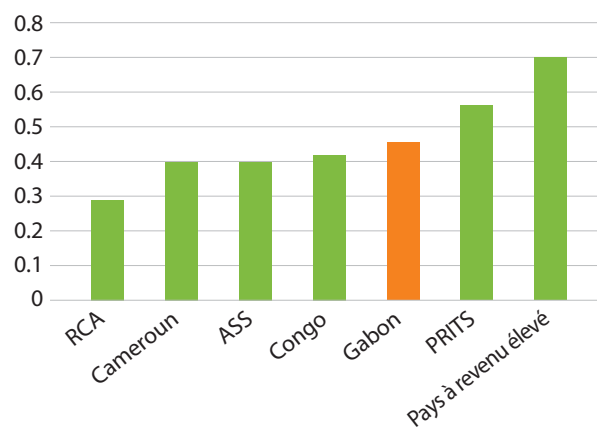
48 Banque mondiale. Base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Figure 38. Richesse en capital humain au Gabon et dans les pays comparables

a. Croissance de la richesse du capital humain par habitant, Gabon et pays pairs, 1995-2020, en pourcentage



b. Indice de capital humain, Gabon et pays pairs, 2020



Sources : CWON et ICH de la Banque mondiale.

considérable dans l'espérance de vie à la naissance, qui est inférieure de huit ans au Gabon comparé à la moyenne des PRITS (Tableau 7).

Le Gabon a amélioré ses résultats en éducation, mais des défis majeurs demeurent, notamment la qualité insuffisante des enseignants et des infrastructures scolaires, le faible taux d'accès à l'enseignement secondaire et supérieur et l'inadéquation des compétences de la main-d'œuvre. Le Gabonais moyen a 8,2 années d'études, soit moins que les moyennes de l'Afrique subsaharienne et des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et les taux de redoublement comptent parmi les plus élevés au monde, à 37 %.⁴⁹ Les taux de scolarisation sont faibles pour le secondaire et le tertiaire.⁵⁰ En outre, la qualité des enseignants et les infrastructures scolaires sont des problèmes majeurs, malgré les investissements publics en cours dans les écoles. Seulement 12 % des enseignants atteignent les seuils de connaissances requis en langue ou en mathématiques, 60 % des écoles disposent de matériels pédagogiques essentiels comme les stylos et les crayons, et 73 % des écoles disposent d'ordinateurs et d'Inter-

net.⁵¹ Un autre défi est l'insuffisance des compétences de la main-d'œuvre, qui contribue à un chômage élevé et à une sous-utilisation du capital humain, qui coexiste avec une demande de main-d'œuvre non satisfaite à différents niveaux de qualification.⁵²

Dans l'ensemble, le Gabon obtient de meilleurs résultats en matière de santé que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, mais les problèmes de santé empêchent toujours la main d'œuvre d'être suffisamment productive, comme dans d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Le Gabon dépasse les moyennes régionales de l'Afrique subsaharienne, mais se situe systématiquement en dessous des moyennes des PRITS pour différents indicateurs de santé (Tableau 7). Les maladies telles que le paludisme, les infections respiratoires, le VIH et la diarrhée constituent une charge de morbidité élevée et constituent les principales causes de décès chez les enfants de moins de cinq ans, avec les naissances prématurées. Les maladies non transmissibles telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète, l'insuffisance rénale et les cancers sont également en augmentation. Les maladies d'origine hy-

49 Organisation internationale du travail. 2019. État des compétences : Gabon.

50 Banque mondiale. Base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

51 Banque mondiale. 2025 (non publié). Rapport national sur le climat et le développement du Gabon (CCDR).

52 Comme indiqué au chapitre 1 de la présente Note de conjoncture économique. Organisation internationale du travail. 2019. État des compétences : Gabon.

Tableau 7. Résultats en matière de santé et d'éducation au Gabon et dans des pays comparables

Indicateurs de santé et d'éducation	Gabon	Gabon	ASS	PRITS	Pays à revenu élevé
Éducation	2010	PR*	PR	PR	PR
Pauvreté des apprentissages (10 ans)		30,68	86,00	29,39	7,97
Scores de performance en matière d'apprentissage		456,1	372,8	414,8	484,2
Taux d'achèvement des études primaires		82,02	69,89	95,97	98,95
Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire		51,88	45,59	89,94	93,77
Scolarisation, primaire (% brut)	130,2	99,95	98,30	101,64	100,03
Scolarisation, secondaire (% brut)		71,44	44,79	94,99	104,18
Scolarisation, tertiaire (% brut)		14,74	9,50	59,55	79,93
Années de scolarité escomptées		8,26	8,31	11,85	13,16
Dépenses publiques consacrées à l'éducation (% du PIB)	3,08	2,21	3,51	3,74	4,80
Santé et longévité					
Nombre de médecins pour 1 000 habitants		0,5	0,2	2,2	3,6
Infirmières et sage-femmes pour 1 000 habitants		2,2	1,2	3,6	9,8
Lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants		2,0	1,2	3,7	5,4
Probabilité de survie jusqu'à 5 ans		0,96	0,93	0,98	0,99
Taux de survie de 15 à 60 ans		0,79	0,73	0,85	0,92
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)		233	448	57	10
Espérance de vie à la naissance	64,7	68,3	60,74	75,67	79,51
Dépenses courantes publiques et privées en matière de santé (% du PIB)	2,48	2,71	5,11	5,82	13,13
Indice de capital humain (ICH)		0,46	0,40	0,56	0,70
Indice de richesse en capital humain (par habitant)	125	150	131	131	120

Sources : IDM, UNESCO, ONU, CWON. Note : PR désigne l'année la plus récente, dernière année pour laquelle les données sont disponibles pour le Gabon : pauvreté des apprentissages (2019), achèvement du primaire et du secondaire (2023), taux de scolarisation totale (2023), dépenses publiques consacrées à l'éducation (2022), à la santé (2021), résultats en matière de capital humain (2020), médecins et infirmiers pour 1 000 habitants (2022), lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants (2011), taux de mortalité maternelle (2023), espérance de vie (2023), Indice de richesse du capital humain (2020). Indice de richesse en capital humain (par habitant) : Année 1995=100.

drique sont très répandues, en raison du manque de services d'assainissement de base, qui ne touchent que la moitié de la population. Par exemple, les maladies d'origine hydrique telles que la dysenterie atteignaient 94 % de la population en 2019.

En dépit des défis sociaux importants et croissants, les dépenses de santé et d'éducation semblent insuffisantes pour résoudre ces problèmes et sont entravées par des défis en matière d'allocation et d'efficacité. Le Gabon dépense moins dans la santé et l'éducation que ses pairs. Pour élargir l'accès aux soins de santé, le Gouvernement a récemment entrepris de construire des centres de santé.

Pourtant, l'accès aux services de santé reste inégal et concentré dans les grandes villes. Les problèmes d'affectation des ressources nuisent également à l'efficacité des dépenses. Environ 80 % des ressources de santé sont consacrées aux soins curatifs, ce qui contribue pour moins de 10 % à l'amélioration des indicateurs de santé. Certaines politiques aggravent ces difficultés, car les dépenses consacrées à l'enseignement secondaire et tertiaire ont tendance à être régressives, profitant principalement aux plus riches. L'insuffisance des dépenses dans le primaire et le premier cycle du secondaire et dans les établissements de formation professionnelle réduit à la fois la quantité et la qualité des services d'éducation de base.⁵³

53 Banque mondiale. 2018. Examen des dépenses publiques du Gabon.

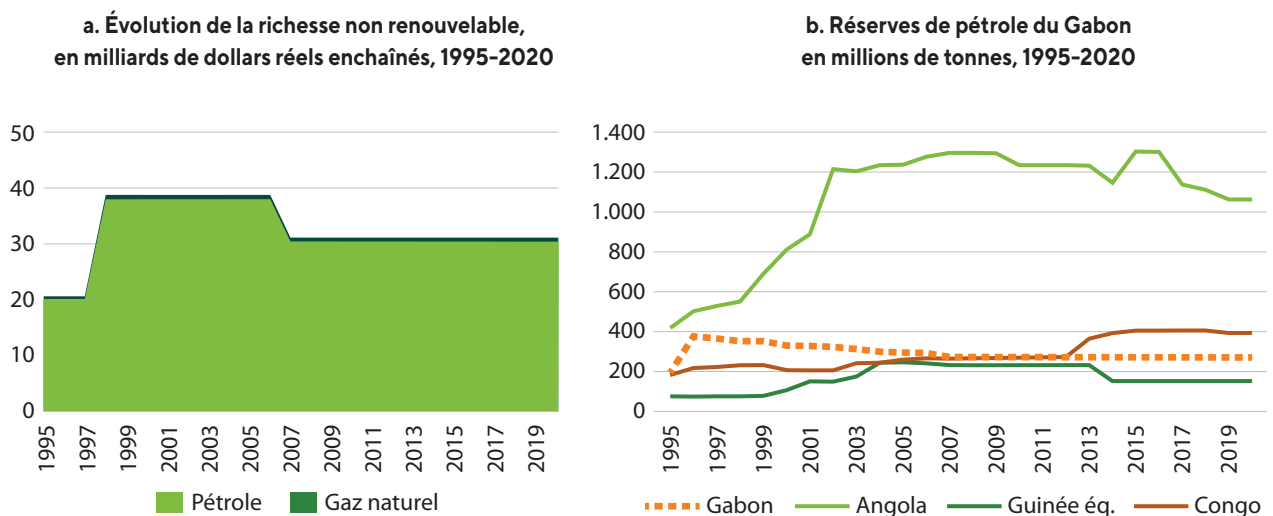
Capital naturel non renouvelable

Le capital naturel non renouvelable du Gabon, qui concerne principalement les réserves de pétrole, de gaz et d'or, était évalué à 31 milliards de dollars en 2020 (en dollars réels enchaînés de 2019), soit une augmentation de 39 % depuis 1995, principalement due à une augmentation des actifs pétroliers. La valeur du capital naturel non renouvelables dépend fortement de facteurs tels que les prix des produits de base, les progrès technologiques et la découverte de nouvelles réserves. Le Gabon a connu une forte augmentation de sa richesse naturelle non renouvelable, grâce à ses vastes réserves d'hydrocarbures. La base de données du CWON comprend des données sur le pétrole (98 % des richesses naturelles non renouvelables), le gaz (2 %) et l'or (0,1 %). Les réserves d'hydrocarbures ont culminé à environ 380 millions de tonnes à la fin des années 1990, en raison des investissements dans l'exploration pétrolière depuis leur découverte dans les années 1960. Cependant, en raison de l'épuisement naturel des champs pétrolifères existants, la richesse pétrolière a commencé à diminuer progressivement depuis la fin des années 1990 (Figures 39a et 39b). La richesse du Gabon en hydrocarbures par habitant a diminué de 28 % entre 1995 et 2020, soit un taux de -1,11 % par an.⁵⁴

Des efforts ont été déployés pour réduire la dépendance à l'égard du pétrole, mais le secteur pétrolier continue de jouer un rôle essentiel dans l'économie gabonaise. La contribution du secteur pétrolier au PIB est passée de 39 % en 1995 à 15 % en 2020. Pourtant, le pétrole reste central pour le Gabon, contribuant à 24 % des recettes publiques et à 60 % des exportations en 2020. Des difficultés persistent dans la poursuite des objectifs de diversifier l'économie et de réduire la vulnérabilité au pétrole, une ressource limitée dont les prix sont volatils. Les fluctuations de la demande et des prix mondiaux du pétrole peuvent avoir de profondes répercussions sur la croissance, les finances publiques et les échanges. La forte baisse des prix du pétrole observée en avril 2025, à la suite des changements de politique commerciale mondiale, représente un risque important qui exacerbe la baisse attendue de la production pétrolière au Gabon. Les réserves de gaz jouent un rôle moins important, mais des efforts sont en cours pour mieux utiliser le gaz associé à la production pétrolière, réduire le torchage de gaz et produire de l'électricité et du carburant à base de gaz.

Une autre composante essentielle de la richesse naturelle du Gabon sont ses abondantes res-

Figure 39. Capital naturel non renouvelable au Gabon et dans les pays pairs



Sources : CWON 2024 et OPEP. Note : Les données du CWON sur la richesse en manganèse ne sont pas disponibles.

⁵⁴ Les données sur les ressources minérales du Gabon ne sont pas disponibles dans la base de données *Changing Wealth of Nations* de la Banque mondiale.



Photo : alamy.com

sources minérales. La richesse totale du Gabon calculée dans la base de données CWON serait plus élevée si toutes ses riches ressources minérales, y compris le manganèse, le minerai de fer et l'or, étaient ajoutées à cette base de données. Actuellement, en ce qui concerne les minéraux, la base de données comprend principalement les réserves d'or du Gabon, qui sont passées de 235 millions de dollars en 1995 à 43 millions de dollars en 2020. Cependant, d'autres secteurs miniers sont en cours de développement, sur la base de réserves massives. Le manganèse est déjà un secteur important, le Gabon étant le quatrième producteur mondial en 2020, avec 13 % de la production mondiale.⁵⁵ Ses réserves, estimées à 61 000 tonnes, représentent 4 % des réserves mondiales.⁵⁶ Le Gabon a récemment démarré l'exploitation de minerai de fer à Belinga, l'un des plus grands gisements au monde, qui sera suivi par un deuxième grand site, celui de Baniaka. L'orpaillage est également encouragé. Les réserves pétrolières pouvant s'amenuiser, les minerais pourraient contribuer de manière significative au capital naturel du Gabon, s'ils sont bien gérés.

Capital naturel renouvelable

Le capital naturel renouvelable du Gabon est resté stable de 1995 à 2020, les forêts, les terres agricoles et les stocks de poissons représentant

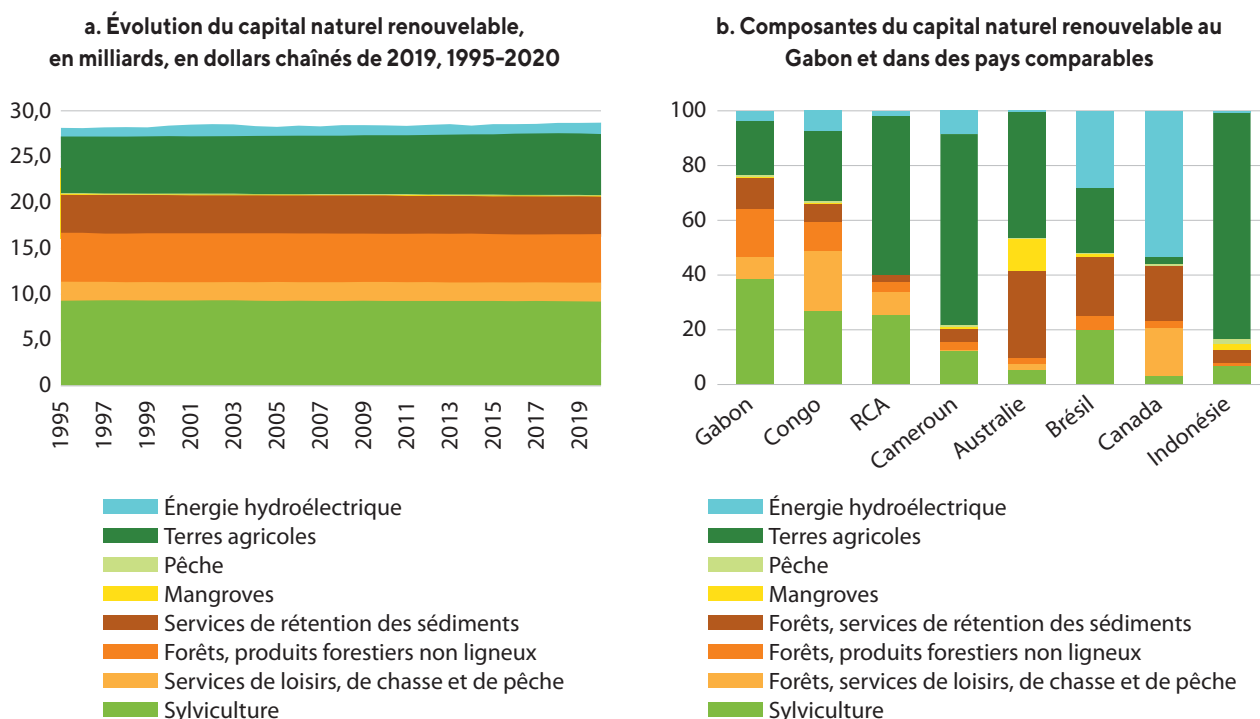
29 milliards de dollars en 2020 (en dollars réels enchaînés de 2019).

La base de données du CWON évalue la richesse en capital renouvelable en estimant la valeur générée par des actifs naturels clés, tels que les systèmes hydroélectriques, les terres agricoles, les stocks halieutiques et les forêts. Les biens et services issus des forêts comprennent le bois, les produits non ligneux, les loisirs, la chasse et la pêche, et la rétention d'eau par les forêts. La valeur de la rétention de carbone par les forêts n'est pas prise en compte dans la base de données du projet CWON, mais elle est examinée dans la section suivante de ce chapitre. Le Gabon est richement doté en capital renouvelable, avec des forêts, des mangroves, des fleuves et des écosystèmes marins bien préservés, qui abritent une grande biodiversité. Les forêts constituaient l'essentiel du capital naturel renouvelable (72 %) en 2020, suivies des terres agricoles (23 %), de l'énergie hydroélectrique (4 %) et de la pêche (0,3 %). La part des forêts est plus élevée au Gabon que dans de nombreux autres pays fortement boisés, ce qui souligne leur importance cruciale (Figure 40b). Les principales sources de richesse forestière en 2020 étaient le bois (44 %), les produits non ligneux (25 %), les services de rétention d'eau (20 %), les loisirs, la chasse et la pêche (10 %) et les mangroves (0,4 %).

55 Département de l'Intérieur des États-Unis. 2024. Commission géologique des États-Unis. Annuaire des ressources minérales 2020. Manganèse. Septembre.

56 Centre africain de développement des ressources minérales. Profil minéral vert : Manganèse. Accessible à l'adresse : <https://www.africangreenminerals.com/minerals/manganese>.

Figure 40. Capital naturel renouvelable au Gabon et dans les pays comparables



Source: CWON 2024.

Les efforts de conservation importants ont permis au Gabon d'accroître la valeur des forêts et de la plupart des autres ressources naturelles renouvelables, mais des tendances inquiétantes indiquent un épuisement des réserves halieutiques. Grâce

aux efforts de conservation et de gestion durable, la valeur du capital naturel renouvelable a augmenté de 2 % entre 1995 et 2020 (Figure 40a). La valeur du bois et des autres biens et services d'origine forestière n'a baissé que légèrement, de 1 %, ce qui correspond au faible taux de déforestation. Dans le même temps, le Gabon a enregistré une augmentation de la valeur des terres agricoles (+9 %) et de la production hydroélectrique (+24 %), grâce à des investissements réalisés conformément au PSGE. Cependant, les stocks de poissons ont connu un épuisement, diminuant de 25 % entre 1995 et 2020, ce qui peut compromettre les objectifs du Gouvernement en matière de sécurité alimentaire et d'emplois. En outre, le capital naturel renouvelable total par habitant a diminué de 51 % sur la période 1995-2020, soit une baisse annuelle de 2,04 %.

SECTION III. Comptabilité des services des écosystèmes forestiers du Gabon : Mesurer l'état et la contribution économique des forêts gabonaises

L'immense richesse forestière du Gabon constitue le socle écologique et économique de sa stratégie de développement, mais elle reste chroniquement sous-évaluée dans la planification budgétaire et dans les comptes nationaux. Avec ses 23,6 millions d'hectares de forêts, soit plus de 90 % de son territoire, le Gabon est le point d'ancrage du flanc ouest du bassin du Congo, un bastion mondial pour la séquestration du carbone, la protection de la biodiversité et la régulation hydrologique.⁵⁷ Grâce à ses vastes forêts bien préservées, le Gabon est l'un des rares puits de carbone nets au monde, absorbant plus de dioxyde de carbone que toutes les émissions produites dans le pays. Les forêts du Gabon stockent des milliards de tonnes de carbone, contribuent à stabiliser les régimes pluviométriques et soutiennent la sub-

57 Banque mondiale. 2025 (non publié). Comptes des écosystèmes forestiers pour le Gabon 2000-2020 – Projet de rapport : décembre 2024.

sistance et les revenus des populations rurales, tout en fournissant un habitat essentiel à des espèces menacées au niveau mondial. Pourtant, le PIB et d'autres indicateurs conventionnels ne tiennent pas compte de l'importante contribution économique des forêts, ce qui pourrait accroître les risques de surexploitation, de sous-investissement dans la conservation et de distorsion dans la planification du développement à long terme.⁵⁸

Cette section présente une synthèse des comptes des services des écosystèmes forestiers du Gabon pour la période 2000-2020. S'appuyant sur le cadre de comptabilité écosystémique et environnementale (SCEE-EA),⁵⁹ cette section analyse les transformations de l'étendue, de l'état, de la biodiversité, des flux de services et de la valeur des actifs forestiers. Le statut unique du Gabon en tant que pays à forte densité de forêt et à faible niveau de déboisement présente à la fois une opportunité et un paradoxe : les biens publics mondiaux sont préservés par le pays mais sans compensation adéquate de la part de la communauté internationale. Une comptabilité écosystémique solide pourrait aider à combler cette lacune en éclairant des cadres budgétaires plus équitables et alignés sur

la durabilité et en assurant la préparation et la disponibilité de données pour tirer parti des mécanismes mondiaux de financement de l'action climatique, qui, bien qu'encore naissants, se multiplient. Des données détaillées sur la couverture, sur l'état et sur les tendances des forêts, ainsi que sur la valeur des services fournis par les écosystèmes forestiers sont produites au niveau provincial, fournissant aux Autorités des informations spatialement désagrégées qui pourraient éclairer les politiques infranationales et contribuer à des solutions aux défis locaux.

Soutenues par de solides politiques de conservation, les forêts gabonaises restent bien préservées, mais elles font face à des signes de pressions croissantes le long des corridors de transport et d'activité économique

Le Gabon a conservé un couvert forestier extraordinaire, mais les pressions exercées par l'exploitation forestière, l'agriculture et le développement des infrastructures s'intensifient, en particulier le long des corridors. En 2020, les écosystèmes gabonais étaient principalement consti-

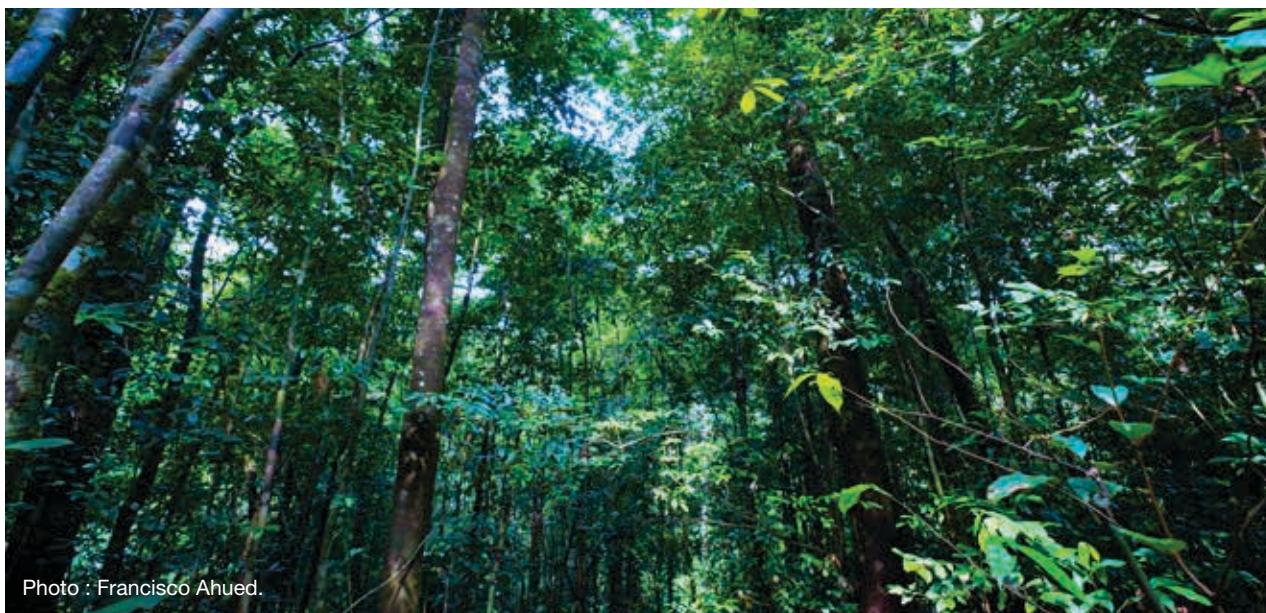


Photo : Francisco Ahued.

⁵⁸ Stiglitz, Sen, et Fitoussi 2009 ; Dasgupta 2021.

⁵⁹ Les données sur l'état des écosystèmes forestiers, la valeur des actifs et les contributions économiques, qui sont présentées et analysées dans cette section, sont basées sur une étude récente de la Banque mondiale évaluant les comptes des écosystèmes forestiers au Gabon, qui fournit des détails sur la méthodologie et les approches analytiques sous-jacentes aux constatations : Banque mondiale. 2025 (non publié). Comptes des écosystèmes forestiers pour le Gabon 2000-2020 – Projet de rapport : décembre 2024. Washington, DC : Banque mondiale.

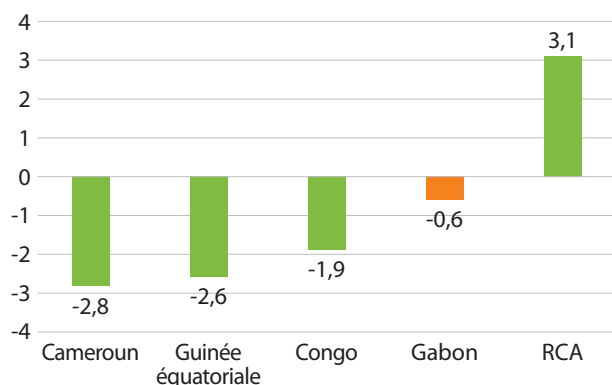
tués de forêts tropicales de plaine, qui représentaient environ 84 % du territoire. Les autres types de terres comprenaient les savanes (7 %), les forêts marécageuses (4 %) et d'autres terres naturelles comme les mangroves, les forêts submontagnardes, les zones humides et les systèmes hydrographiques (3 %). Les terres anthropiques, telles que les mosaïques d'exploitations forestières, les plantations et les zones urbaines, couvraient un pour cent du territoire.⁶⁰ Les taux globaux de déboisement, à autour de 0,6 % par an sur la période 2000-2020, sont restés faibles par rapport à la plupart des pays comparables de la région (Figure 41). En comparaison, le taux moyen de déforestation au niveau régional s'est établi à 1,8 % sur cette période.⁶¹ Pourtant, la dégradation a été plus généralisée à certains endroits. Entre 2000 et 2020, les mosaïques forestières-exploitations agricoles et d'autres systèmes modifiés par l'homme tels que les plantations et les zones bâties se sont étendus d'environ 70 %, les nouvelles routes et l'expansion urbaine fragmentant les forêts primaires. Les zones modifiées par l'homme sont petites, leur superficie étant passée de 0,7 % du territoire en 2000 à 1,3 % en 2020, soit environ 335 650 hectares. Les plus fortes augmentations des affectations

anthropiques des terres ont été enregistrées dans les plantations (+386 %), les terres cultivées (+168 %) et les zones bâties (+57 %). Dans le même temps, le Gabon a perdu 0,6 % de ses forêts, passant de 90,8 % du territoire en 2000 à 90,2 % en 2020, soit 23,7 millions d'hectares (Figure 42).

Dans l'ensemble, les conditions forestières étaient encore presque vierges en 2020, avec des niveaux élevés de hauteur des arbres, de couvert forestier, de connectivité forestière et de naturalité paysagère, même si des conditions moins bonnes sont observées à certains endroits. Plus de 80 % des forêts de plaine et 95 % des forêts submontagnardes ont été classés comme vierges. Pourtant, les zones autour de Libreville et le long des petites villes, villages et routes ont tendance à présenter des conditions moins favorables. Les forêts marécageuses près de Port-Gentil et les mangroves le long de la côte atlantique restent encore relativement intactes mais sont vulnérables au développement côtier et à la salinisation induite par le climat. Les données satellitaires montrent des baisses de hauteur de la canopée et de densité de biomasse dans les concessions exploitées et les zones périurbaines. La repousse des forêts naturelles n'a pas suivi le rythme de la dégradation dans certaines régions, ce qui laisse supposer des changements potentiels dans la fonction écologique et la prestation de services dans ces zones.

Les concessions forestières dominent le paysage d'utilisation des forêts du Gabon, l'exploitation forestière légale étant concentrée dans les forêts de plaine et les empiétements illégaux de plus en plus évidents à proximité des voies de transport. Des provinces telles que le Woleu-Ntem, le Moyen-Ogooué et la Ngounié abritent de vastes zones d'exploitation forestière, dont beaucoup sont gérées de manière durable (Figure 43). Au fil des ans, le Gabon a mis en place des politiques fortes visant à encourager la foresterie durable, imposant des exigences de certification et ajustant les taxes en fonction de l'impact environnemental de la foresterie. Par exemple, les droits fonciers sont plus élevés dans les concessions forestières non certifiées.⁶² Cependant, l'application de la loi et le respect des règles restent inégaux, avec

Figure 41. Taux de déboisement au Gabon et dans certains pays du bassin du Congo, en pourcentage de la superficie boisée



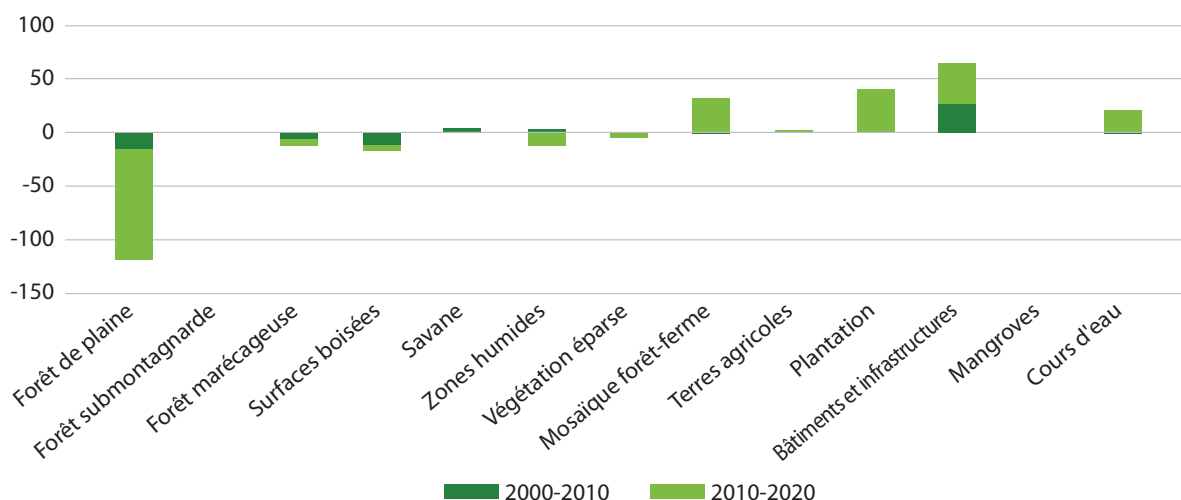
Source : Banque mondiale. 2025 (non publié). Comptes des écosystèmes forestiers pour les pays du bassin du Congo.

60 Veuillez consulter l'annexe pour une définition des écosystèmes forestiers et d'autres types d'écosystèmes au Gabon.

61 FAOSTAT.

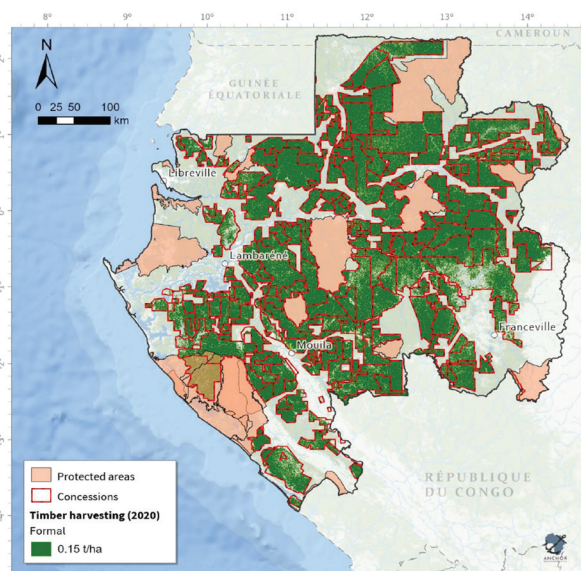
62 Banque mondiale. 2024. Note de conjoncture économique du Gabon.

Figure 42. Variation de l'étendue des écosystèmes, en milliers d'hectares, entre 2000, 2010 et 2020



Source : Banque mondiale. 2025. Comptes des écosystèmes forestiers pour le Gabon 2000-2020.

Figure 43. Concessions forestières et aires protégées au Gabon, 2020



Source : Banque mondiale. 2025. Comptes des écosystèmes forestiers pour le Gabon 2000-2020.

des difficultés liées à la capacité de surveillance et un nombre limité d'agents forestiers supervisant de vastes territoires. Le déboisement des mangroves, bien que mineur dans la superficie, est localement sévère dans les zones estuariennes près de Libreville, et lié à l'expansion des établissements informels, qui

peut poser des problèmes importants en raison de la valeur essentielle des mangroves pour la protection contre les inondations.

Les pressions écologiques sont concentrées le long des corridors de transport et économiques, tels que les routes et la zone économique spéciale de Nkok. La fragmentation des forêts, l'appauvrissement de la biodiversité et les émissions de carbone se sont accentués le long des corridors économiques. Bien que localisés, leurs impacts sont amplifiés par les difficultés de coordination de l'utilisation des terres et l'application limitée de la gouvernance intersectorielle et de l'aménagement du territoire. Par exemple, malgré la mise en œuvre de politiques de gestion durable des forêts, des défis subsistent dans la lutte contre l'exploitation forestière illégale et l'application de la planification urbaine. La construction d'infrastructures, notamment de réseaux électriques, de routes, de bâtiments et de services publics, est essentielle au développement du commerce et des activités économiques. Pourtant, une urbanisation non planifiée peut non seulement causer des dommages à l'environnement, mais aussi avoir de graves conséquences négatives sur la santé humaine et sur l'économie, par exemple, lorsque l'urbanisation s'étend à des zones exposées aux inondations et aux glissements de terrain.

Les forêts gabonaises abritent une biodiversité d'importance mondiale, mais la dégradation des

habitats et le déclin des espèces s'accroissent dans certaines zones.

Le Gabon est doté d'une grande richesse en matière de biodiversité. En 2020, les écosystèmes forestiers avaient préservé environ 83 % de leur biodiversité d'origine, contre 87 % en 2000.⁶³ Les niveaux de biodiversité sont encore élevés, mais ils font face à une érosion croissante, reflétant les effets de l'exploitation forestière, du braconnage et de la fragmentation des paysages. Des espèces emblématiques telles que le gorille des plaines de l'Ouest, les éléphants de forêt et le perroquet gris pourraient être menacées, malgré de mesures solides de protection juridique et de récents investissements et projets de promotion de l'écotourisme. Les conflits entre l'homme et la faune constituent également un défi majeur, impliquant des difficultés à empêcher les éléphants de détruire les plantations et à menacer les populations rurales. S'attaquer à ce problème est une priorité essentielle pour assurer la sécurité alimentaire et pour protéger les revenus et la vie des agriculteurs.

Les mangroves et les forêts marécageuses présentent un plus grand degré d'intégrité mais sont confrontées à des risques croissants liés aux pressions directes et indirectes. Bien qu'ils soient

denses en carbone et riches sur le plan biologique, ces types de forêts ont tendance à faire l'objet d'efforts de protection moins importants et pâtissent de la faiblesse des données de référence et des systèmes de suivi. Les investissements dans la comptabilité de la biodiversité, y compris le suivi des espèces et l'amélioration des mesures de l'état des habitats, sont essentiels pour une gestion efficace de la biodiversité, et pourraient également contribuer à l'accès aux options internationales de financement de la biodiversité.

Services économiques fournis par les forêts

La valeur totale des services fournis par les écosystèmes forestiers au Gabon a presque doublé, passant de 22,6 mille milliards de FCFA (39,4 milliards de dollars) en 2000 à 43,2 mille milliards de FCFA (75,1 milliards de dollars) en 2020. L'étude sur les comptes des écosystèmes forestiers du Gabon a évalué la valeur des services fournis par les écosystèmes forestiers du Gabon, indiquant que plus de 99 % de la valeur de ces services consistait en la rétention du carbone, estimée à 74,7 milliards de dollars (Encadré 3). Cependant, les forêts offrent également une valeur économique importante au pays, sous



Photo : Francisco Ahued.

63 L'étendue et l'état des forêts sont utilisés comme indicateurs indirects pour évaluer l'intégrité de la biodiversité dans les paysages gabonais au fil du temps. Les évaluations exhaustives de la mesure de la biodiversité (telles que la richesse des espèces) à l'échelle du bassin du Congo sont rares, et aucune donnée avec une résolution et une série chronologique appropriées n'était disponible pour être utilisée dans les comptes de l'état des forêts.

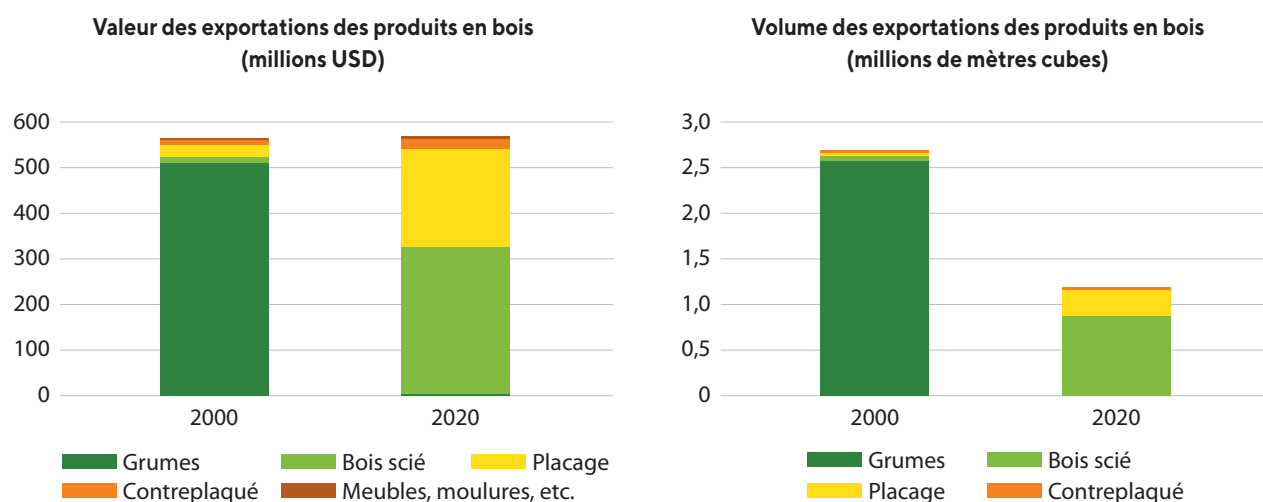
forme de ressources en bois, en viande de brousse et en plantes sauvages, ainsi que de rétention des sols et de soutien à l'écotourisme. Des études additionnelles seraient nécessaires pour évaluer d'autres services importants, ce qui pourrait aboutir à une augmentation de la valeur totale des services fournis par les forêts du Gabon, tels que le rôle des forêts dans la préservation des ressources hydriques.

Grâce aux politiques de diversification et aux incitations à la foresterie durable, le secteur du bois au Gabon génère des revenus et des emplois importants, l'extraction de bois étant évaluée à 157 millions de dollars US en 2020, même si son impact sur l'environnement a été minimisé. Au fil du temps, des plans de développement tels que le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) adopté dans les années 2010, ont mis en place des incitations à la transformation locale durable du bois, avec l'interdiction des exportations de grumes, la promotion des certifications environnementales dans les concessions forestières et la création de zones économiques spéciales. Grâce à ces politiques, une industrie locale de transformation du bois a vu le jour, devenant le plus grand employeur du secteur privé. Les exportations de produits du bois, dominées par l'essence d'Okoumé, ont été la troisième principale exportation

en 2024, après le pétrole et le manganèse. Ainsi, alors que les niveaux d'exploitation forestière diminuaient au fil du temps, la valeur ajoutée locale augmentait. Les volumes d'extraction formelle de bois ont diminué de 18 % entre 2000 et 2020, pour atteindre 1,78 million de tonnes par an en 2020, soit 91 milliards de FCFA (157 millions de dollars – Tableau 8). L'exploitation forestière informelle reste un défi,⁶⁴ mais elle est jugée relativement faible au Gabon, comme en témoignent les faibles différences entre les données officielles et celles de l'Organisation internationale des bois tropicaux. Entre 2000 et 2020, les exportations de bois ont diminué de 56 % en volume, mais leurs valeurs sont restées stables, grâce à la quasi-élimination des exportations de grumes et à l'augmentation substantielle des exportations de bois transformé (Figure 44). Pourtant, la plupart des exportations sont constituées de produits de transformation primaire, tels que le bois scié, le placage et le contreplaqué, ce qui indique des difficultés à passer à des niveaux de transformation supérieurs, tels que les meubles.

Outre le bois commercial, les ressources ligneuses sont également utilisées par les populations locales comme poteaux de construction et comme source de combustible, évaluées à environ 16 millions de dollars en 2020. Alors que 90 % de l'extraction de bois

Figure 44. Valeur et volume des exportations de produits ligneux, 2000 et 2020



Source : Organisation internationale des bois tropicaux. Les données sur les volumes d'exportation des produits de transformation secondaire ne sont pas disponibles.

64 William F. Laurance, et al. 2006. Challenges for forest conservation in Gabon, Central Africa, Futures, Vol. 38, Nombre 4.

Tableau 8. Principaux facteurs de l'utilisation et de la dégradation des forêts au Gabon

Activité	Type de forêt touché	Rentabilité économique (2020)	Bénéficiaires
Extraction de bois	Forêts de plaine	90,5 milliards de FCFA	Secteur forestier formel
Bois de feu	Principalement les forêts de plaine, les forêts marécageuses, les mangroves	9,4 milliards de FCFA	Ménages locaux
Pôles	Principalement les forêts de plaine, les forêts marécageuses, les mangroves	0,25 milliard de FCFA	Ménages locaux
Expansion des infrastructures	Plaines, forêts marécageuses	Non disponible	Ménages et entreprises
Expansion de l'agriculture	Forêts de plaine dégradées	Non disponible	Agriculteurs

Source : Banque mondiale. 2025. Comptes des écosystèmes forestiers pour le Gabon 2000-2020.

était dirigée vers l'industrie du bois en 2020, d'autres utilisations telles que le combustible et les poteaux de construction ont augmenté (Tableau 8). L'utilisation du bois comme combustible représentait près de 10% des ressources forestières totales, soit près de 200 000 tonnes en 2020 (soit 9 milliards de FCFA ou 16 millions USD). L'accès aux technologies de cuisson propres est élevé dans les zones urbaines, mais les zones rurales sont à la traîne. En 2022, 96 % des ménages urbains avaient accès à des outils de cuisson propres, contre 49 % des ménages ruraux.⁶⁵ En conséquence, l'extraction de bois de chauffage a diminué dans la province de l'Estuaire, plus urbanisée, tout en augmentant dans les zones périurbaines des autres provinces, avec une augmentation totale de 93 % de l'ensemble du bois de feu entre 2000 et 2020. En outre, la récolte de bois pour les poteaux, qui sont utilisés dans la construction des maisons, a également augmenté, de 96 %. En 2020, la récolte à la perche a atteint 12 000 tonnes, soit environ 1 % des ressources en bois (0,25 milliard de FCFA, soit 436 000 dollars).

Les forêts gabonaises sont également un important pourvoyeur de ressources non ligneuses telles que la viande de brousse et les plantes alimentaires, qui, évaluées à environ 20 millions de dollars en 2020, sont importantes pour les économies locales. La valeur totale de la récolte de viande de brousse et de plantes sauvages en 2020 a été estimée à 11 milliards de FCFA (20 millions de dollars), provenant principalement de viande de brousse, estimée à 4 590 tonnes en 2020, soit une baisse de 56 % depuis 2000. La chasse à la viande de brousse est concentrée dans la province septentrionale du

Woleu-Ntem, et ce déclin pourrait être associé à une moindre disponibilité d'animaux sauvages ou à des changements dans les modes de consommation. Cependant, elle pourrait également être due à une sous-estimation, car l'étendue et les conditions forestières sont utilisées comme indicateurs indirects des ressources non ligneuses. Au cours de cette période, la récolte de fruits et légumes sauvages au Gabon a connu une croissance substantielle, augmentant de 59 % entre 2000 et 2020, atteignant 1 400 tonnes en 2020. De nombreuses plantes forestières jouent un rôle important dans l'alimentation locale, telles que le nkumu et l'odika. La récolte d'aliments tels que les plantes sauvages est concentrée dans les régions du nord et du centre, autour de grandes agglomérations comme Libreville, Franceville, Mouila et Oyem, et le long des principaux axes routiers.

La rétention du carbone génère l'essentiel de la valeur des forêts gabonaises, soit environ 75 milliards de dollars en 2020, dépassant largement tous les autres services écosystémiques, même si cette valeur n'est en grande partie pas captée par le pays. Les forêts gabonaises sont bien préservées, grâce à des politiques durables de gestion des forêts, à un taux d'urbanisation élevé et à une faible densité de population. Les forêts du pays constituent un atout crucial pour l'atténuation du changement climatique, absorbant de grandes quantités de carbone (séquestration du carbone) et le stockant dans la biomasse des arbres et dans les sols (rétention du carbone). Les forêts du Gabon ont stocké environ 8 milliards de tonnes de carbone en 2020, soit l'équivalent de 29,8 milliards de tonnes de CO₂ (Tableau 9). Les

65 Banque mondiale. Base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

forêts de plaine renferment 96 % de ce stock, mais les mangroves et les forêts marécageuses présentaient les densités de carbone par hectare les plus élevées. En moyenne, les mangroves ont retenu 607 tonnes de carbone par hectare en 2020, soit nettement plus que les 342 tonnes par hectare retenues dans les forêts de plaine. Malgré des baisses mineures de l'étendue et de l'état des forêts, la séquestration nette du carbone a augmenté d'environ 6 % entre 2000 et 2020, en raison de la croissance des arbres. La rétention de carbone a augmenté à la fois en volume et en valeur (Tableau 9). En termes monétaires, les services de rétention du carbone ont été évalués à plus de 43 000 milliards de FCFA (75 milliards de dollars) en 2020 (Encadré 3). En raison de l'augmentation des volumes de carbone capturés par les arbres et aussi de la valeur plus élevée établie pour les services de rétention de carbone, la valeur générée par la rétention de carbone au Gabon a augmenté de 91 % entre 2000 et 2020. Ce montant énorme, plus de trois fois supérieur au PIB du Gabon, représente une perte économique massive. Le pays rend un service important à la planète mais les mécanismes de financement internatio-

naux restent limités et ne sont toujours pas en mesure de le rémunérer pour ces services (Encadré 3). Si la valeur mondiale des forêts gabonaises a été largement débattue, les valeurs locales sont tout autant importantes. Les forêts du bassin du Congo contribuent à réguler les précipitations et à rafraîchir le climat régional de 3 à 4 degrés Celsius au Gabon et dans les pays voisins.⁶⁶ Cette contribution est essentielle pour contenir les températures, avec des effets positifs sur les moyens de subsistance, sur les cultures agricoles et sur les régimes de précipitation.⁶⁷

La rétention des sols et des sédiments, évaluée à 183 millions de dollars en 2020, est essentielle pour la lutte contre l'érosion et la qualité de l'eau, mais la capacité de rétention des sédiments diminue. Les écosystèmes forestiers jouent un rôle stabilisateur car les zones végétalisées retiennent les sédiments, réduisant ainsi les effets de l'érosion des sols sur les systèmes hydrographiques. Les arbres ancrent le sol dans leurs racines, et leur couvert végétal intercepte et absorbe les précipitations, réduisant ainsi le risque que le sol soit emporté dans les rivières, les

Encadré 3. Estimation des valeurs des services de rétention de carbone et des actifs forestiers

Services de rétention de carbone : Dans le rapport sur les comptes des écosystèmes forestiers du Gabon, la valeur des services de rétention de carbone est estimée en utilisant le coût social du carbone, une mesure théorique qui quantifie, en termes monétaires, les dommages causés par le rejet d'une tonne supplémentaire de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère. Ces dommages comprennent les effets néfastes sur la santé humaine, sur la productivité agricole, sur l'augmentation des inondations, sur les incendies forestiers et sur l'élévation du niveau de la mer. L'un des principaux défis en matière d'évaluation des services de rétention du carbone consiste à déterminer un prix du carbone approprié pour quantifier les dommages climatiques évités. Le rapport utilise les estimations du coût social du carbone de Nordhaus (2017), une mesure largement reconnue qui quantifie les dommages économiques associés aux émissions de dioxyde de carbone. Le coût social mondial du carbone évité ci-après a été utilisé (prix en dollars de 2024) : 2000 : 29 dollars par tCO₂e ; 2010 : 39 dollars par tCO₂e ; 2020 : 52,5 dollars par tCO₂e. Au Gabon, les services de rétention du carbone ont généré une valeur annuelle estimée à 43 000 milliards de FCFA (environ 75 milliards de dollars) en 2020.

Bien que le coût social du carbone fournisse une base de référence utile pour estimer la valeur globale des dommages climatiques évités, elle reste un indicateur théorique, utilisé principalement pour l'analyse des politiques et pour les évaluations des coûts et des avantages des différentes politiques. En revanche, l'évaluation de la rétention de carbone au prix du marché reflète une transaction réelle enregistrée dans l'échange de droits d'émission de carbone, offrant aux pays un moyen concret de générer des revenus grâce aux marchés du carbone et à des initiatives telles que l'initiative REDD+ des Nations unies. Il est essentiel de distinguer entre les deux approches, pour établir des attentes réalistes quant à l'appui que pourraient recevoir les pays forestiers comme le Gabon, en termes de renforcement des capacités institutionnelles et techniques nécessaires pour accéder aux marchés de carbone.

66 Nogherotto, R., et al. 2013. Impact de la déforestation dans le bassin du Congo sur la mousson africaine. Atmos. Sci. Lett, 14.

67 Une analyse des chocs liés au climat sur les infrastructures et le capital humain et naturel du Gabon est présentée dans le prochain Rapport national sur le climat et le développement (CCDR).

Encadré 3. Estimation des valeurs des services de rétention de carbone et des actifs forestiers

Patrimoine forestier : Les services fournis par les écosystèmes forestiers procurent des avantages annuels, tirés du stock d'actifs de ces écosystèmes. La comptabilité écosystémique du Gabon fait la distinction entre les flux de services (par exemple, les tonnes de carbone retenues, le bois récolté par an) et les valeurs des actifs (la valeur actualisée de ces flux, basée sur les flux à générer pendant la durée de vie d'un actif). En utilisant les principes du SEEA (*System of Environmental-Economic Accounting*), un horizon temporel de 100 ans et un taux d'actualisation de 4,5 % pour calculer la valeur actuelle nette des actifs, la valeur des actifs forestiers du Gabon en 2020 a été estimée à 950 000 milliards de FCFA (1 600 milliards de dollars), provenant principalement de la rétention du carbone. La valeur patrimoniale des services de rétention du carbone est estimée en fonction des dommages climatiques évités, ou du « coût social du carbone » (CSC). Le CSC est la valeur actualisée de l'impact cumulatif au fil du temps d'une tonne supplémentaire de dioxyde de carbone émise dans l'atmosphère aujourd'hui au cours de sa période de séjour dans l'atmosphère. Au Gabon, la valeur des actifs des écosystèmes forestiers a presque doublé depuis 2000, atteignant 498 000 milliards de FCFA (824 milliards de dollars), principalement grâce à la hausse des prix et de la demande de services de rétention du carbone. Pourtant, une part minime de cette valeur a été réalisée au niveau national, grâce au soutien de CAFI et d'autres organismes.

Valeur des actifs de l'écosystème forestier du Gabon, 2020

Type d'écosystème	Superficie (ha)	Valeur de l'actif (milliards de FCFA)	Valeur par ha (millions de FCFA/ha)	Variation de la valeur nette, 2000-2020 (%)
Forêt de plaine	22 200 729	889 083	40 047	38 %
Forêt submontagnarde	120 787	4 497	37 229	38 %
Forêt marécageuse	1 172 073	40 431	34 495	36 %
Mangroves	191 777	13 584	70 831	36 %
Mosaïques forestières-agricoles	100 962	1 967	19 478	98 %
Total	23 786 328	949 560	40 416 (moyenne)	38 %

Source : Banque mondiale. 2025. Comptes des écosystèmes forestiers pour le Gabon 2000-2020.

lacs ou les réservoirs. Cela réduit les coûts associés à l'érosion, tels que les coûts de dragage et la réduction de la durée de vie des réservoirs et d'autres infrastructures, ce qui a un impact sur la qualité de l'hydroélectricité et de l'eau potable. La sédimentation dans les cours d'eau peut également aggraver les inondations et avoir des répercussions sur les réseaux d'égouts. Au Gabon, les services de rétention des sédiments étaient la deuxième plus grande valeur fournie par les écosystèmes forestiers, après la rétention du carbone, évaluée à 105 milliards de FCFA en 2020 (183 millions de dollars). Pourtant, sur le plan physique, la rétention des sédiments est restée stable de 2000 à 2020 (Tableau 9). En raison de la perte et de la dégradation des forêts, la quantité de sédiments exportés vers les cours d'eau au cours de cette période au-

rait augmenté de 8 %. Ainsi, en 2020, on estime que 721 500 tonnes de sédiments ont atteint les systèmes hydrographiques, un niveau qui est resté faible par rapport à de nombreux pays de la région.

Enfin, les activités touristiques sont largement concentrées dans les zones côtières et centrales, en particulier dans les parcs nationaux protégés, mais la valeur générée par le tourisme, à près de 22 millions de dollars en 2020, a diminué. Au cours de la période 2000-2020, la valeur du tourisme de nature, axé sur les forêts et la faune, aurait diminué, passant de 20,2 milliards de FCFA à 12,7 milliards de FCFA en FCFA constants de 2024 (22 millions de dollars).⁶⁸ Il s'agit là d'une tendance préoccupante, si l'on considère que le tourisme peut contribuer à l'emploi,

68 Sur la base des estimations du Conseil mondial du voyage et du tourisme sur la contribution du tourisme au PIB. Des ajustements ont été effectués pour exclure d'autres types de voyages, tels que les voyages d'affaires et les visites aux amis et à la famille, et pour déterminer la part du tourisme axé sur la nature. Pour plus de détails sur la méthodologie, veuillez consulter : Banque mondiale. 2025. Comptes des écosystèmes forestiers pour le Gabon 2000-2020.

Tableau 9. Valeurs physiques et monétaires des services fournis par les écosystèmes forestiers au Gabon

Valeurs monétaires des flux annuels de services écosystémiques forestiers (en milliards de FCFA constants de 2024)

Type de service	2000	2010	2020
Bois	115	70	100
Ressources forestières non-ligneuses	6	9	11
Rétention des sédiments	53	69	105
Rétention de carbone	22 466	31 199	43 008
Tourisme	20,2	16,4	12,7
Total	22 660	31 363	43 237

Estimations physiques des biens et services annuels fournis par les écosystèmes forestiers

Type de ressource	2000	2010	2020
Bois (milliers de tonnes/an)	2 265	1 546	1 990
Ressources forestières non-ligneuses (milliers de tonnes/an)	11	16	6
Rétention de sédiments (millions de tonnes/an)	1 390	1,389	1,384
Rétention de carbone (millions de tonnes/an)	7 656	7 911	8 115
Écotourisme (milliards de FCFA)	20,2	16,4	12,7

Source : Banque mondiale. 2025. Comptes des écosystèmes forestiers pour le Gabon 2000-2020. Le bois comprend le bois récolté pour le bois d'œuvre, le combustible et les poteaux. Les ressources non-ligneuses comprennent la viande de brousse et les aliments végétaux sauvages.

aux revenus et à la conservation des forêts, et que ce déclin influe sur les projets du Gouvernement de s'appuyer davantage sur le tourisme comme stratégie de diversification. Il serait essentiel de trouver des solutions aux causes de la sous-performance de l'industrie du tourisme, notamment l'insuffisance des infrastructures de transport et d'hébergement.

Liens entre la richesse nationale, les comptes des services fournis par les forêts du Gabon et les indicateurs macroéconomiques

Une analyse de la relation entre la richesse nationale, les services fournis par les écosystèmes forestiers, le PIB et le RNB donne un aperçu de la durabilité de la croissance à long terme du Gabon eu égard à ses richesses. S'appuyant sur les informations tirées des comptes des services des écosystèmes forestiers et des comptes de richesse, cette étude analyse les valeurs a) des services fournis par les écosystèmes forestiers qui ne sont pas pris en compte dans le produit intérieur brut (PIB) et b) les estimations ajustées du revenu national brut (RNB) et de l'épargne qui tiennent compte de l'évolution de la richesse d'un pays.

Évaluer la valeur des services fournis par les forêts qui ne sont pas pris en compte dans le PIB

L'extraction du bois et de la faune et le tourisme sont pris en compte à la fois dans la comptabilisation du PIB et des services fournis par les écosystèmes forestiers, les valeurs indiquées peuvent différer pour diverses raisons. Le PIB inclut certains services fournis par les écosystèmes forestiers tels que les ressources en bois, en viande de brousse et l'écotourisme, mais des différences méthodologiques peuvent influencer sur les résultats. Les comptes des écosystèmes forestiers estiment les rentes tirées des ressources (*pourcentage de la valeur brute de la production*) plutôt que l'approche de la comptabilité nationale de la valeur ajoutée. En outre, l'exploitation forestière informelle peut avoir un impact sur les estimations. Par exemple, l'extraction de bois au Gabon a été estimée par les comptes des services des écosystèmes forestiers à 134 millions de dollars en termes réels en 2020 (0,9 % du PIB), à comparer à 214 millions de dollars (1,4 % du PIB) dans les comptes nationaux.

Une partie des services de rétention des sédiments et du carbone a un impact indirect sur le



Photo : alamy.com

PIB, sous la forme d'intrants à la production de biens et services pris en compte dans le PIB.

Par exemple, les services de rétention de la sédimentation sont importants pour la production d'hydroélectricité, tandis que la régulation du climat par les forêts contribue à la productivité agricole. Cependant, la valeur de ces services pour l'économie nationale, estimé à 89 millions de dollars, représentait une part minime de la valeur créée pour le monde. Les services de rétention du carbone ont généré une valeur importante, qui revient principalement au reste du monde.

En 2020, le coût social des services de rétention du carbone par les forêts gabonaises était évalué à 57 milliards de dollars en valeur réelle, mais la valeur marchande réelle du carbone devrait être considérablement plus faible, en raison de la demande limitée, des problèmes de vérification et de l'absence d'un marché efficace pour compenser la rétention du carbone provenant des forêts sur pied.

En comparaison, le PIB réel du Gabon s'élevait à 15 milliards de dollars en 2020, ce qui met en évidence la valeur massive générée par la rétention de carbone par les forêts du pays. Pourtant, même si le Gabon a fait des progrès considérables, étant reconnu comme un pionnier en matière de politiques climatiques, le pays ne sera pas en mesure de tirer pleinement parti de cette valeur en absence d'un mécanisme approprié de compensation au niveau mondial. Il serait essentiel de renforcer des mécanismes comme dans l'initia-

tive REDD+ ou l'article 6 de l'Accord de Paris.⁶⁹ Les défis majeurs rencontrés au niveau mondial rendent difficile de prévoir des évolutions significatives dans un avenir proche. Premièrement, il existe une distinction importante entre les valeurs estimées et les prix du marché. La valeur des services de rétention du carbone est estimée sur la base du coût social du carbone (le coût des dommages liés au changement climatique évités grâce à la rétention de carbone), étant donc différente de la valeur marchande obtenue sur les marchés mondiaux du carbone, qui peut être beaucoup plus faible. En outre, les marchés mondiaux du carbone sont sous-développés, les engagements des acheteurs sont limités et des préoccupations persistent concernant la pérennité, la complémentarité et les fuites.⁷⁰ En outre, certains pays très boisés rencontrent des défis à mesurer, à vérifier et à vendre des crédits carbone. Cela signifie que le Gabon et d'autres pays du bassin du Congo continueraient à fournir gratuitement au monde des services essentiels de rétention du carbone, à moins que des réformes substantielles au niveau international et une coopération et des engagements renforcés ne soient mis en place, permettant d'obtenir des résultats concrets.

Ajustement du revenu national brut et de l'épargne nette nationale à l'évolution de la richesse nationale

L'ajustement des indicateurs macroéconomiques traditionnels pour tenir compte de l'évolution de

69 Banque mondiale. 2023. L'article 6 de l'Accord de Paris établit le cadre dans lequel les pays peuvent volontairement coopérer pour atteindre leurs objectifs climatiques par le biais des marchés du carbone et d'approches non marchandes, y compris l'échange de réductions d'émissions.

70 Rapport du groupe de travail sur les finances du CRE (2023).

Tableau 10. Calculs de l'épargne nette ajustée (ENA) et du revenu national net ajusté (RNNA)

<p>Revenu national brut (RNB) (Déduire : Consommation de capital fixe)</p> <p>Revenu national net (Déduire : Consommation de capital naturel)</p> <p>Revenu national net ajusté (RNNA)</p>	<p>Épargne nationale brute (ENB) (Déduire : Consommation de capital fixe)</p> <p>Épargne nationale nette (Ajouter : Dépenses d'éducation) (Déduire : épuisement des ressources naturelles) (Déduire : dommages dus à la pollution)</p> <p>Épargne nette ajustée (ENA)</p>
---	--

Sources : CWON et rapport sur les comptes des services écosystémiques forestiers du Gabon.

la richesse due à la dépréciation, à l'épuisement du capital naturel ou à l'accumulation du capital humain peut fournir une nouvelle perspective sur l'état de la richesse nationale.

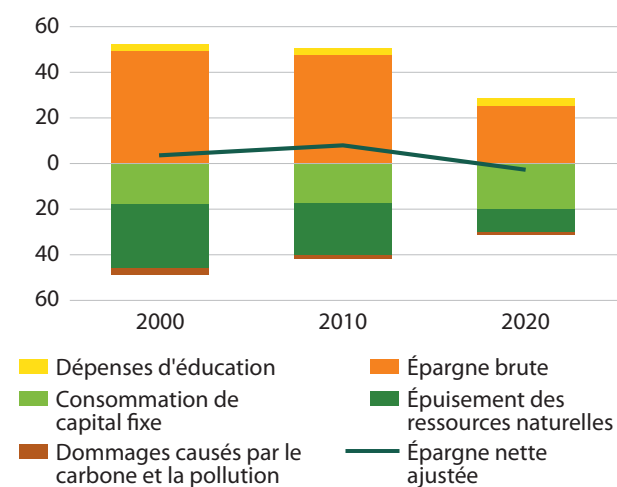
Dans les années 1990, la Banque mondiale a introduit deux indicateurs, l'épargne nette ajustée (ENA) et le revenu national net ajusté (RNNA), afin d'intégrer la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources dans les comptes nationaux. L'ENA mesure le taux réel d'épargne d'un pays pour l'avenir. Elle est estimée comme étant l'épargne nationale brute (ou investissement brut, étant donné l'identité épargne-investissement) moins la dépréciation du capital produit, l'épuisement des ressources souterraines (combustibles fossiles et minéraux) et des ressources en bois, et les dommages causés par la pollution atmosphérique à la santé humaine, plus un crédit pour les dépenses d'éducation. Le RNNA, quant à lui, ajuste le RNB en soustrayant la dépréciation du capital produit et l'épuisement du capital naturel, offrant ainsi une image plus claire du revenu durable (Tableau 10). Alors que l'ENA se concentre sur l'épargne et les investissements, le RNNA examine les flux de revenus et l'érosion des actifs naturels et physiques. Une ENA et un RNNA négatifs signalent que le pays consomme plus qu'il n'investit ou n'épargne.

Au Gabon, l'épargne nette ajustée était positive en 2000 et 2010, mais est devenue négative en 2020.

Lorsque le RNB par habitant est ajusté sur la base du RNNA, il diminue à 70 % du RNB total par habitant, ce qui indique que les revenus provenaient en grande partie de la consommation de pétrole et d'autres ressources naturelles. Cet écart est plus important au Gabon par rapport aux moyennes régionales et aux PRITS. En outre, l'ENA a été positive entre 2000 et 2010 (4 % et 9 %, respectivement), ce qui suggère que pendant cette période, le Gabon a accumulé de l'épargne, ce qui peut être attribué au boom des matières premières connu au début du siècle. Toutefois,

la croissance de l'ENA est ensuite passée à -3 % en 2020, en raison de la baisse de l'épargne et de l'augmentation du coût de la dépréciation du capital résultant de la baisse des investissements consécutive aux chocs pétroliers (Figure 45). Des politiques institutionnelles seraient donc nécessaires pour réduire la cyclabilité budgétaire et permettre au pays de constituer des marges de manœuvre budgétaires et de stabiliser les investissements, ainsi que pour promouvoir un taux d'épargne et d'investissement plus élevé à long terme.

Figure 45. Épargne nette ajustée, % de l'épargne nationale brute



Source : Rapport sur les comptes des services des écosystèmes forestiers du Gabon.

SECTION IV. Vers un avenir plus prospère : comment le Gabon peut-il protéger et accroître la richesse nationale et tirer le meilleur profit des services fournis par les écosystèmes forestiers ?

De profondes réformes structurelles sont nécessaires pour inverser la tendance inquiétante à la baisse de la richesse par habitant, mettant le Gabon sur une trajectoire de développement plus élevée. Si les tendances actuelles se poursuivent, le Gabon continuerait de perdre de la richesse nationale par habitant, possédant moins d'actifs et de ressources pour générer des revenus pour sa population. Pour bâtir une richesse nationale plus durable, capable d'améliorer le bien-être au fil du temps sans épuiser la richesse du pays, le Gabon a besoin d'une gestion plus efficace des ressources naturelles et d'investissements ciblés et stratégiques dans les infrastructures, le capital humain et la diversification économique. Ces éléments sont essentiels pour faire en sorte que sa base d'actifs et son PIB par habitant puissent augmenter substantiellement au fil du temps.

Capital physique

Pour surmonter les obstacles à la construction d'infrastructures plus adéquates, des réformes en matière de gouvernance restent essentielles pour rendre les investissements publics plus efficaces et plus efficaces. Alors que le pays est confronté à de fortes contraintes budgétaires, sur fond de perspectives de baisse des recettes pétrolières, de faiblesse des cours mondiaux du pétrole et de fortes pressions sur les dépenses dues au service de la dette et à d'autres sources, il est crucial d'investir efficacement. L'augmentation des besoins énergétiques et l'insuffisance des transports comptent parmi les principaux défis auxquels sont confrontés les entreprises et les ménages et constituent une priorité du Gouvernement. Pendant la transition politique 2023-2025, les investissements publics dans les infrastructures ont considérablement augmenté. Un fonds routier, le *Fonds autonome national d'entretien et d'investissement routier* (FANEIR), est prévu pour améliorer l'entretien routier. À l'avenir, des réformes telles que les décrets d'application de la loi sur la gestion des investissements publics sont essentielles pour parvenir à plus de transparence et d'efficacité, et pour améliorer la sélection, la hiérarchisation et le suivi des



Photo : alamy.com

projets, la coordination des agences et le contrôle des dépenses. La définition de calendriers, d'indicateurs de performance et de mécanismes de responsabilisation clairs peut contribuer à faire en sorte que les projets soient achevés à temps et dans les limites du budget. L'intégration de tous les investissements publics dans le budget serait également essentielle pour améliorer les contrôles internes, la planification et le contrôle public. Des options de politique dans ce domaine, comprenant la hiérarchisation des dépenses et les efforts de mobilisation de recettes intérieures, sont discutées dans le chapitre 1.

En outre, pour être durables et stables, il serait important d'assurer que les investissements soient alignés sur les priorités nationales et sur la capacité budgétaire et intégrés dans une politique budgétaire anticyclique. Des politiques anticycliques sont nécessaires pour minimiser les effets des ralentissements économiques et des chocs pétroliers, et éviter ainsi des coupes brutales dans les dépenses d'infrastructure. L'établissement de règles budgétaires claires, réalistes et crédibles, telles qu'un objectif pour le solde primaire non pétrolier, pourrait contribuer à découpler le budget des cycles pétroliers. Il serait essentiel d'assurer l'application des règles dans la pratique, comme les objectifs budgétaires et des

contributions au FGIS, le fonds souverain, qui devrait recevoir une partie des recettes pétrolières. Ces mesures permettraient de mieux protéger les finances publiques et de contribuer à stabiliser les dépenses d'investissement public.

Dans le même temps, un climat des affaires plus propice aux entreprises reste nécessaire pour stimuler l'investissement privé, qui est crucial pour la croissance.

La plupart des investissements réalisés au Gabon proviennent du secteur privé, mais des réformes sont nécessaires pour diversifier les investissements dans les secteurs non pétroliers, permettant aux entreprises de développer leurs industries et de participer plus activement au développement des infrastructures. Pour encourager l'investissement privé dans le capital produit, qui contribuerait à la croissance et à l'emploi, les réformes devraient se concentrer sur la création de conditions plus favorables pour les entreprises, l'amélioration de l'accès à l'énergie et aux transports, entre autres aspects du climat des affaires tels que le crédit et les compétences de la main-d'œuvre, et la création de conditions propices à l'implantation et au développement d'activités de transformation locales. Une forte participation du secteur privé dans la conception de politiques pourrait aider à identifier et à éliminer les principaux goulots d'étranglement. En outre, le renforcement du cadre juridique des partenariats public-privé pourrait contribuer à attirer davantage de capitaux privés et à réduire le coût budgétaire des investissements.

Capital humain

Pour permettre à sa population de contribuer pleinement à la croissance, le Gabon pourrait augmenter, améliorer et mieux cibler les dépenses publiques consacrées à l'éducation et aux compétences. Récemment, les Autorités ont augmenté les dépenses d'éducation en rétablissant les bourses d'études pour les écoles secondaires basées sur les résultats des élèves, pour un coût estimé à 83 milliards de FCFA, soit 3 % des recettes totales.⁷¹ En outre, près de 200 salles de classe auraient été construites pendant la transition, en 2023-2025. Pourtant, les dépenses de santé et d'éducation restent plus limitées au Gabon par rapport à ses pairs. Pour renforcer son

capital humain, le pays devrait renforcer les dépenses dans les principaux domaines sociaux, mais aussi en améliorer le ciblage et l'allocation. Il serait essentiel de réorienter les dépenses vers l'enseignement primaire et la qualité des enseignants et de les rendre moins régressives et mieux alignées sur les possibilités d'emploi.⁷² Des mesures incitatives et des contrôles pourraient être mis en place pour attirer et retenir des enseignants qualifiés, les rendre disponibles sur tout le territoire et offrir un accès plus équitable à une éducation de qualité. Des investissements dans les infrastructures scolaires sont nécessaires pour assurer des installations adéquates, en particulier pour les écoles rurales, dont 0,4 % disposent de toilettes fonctionnelles et 14,5 % ont l'électricité.⁷³ En outre, des centres de formation sont en cours de construction pour améliorer les compétences de la main-d'œuvre, offrant une formation dans les secteurs du bois, des TIC, de la construction et d'autres secteurs. Il serait essentiel de les développer et de collaborer avec le



Photo : alamy.com

71 Gouvernement gabonais. 2025. Loi de finances.

72 Banque mondiale. 2018. Examen des dépenses publiques du Gabon.

73 Banque mondiale. 2025 (non publié). Rapport national sur le climat et le développement du Gabon (CCDR).

secteur privé pour mieux aligner la formation sur les besoins du marché.

Investir plus et mieux dans la santé publique pourrait aider le Gabon à créer une main-d'œuvre en meilleure santé et plus productive. Dès l'investiture du Président Oligui Nguema en mai 2025, l'accès aux services de santé a été cité comme un objectif clé du nouveau Gouvernement, qui vise à réformer le système de santé.⁷⁴ Des centres de santé sont construits et des investissements dans la numérisation pour soutenir les services de santé sont en cours,⁷⁵ mais l'accès aux soins de santé reste inégalement réparti. Outre l'augmentation des dépenses de santé, il serait essentiel de mieux cibler, allouer et aligner les dépenses sur le profil épidémiologique et la répartition démographique, par exemple en ciblant les établissements de soins préventifs et de soins de santé primaires, et en adoptant des techniques innovantes telles que les paiements basés sur la performance.⁷⁶ En outre, il serait important d'investir dans la préparation aux situations d'urgence pour permettre au système de santé de répondre aux épidémies et autres chocs.

Capital naturel non renouvelable

Les ressources naturelles sont une pierre angulaire de la richesse du Gabon, mais leur durabilité est préoccupante, car une dépendance excessive à l'égard de ressources non renouvelables peut entraîner une instabilité économique et une dégradation de l'environnement. L'évolution de la demande mondiale, de la structure énergétique et des technologies peut également laisser les pays avec des actifs obsolètes (Encadré 4). Mais l'évolution des marchés mondiaux peut également offrir de grandes opportunités pour les ressources minérales du Gabon, notamment le manganèse, l'or et le minerai de fer. Toutefois, étant donné que des quantités minimales de manganèse et d'autres minéraux sont actuellement transformées avant d'être exportées, les réformes devraient se concentrer sur l'amélioration des conditions de transformation locale. Il existe

également des possibilités d'exploiter les réserves de gaz pour développer l'énergie à base de gaz, réduire le torchage de gaz et accroître la disponibilité d'une énergie abordable.⁷⁷

Pour gérer et utiliser plus efficacement les recettes du secteur extractif, une approche stratégique est nécessaire pour s'assurer que les ressources contribuent davantage à une croissance économique durable et à la diversification. Les politiques visant à améliorer la gestion des recettes extractives, à promouvoir la diversification économique et à assurer la durabilité environnementale peuvent aider à éviter les risques d'épuisement ou d'exploitation non durable. Le Gabon ayant récemment été réadmis dans l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) au début de 2025, il serait essentiel de mettre en œuvre les recommandations de l'ITIE et d'assurer une gestion transparente des ressources naturelles. Il s'agit notamment de publier des informations complètes sur les contrats pétroliers et miniers, y compris des données sur les propriétaires réels et leurs avenants. À l'instar d'autres pays, le Gabon pourrait également inclure le secteur forestier dans sa participation à l'ITIE, qui se limite actuellement aux hydrocarbures et aux mines. Il pourrait également imposer le partage des données pour les principaux acteurs publics des industries extractives, par exemple en publiant les états financiers audités des entreprises publiques.

Capital naturel renouvelable

Les ressources naturelles renouvelables peuvent être mieux exploitées pour diversifier l'économie gabonaise, accroître la valeur ajoutée locale et les emplois et réduire la dépendance à l'égard de secteurs extractifs, mais il serait important de prendre en compte les compromis nécessaires dans la trajectoire de développement du pays. Les ressources naturelles du Gabon constituent un atout majeur qui peut être utilisé pour générer des industries locales. Avec les perspectives de déclin de la richesse pétrolière, les politiques visant à promouvoir des activités

74 L'Union. Discours d'Investiture du Président de la République. 3 mai 2025.

75 Le projet eGabon de la Banque mondiale vise à améliorer la disponibilité de l'information pour soutenir la prestation et la gestion des services de santé publique, grâce à des applications et services de cybersanté et à des services de TIC.

76 Banque mondiale. 2018. Examen des dépenses publiques du Gabon ; Banque mondiale. 2025 (non publié). Rapport national sur le climat et le développement du Gabon (CCDR).

77 Les options de réforme du secteur gazier sont examinées en détail dans le prochain Rapport national sur le climat et le développement (CCDR) du Gabon.

Encadré 4. Comment les pays peuvent-ils éviter de se retrouver avec des actifs obsolètes dans un environnement mondial en mutation ?

Le pétrole et le gaz doivent encore jouer un rôle majeur dans l'économie mondiale au cours des prochaines décennies. Pourtant, le secteur devient plus compétitif, les nouvelles technologies de forage réduisant les coûts d'extraction aux États-Unis et dans d'autres régions. Les nouvelles normes d'efficacité, les batteries et les infrastructures pour les véhicules électriques créent de l'incertitude en ce qui concerne la demande de pétrole. L'évolution des politiques, des institutions, des normes sociales et des technologies peut entraîner une réduction durable de la demande mondiale de combustibles fossiles, empêchant ainsi les pays d'utiliser les ressources naturelles ou le capital physique accumulés pour alimenter ces industries. Des études récentes mettent en évidence le risque d'obsolescence des actifs dans les pays dépendants des combustibles fossiles, les changements limitant le rôle économique de ces secteurs et aboutissant à un « carbone inbrûlé ». Cust et Manley (2018) évaluent la richesse en carbone des pays et les risques posés par les progrès technologiques et par les politiques climatiques, en faisant valoir que les pays riches en combustibles fossiles risquent de perdre la valeur de leur richesse souterraine et pourraient être en train d'adopter des politiques qui augmenteraient leur exposition à ces risques.

Une transition mondiale vers une économie sobre en carbone présente des risques particuliers pour les pays riches en pétrole en raison de leur dépendance à une base de revenus et d'emplois étroite. Ils sont très vulnérables aux chocs climatiques, mais aussi très exposés aux initiatives mondiales d'atténuation, le déclin mondial des industries des combustibles fossiles et des chaînes de valeur connexes ayant un impact sur le développement local. Si, en raison des facteurs susmentionnés, la demande mondiale d'hydrocarbures venait à diminuer, il existe un risque important que les actifs liés aux hydrocarbures des pays de la CEMAC voient leur valeur diminuer sensiblement, ce qui laisserait d'importants actifs obsolètes. Il s'agit notamment des ressources naturelles comme des réserves en hydrocarbures, mais aussi du capital physique, comme les infrastructures électriques et de transport servant à l'extraction des ressources ou à la production d'électricité à partir de combustibles, et du capital humain, en raison de la formation et des compétences acquises par les travailleurs dans ces secteurs. À l'heure actuelle, une part importante des investissements étrangers et privés dans la CEMAC est dirigé vers les secteurs extractifs. On estime que 30 % des investissements privés au Gabon ont été dirigés vers le pétrolier en 2024. En fonction de l'évolution et de l'incertitude de la conjoncture mondiale, les investissements dans le secteur des hydrocarbures pourraient aussi diminuer dans l'avenir.

Ces facteurs soulignent ainsi l'urgence des réformes en matière de diversification économique. Pour atténuer les risques, les investissements devraient privilégier les secteurs qui stimulent le développement régional, tels que les infrastructures pour soutenir le commerce agricole. Les efforts de diversification devraient viser à élargir le portefeuille d'actifs d'un pays, notamment les compétences, l'agriculture et la foresterie, les actifs souterrains, les usines et les infrastructures. Pour être efficaces, les stratégies devraient concilier la gestion d'actifs à forte intensité de carbone et la transition vers des modèles de croissance à forte intensité de connaissances fondés sur des types d'actifs plus larges et soutenus par des institutions solides. Dans des pays comme le Gabon, les stratégies devraient s'adapter aux différents secteurs extractifs, en tirant parti de la demande mondiale croissante de minéraux nécessaires à la transition énergétique qui offrent de grandes opportunités si les ressources sont bien gérées.

Sources : Peszko, G, et al. 2020. *Diversification and Cooperation in a Decarbonizing World : Climate Strategies for Fossil Fuel-Dependent Countries*. Changement climatique et développement. Washington, DC : Banque mondiale ; Cust, J. et D. Manley. 2018. « The Carbon Wealth of Nations : From Rents to Risks ». *The Changing Wealth of Nations 2018 : Building a Sustainable Future*, édité par G. M. Lange, Q. Wodon et K. Carey, 97-113. Washington, DC : Banque mondiale.

durables, productives et à haute valeur ajoutée basées sur les ressources renouvelables seront essentielles pour permettre au Gabon de tirer le meilleur parti de ses ressources naturelles. À mesure que les pays s'engagent sur une voie du développement, il peut être nécessaire de faire des arbitrages entre

les besoins de développement et l'impact potentiel sur les forêts et sur d'autres ressources naturelles. L'expansion de l'infrastructure, de l'agriculture et du secteur du bois est nécessaire à une croissance plus forte, mais impliquerait une certaine réduction du capital naturel. Cependant, l'exploitation incontrôlée et

non durable du capital naturel peut épuiser les actifs, compromettant ainsi le bien-être futur. Afin de minimiser l'impact de la croissance sur l'environnement, il serait important de cibler une approche équilibrée entre le capital naturel, humain et physique. Les politiques devraient viser à promouvoir la croissance et à améliorer les conditions de vie sans épuiser massivement les ressources naturelles, en aidant à préserver et à accumuler la richesse du Gabon pour les générations futures.

Pour atténuer la pression sur les forêts tout en favorisant une trajectoire de croissance robuste et inclusive, des politiques sont nécessaires pour renforcer la valeur ajoutée locale dans les secteurs clés qui dépendent du capital renouvelable.

Avec des conditions appropriées et un environnement institutionnel amélioré, le pays pourrait tirer le meilleur parti de son vaste potentiel dans plusieurs secteurs, tels que le bois et les autres produits forestiers, l'agriculture et la pêche, mais aussi grâce au développement d'une économie forestière forte qui pourrait soutenir l'écotourisme, les centres de recherche et les industries pharmaceutiques.

En ce qui concerne le secteur du bois, les efforts en cours pour promouvoir la valeur ajoutée locale, améliorer la réglementation et la traçabilité du bois devraient être accélérés.

Comme nous l'avons mentionné, le Gabon a créé une importante industrie locale de transformation du bois, ajoutant de la valeur et des emplois, mais le pays rencontre des difficultés à promouvoir la transformation du bois à des niveaux plus élevés. Des initiatives en cours visant à numériser la traçabilité du bois et les permis d'exploitation forestière pourraient contribuer à promouvoir la transparence et la durabilité. Un plan de réforme en cours dans ce domaine est une révision du code forestier, qui offre la possibilité d'intégrer des réglementations plus strictes, des mécanismes d'application et de contrôle, et des incitations pour promouvoir le développement durable dans le secteur forestier. Par exemple, le Gabon est le seul pays de la CEMAC à avoir mis en place une approche de type bonus-malus, qui encourage la gestion durable des forêts grâce à une taxe de superficie avec un taux moins élevé pour les concessions forestières certifiées. Comme indiqué

dans la précédente édition de la Note de conjoncture économique du Gabon et dans le Rapport national sur le climat et le développement du Gabon, cette approche de bonus-malus et d'autres politiques fiscales climato-intelligentes pourraient être étendues pour promouvoir la gestion durable des forêts, mais aussi l'agriculture durable.⁷⁸

L'augmentation de la productivité dans l'agriculture et dans l'agroforesterie peut contribuer à créer plus d'emplois et de revenus et à améliorer la sécurité alimentaire, tout en minimisant les effets sur l'environnement.

Pour la population rurale du Gabon, qui représente environ 10 % de la population nationale, l'agriculture est une source importante de revenus. Le PNDD vise à utiliser la production alimentaire pour renforcer la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs. Bien que cela puisse générer des avantages importants, il serait important d'assurer une utilisation durable des terres pour éviter les risques de tensions avec la préservation



⁷⁸ Banque mondiale. 2024. Note de conjoncture économique du Gabon ; Banque mondiale. 2025 (non publié). Rapport national sur le climat et le développement du Gabon (CCDR).

vation des forêts. Le développement agricole devrait se concentrer sur l'augmentation des rendements (par une utilisation accrue des engrais et d'autres techniques de promotion de la productivité) et la valorisation de la forêt grâce à l'agroforesterie (Encadré 5). De même, un soutien accru à la pêche durable est nécessaire pour permettre au Gabon d'atteindre son objectif de recréer durablement une industrie de transformation du thon. En outre, une approche de conservation de l'environnement

durable, socialement juste et centrée sur les populations exige que les politiques environnementales soient alignées sur la protection des cultures agricoles et des personnes. Les mesures visant à réduire les conflits entre les animaux et les humains pourraient inclure des corridors pour la faune, des systèmes d'alerte précoce, des clôtures électriques, des dissuasion acoustiques et lumineuses et des régimes d'assurance pour indemniser les agriculteurs.⁷⁹

Encadré 5. La troisième voie - une approche stratégique de l'agriculture dans les pays fortement boisés

En dépit de l'idée répandue selon laquelle les pays densément boisés auraient besoin de choisir entre développer l'agriculture ou protéger les forêts, il existe une troisième voie, qui vise à maximiser simultanément la valeur de l'agriculture et celle des écosystèmes forestiers.

Étape 1 : Comblent les écarts de rendement agricole. Face à la croissance démographique rapide et à la nécessité de diversifier les exportations, les pays ont besoin d'augmenter la production alimentaire. Au Gabon, une personne sur cinq est sous-alimentée, un problème exacerbé par le coût élevé de la vie, la dépendance à l'égard des aliments importés et les coûts commerciaux élevés. Dans l'ensemble du bassin du Congo, les rendements agricoles ont tendance à être faibles, souvent en dessous du potentiel de la région. Les rendements du manioc, du maïs, de l'igname et de la banane stagnent ou déclinent depuis les années 1960, et sont inférieurs aux moyennes de l'Afrique subsaharienne. Par exemple, en 2023, le Gabon a produit 7,8 kilogrammes de bananes par hectare, soit environ la moitié du rendement moyen en Afrique subsaharienne. Les facteurs à l'origine des faibles rendements comprennent les difficultés liées aux pratiques de gestion des sols, le manque d'utilisation d'engrais et la sélection de cultures moins appropriées. Plutôt que d'augmenter la production en s'étendant dans les forêts vierges, l'amélioration de la productivité agricole peut aider les pays à obtenir plus de nourriture avec les terres agricoles actuelles disponibles et à mieux préserver les forêts, en bénéficiant des services forestiers essentiels pour l'agriculture, tels que le cycle des nutriments, la régulation des précipitations, la régulation du climat et la protection contre les phénomènes météorologiques extrêmes.

Étape 2 : Développer l'agroforesterie. En conjonction avec des politiques d'amélioration de la productivité, les pays pourraient explorer des options pour promouvoir l'agroforesterie, où une certaine couverture forestière est maintenue aux côtés des cultures ou de l'élevage. Les arbres sont une technologie utile : ils améliorent la santé des sols, préviennent l'érosion par le vent et l'eau, protègent contre les températures extrêmes qui peuvent stresser les cultures et offrent une protection contre les risques naturels.⁸⁰ Bon nombre de ces services améliorent les rendements et augmentent les prix grâce à la certification environnementale.

Étape 3 : Suivi et mise en application. Les forêts constituent un écosystème essentiel qui peut être le moteur de nouveaux modèles de développement, en tirant parti des possibilités à forte valeur ajoutée dans la production durable du bois et de l'agriculture, ainsi que du tourisme et des services connexes (par exemple, une économie du savoir basée sur la forêt avec des centres éducatifs, des centres de recherche, etc.). Pour éviter une utilisation non durable des forêts, il est nécessaire de mettre en place des infrastructures de surveillance qui combinent des mesures satellitaires et des mesures d'application sur le terrain.

Source : FAO. Base de données FAOSTAT.

79 Shaffer, L.J., Khadka, K.K., Van Den Hoek, J. et Naithani, K.J., 2019. Human-elephant conflict: A review of current management strategies and future directions. *Frontiers in Ecology and Evolution*, 6.

80 Mbow C, et al. 2014. Agroforestry solutions to address food security and climate change challenges in Africa. Current Opinion in Environmental Sustainability; Awazi NP, Tchamba NM. 2019. Enhancing agricultural sustainability and productivity under changing climate conditions through improved agroforestry practices in smallholder farming systems in sub-Saharan Africa. *African Journal of Agricultural Research*, 14(7); Jose S. 2009. Agroforestry for ecosystem services and environmental benefits: An overview. *Agroforestry Systems*, 76; Nair PKR, Garrity D. 2012. Agroforestry - The Future of Global Land Use. *Advances in Agroforestry*, 9(1).

Le patrimoine culturel et naturel unique du Gabon offre l'occasion de développer davantage l'écotourisme, ce qui nécessiterait des investissements dans les infrastructures et dans la promotion de l'image du pays, ainsi qu'une solide stratégie de soutien. Les gorilles et les éléphants de forêt sont abondants au Gabon et le Gouvernement mène des stratégies de promotion de l'écotourisme depuis plusieurs années. Le Gabon, possédant l'une des plus riches biodiversité d'Afrique, pourrait s'inspirer des cas du Costa Rica ou du Rwanda, où un secteur écotouristique fort axé sur les gorilles de montagne génère d'importants revenus pour les communautés locales (Encadré 6).⁸¹ Cependant, pour exploiter efficacement cette opportunité, il serait nécessaire d'investir davantage dans les infrastructures de base telles que les gîtes touristiques, les transports et les services publics ; un personnel correctement formé, notamment des guides touristiques anglophones et du personnel de sécurité ; et des outils de navigation tels que des guides de terrain, des cartes et

des réseaux de sentiers.⁸² Cela nécessite également de corriger d'importantes idées reçues,⁸³ car, si le Gabon est un pays stable, la région de l'Afrique centrale peut être perçue comme instable car certains pays connaissent des conflits armés. Enfin, les opérateurs d'écotourisme ont déclaré avoir confronté des obstacles liés aux transports publics, aux politiques d'immigration et à d'autres difficultés.⁸⁴ Avec ses vastes forêts, sa biodiversité, ses montagnes et ses plages, le Gabon pourrait devenir une destination touristique importante au niveau mondial si les infrastructures appropriées sont développées et si des politiques sont adoptées pour faciliter le tourisme et pour dissiper les idées reçues.

Le Gabon pourrait également tirer mieux parti de ses forêts, de sa biodiversité, de ses traditions et connaissances locales en créant des centres d'enseignement et de recherche, en renforçant le capital humain local et en encourageant une économie du savoir basée sur la forêt. Ces centres pourraient

Encadré 6. Opportunités de développement du tourisme forestier : le cas du Rwanda

Le tourisme centré sur les gorilles de montagne au Rwanda a produit des gains significatifs pour les communautés locales, après le conflit vécu par le pays au cours des années 1990. Des modèles créatifs de partage des revenus ont permis à différents groupes de bénéficier des retombées, créant des emplois locaux dans les domaines des sciences vétérinaires, de la gestion des forêts, des services de sécurité et des études de conservation. Au fil du temps, la valeur du tourisme centré sur les gorilles de montagne a augmenté, reflétant une progression graduelle vers le tourisme haut de gamme, et témoignant de l'avantage comparatif unique que le Rwanda s'est acquis en étant l'un des rares habitats au monde à offrir cette expérience. Des secteurs de la connaissance émergent également avec la création d'institutions d'enseignement et de recherche basées sur les gorilles de montagne. Le tourisme axé sur la nature est une source majeure d'emplois, de devises et de revenus pour le Rwanda. Le pays a attiré plus d'un million de visiteurs par an entre 2009 et 2019, et les recettes touristiques représentent 20 % du total des exportations. En 2019, les exportations touristiques se sont élevées à 458 millions de dollars, soit 4,4 % du PIB. La majeure partie de ce tourisme (environ 80 % des visiteurs de loisirs et d'affaires au Rwanda) est centrée sur le tourisme axé sur la nature, qui crée de nombreux emplois. Pour chaque million de dollars provenant du tourisme vert, on estime que 1 328 nouveaux emplois pourraient être créés. Avec une population estimée à 35 000 gorilles, à comparer aux environ 350 gorilles au Rwanda, le Gabon recèle un fort potentiel touristique, qui serait capable de générer d'importants revenus et emplois.

Sources : Banque mondiale. 2023. Bulletin d'information économique du Rwanda : tirer le meilleur parti du tourisme axé sur la nature au Rwanda ; Maekawa, M. et al. 2013. Mountain gorilla tourism generating wealth and peace in post-conflict Rwanda. *Natural Resources Forum*, vol. 37, no 2.

81 Maekawa, M., et al. 2013. Mountain gorilla tourism generating wealth and peace in post-conflict Rwanda. *Natural Resources Forum*, Vol. 37, No. 2.

82 E.D. Coates, A.J. Coates, *A Preliminary Feasibility Study for Ecotourism Development in Gabon*, Rapport à la Wildlife Conservation Society, Bronx, NY, 2004.

83 William F. Laurance, et al. 2004. *Challenges for forest conservation in Gabon*, Central Africa, Futures, Volume 38, Numéro 4.

84 BBC (7 février 2012). Gabon: Surfing hippos, lacking tourists. <https://www.bbc.com/news/world-africa-16686544>.

se concentrer sur des domaines tels que l'ethnobotanique, la conservation et la génétique, en veillant à ce que ces connaissances profitent au Gabon. La commercialisation de plantes forestières pour en faire de nouveaux médicaments pourrait générer une valeur qui n'est pas quantifiée en raison du potentiel commercial inconnu des utilisations non découvertes des produits forestiers. Les forêts gabonaises se sont révélées prometteuses dans la mise au point de nouveaux médicaments, comme constaté pendant la pandémie de COVID-19, lorsque les plantes locales ont été utilisées pour la prophylaxie et le traitement des symptômes, stimulant de nouvelles recherches sur leur potentiel d'utilisation médicale.⁸⁵

Le Gabon et d'autres pays densément boisés ont besoin d'un système de financement mondial important et performant pour pouvoir transformer les services de rétention du carbone en avantages tangibles. L'estimation de la valeur des services de rétention du carbone est une première étape qui permet aux décideurs, à la société civile et au grand public de quantifier et de cibler une compensation nécessaire de la part de la communauté internationale. Le statut du Gabon en tant que pays riche en forêts et à faible niveau de déboisement mérite d'être reconnu par l'augmentation des financements internationaux au profit du pays. Néanmoins, malgré la croissance récente des fonds climatiques et d'autres initiatives de financement vert, un tel système est encore largement absent et les progrès restent incertains, ce qui empêche le Gabon de tirer pleinement parti de la valeur de ses services de rétention de carbone. Il est donc crucial pour la communauté internationale de mettre en place des moyens justes, concrets et adéquats pour récompenser, compenser et soutenir des pays comme le Gabon pour leurs efforts de préservation des forêts. Si un système de financement mondial amélioré n'est pas créé, les pays ne seront pas en mesure de saisir ces valeurs, ce qui pourrait inciter davantage à des utilisations non durables et à la dégradation de l'environnement.

L'obtention de revenus fiables à partir des actifs écologiques nécessite également des cadres institutionnels solides, qui permettent aux pays de se préparer à participer aux marchés du carbone, d'établir une comptabilité crédible du carbone et de garantir que les communautés forestières en tirent profit. D'importantes réformes sont en cours au Gabon, notamment avec la création d'une Agence de développement de l'économie verte (AGADEV), d'une initiative souveraine de carbone et d'un registre souverain du carbone en janvier 2025. Cette initiative, basée sur le principe du pollueur-payeur, exige que les entreprises de transport aérien et maritime déclarent leurs émissions et contribuent à un fonds, qui sera utilisé pour des projets de préservation de l'environnement et de développement durable.⁸⁶ Le pays collabore également avec CAFI et d'autres partenaires pour améliorer la préparation au marché du carbone. Un appui technique et un renforcement des capacités accrus doivent être fournis pour consolider les institutions au Gabon et dans d'autres pays du bassin du Congo, grâce à une coordination et à des efforts mondiaux plus importants. Lorsque le pays envisage des stratégies de financement climatique, le Gabon devrait considérer et comparer les avantages sociaux, environnementaux et économiques des options de financement climatique avec ses coûts et incertitudes. Les options envisageables pour l'aider à obtenir une part plus équitable et plus importante de la valeur des services de rétention du carbone comprennent une participation accrue aux négociations au niveau mondial visant à élaborer des mécanismes REDD+ plus équitables, une coopération et un soutien financier plus solides pour lutter contre le changement climatique,⁸⁷ et le recours à des outils de financement fondés sur la nature, tels que les obligations indexées sur la durabilité.⁸⁸

Au niveau national et infranational, les comptes des écosystèmes forestiers du Gabon pourraient être utilisés pour éclairer la planification budgétaire et les politiques économiques. La production

85 Boukandou Mounanga, et al. 2024. Medicinal plants used in Gabon for prophylaxis and treatment against COVID-19-related symptoms: an ethnobotanical survey. *Frontiers in Pharmacology*, 15.

86 Initiative sur le carbone souverain du Gabon (<https://gabon-carbon-solutions.com/en/>).

87 L'article 6 de l'Accord de Paris autorise la coopération internationale à lutter contre le changement climatique et à débloquer un soutien financier pour les pays en développement. De plus amples informations sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les mises à jour sur le financement et la coopération climatiques dans le cadre de l'Accord de Paris sont fournies dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

88 Les options de financement climatique sont examinées dans le Rapport national sur le climat et le développement (CCDR) du Gabon.

et la mise à jour de données sur les services fournis par les écosystèmes forestiers constituent une première étape vers l'amélioration de la prise de décision en la fondant davantage sur des données probantes. Ces données permettraient aux décideurs et à la société dans son ensemble d'avoir une image plus large et plus complète de la richesse nationale et des services générés par les forêts du pays. Les évaluations de la richesse nationale, y compris des éléments clés tels que les services rendus par les forêts, peuvent contribuer à éclairer les stratégies de développement, les discussions budgétaires et le dialogue plus large avec la société civile, le secteur privé et les partenaires de développement. Les comptes des écosystèmes forestiers peuvent être utilisés pour concevoir des politiques spatialement différenciées afin de promouvoir une utilisation durable des forêts, qui contribue au développement local et à la création d'emplois tout en garantissant la durabilité des ressources. Elles peuvent également éclairer les réformes des subventions et d'autres types de soutien à l'agriculture et à la sylviculture, les transferts budgétaires et les évaluations de la richesse nationale. Des analyses plus approfondies pourraient également éclairer d'autres questions importantes pour le développement, telles que la contribution des forêts à la qualité de l'eau et les aspects économiques de la préservation des forêts tels que la productivité urbaine et rurale. Dans certains contextes, la faible productivité de la main-d'œuvre dans les secteurs urbains pourrait être associée à une plus grande dépendance à l'égard des

ressources naturelles, par exemple dans les zones périurbaines, ce qui accroît la pression exercée sur les forêts.

Idéalement, une stratégie globale de développement devrait combiner les efforts pour promouvoir différents secteurs, en tirant le meilleur parti des activités durables dans les domaines de l'agriculture, du bois et des produits forestiers, et du tourisme. Le PNDD identifie ces secteurs comme ayant un fort potentiel de croissance et d'emploi. Ce plan prévoit également de politiques climatiques fortes, considérant le financement de l'action climatique comme une opportunité potentielle de générer plus de revenus à l'avenir. Pourtant, au-delà des politiques de promotion sectorielle, les entreprises forestières gabonaises ont besoin de meilleures conditions d'exploitation pour prospérer et contribuer davantage à la génération de revenus et à l'accumulation de richesse. En fait, les réformes et les actions nécessaires pour réaliser les aspirations du Gabon sont valables dans tous les secteurs. Qu'il s'agisse de l'agriculture, du bois ou de l'écotourisme, les entreprises ont besoin d'infrastructures fiables, d'une logistique adéquate, de travailleurs qualifiés et d'un environnement réglementaire plus favorable aux entreprises pour pouvoir mieux développer leurs activités. La priorité absolue en matière de politique de développement devrait être centrée sur les réformes structurelles et sur la mise en place de conditions de base solides pour promouvoir la croissance et la création d'emplois (Tableau 11).



Photo : stock.adobe.com

Tableau 11. Options de politiques pour élargir et mieux préserver la richesse nationale du Gabon

Domaine d'action	Réforme	Entités responsables	Horizon
Assurer la viabilité des finances publiques afin de pouvoir soutenir les investissements dans le capital humain et physique	Mobiliser davantage de recettes domestiques en numérisant les factures de TVA, en veillant au respect de l'impôt foncier par l'ensemble des propriétés et en rationalisant les incitations fiscales.	Ministère en charge de l'Économie	Court à moyen terme
	Hiérarchiser les dépenses publiques, en les alignant sur l'espace budgétaire, et améliorer l'efficacité des dépenses publiques en mettant en œuvre la nouvelle loi sur la gestion des investissements publics, en renforçant la gouvernance et la transparence des entreprises publiques et des marchés publics, et en améliorant le contrôle des ressources humaines.	Ministère en charge de l'Économie ; Ministères sectoriels	Court à moyen terme
	Établir et assurer le suivi des objectifs clairs et crédibles d'assainissement des finances publiques et une approche de politique budgétaire anticyclique, afin de réduire les pressions sur le budget de l'État, sur les liquidités et sur la dette, tout en privilégiant des mesures sociales ciblées pour protéger les plus vulnérables.	Ministère en charge de l'Économie ; Ministères sectoriels	Court terme
Intégrer la comptabilisation de la richesse nationale dans la planification budgétaire et dans la planification du développement	Investir dans la comptabilisation de la richesse nationale, y compris les services fournis par les écosystèmes forestiers, afin de produire et d'utiliser régulièrement des données pour soutenir les stratégies nationales, infranationales et sectorielles de développement, les discussions budgétaires et le dialogue avec la société.	Ministères en charge de l'Économie, de la Planification, de l'Environnement, des Forêts, autres ministères sectoriels ; Conseil Economique, Social et Environnemental ; Conseil national climat ; Agence de développement de l'économie verte (AGADEV)	Moyen terme
Renforcer le capital humain	Augmenter et mieux cibler les dépenses en matière d'éducation, de formation, de santé et de protection sociale.	Ministères en charge de l'Économie, de la Santé, de l'Éducation, des Affaires sociales	Court terme
	Réorienter les dépenses publiques vers l'enseignement primaire et la qualité des enseignants et mettre en place des mesures d'incitation et de contrôle pour attirer et retenir des enseignants qualifiés.	Ministère en charge de l'Éducation et de la Formation	Court à moyen terme
	Investir dans la formation et collaborer avec le secteur privé pour mieux aligner les compétences sur les besoins du marché.	Ministère en charge de l'Éducation et de la Formation	Court terme
Investir dans les infrastructures	Renforcer le capital physique en améliorant la sélection, la hiérarchisation et le suivi des projets, et en mettant l'accent sur des domaines clés tels que le transport et l'énergie.	Ministères en charge de l'Économie, de la Planification, de l'Énergie, des Transports, des Travaux publics	Court à moyen terme
	Envisager des options de financement telles que les partenariats public-privé pour alléger les coûts budgétaires et pour renforcer la participation du secteur privé à l'expansion des infrastructures.	Ministères en charge de l'Économie, de la Planification, de l'Énergie, des Transports, des Travaux publics	Court à moyen terme
Améliorer la gestion du capital naturel non renouvelable	Suite à la validation du Gabon en tant que membre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), adopter les recommandations de l'ITIE pour promouvoir la transparence et le contrôle des recettes pétrolières et minières.	Ministères en charge de l'Économie, du Pétrole et des Mines	Court à moyen terme
	Atténuer les risques associés aux actifs non renouvelables obsolètes en donnant la priorité aux investissements dans les secteurs qui stimulent le développement régional, tels que les infrastructures en soutien au commerce agricole.	Ministères en charge de l'Économie, de la Planification, des Transports, des Travaux publics, de l'Agriculture	Court à moyen terme

Tableau 11. Options de politiques pour élargir et mieux préserver la richesse nationale du Gabon

Domaine d'action	Réforme	Entités responsables	Horizon
Tirer un meilleur parti des écosystèmes forestiers et d'autres ressources naturelles renouvelables	Étendre une approche de type bonus-malus et d'autres politiques fiscales pour promouvoir la foresterie, l'agriculture et l'agroforesterie durables, en mettant l'accent sur l'augmentation de la valeur ajoutée locale et des emplois, tout en contribuant aux objectifs de conservation de l'environnement.	Ministères en charge de l'Économie, de la Planification, des Forêts, de l'Agriculture	Court terme
	Accélérer la mise en œuvre des réformes en cours sur la numérisation de la traçabilité du bois et des permis forestiers, ainsi que d'autres actions visant à améliorer la transparence et les contrôles dans le secteur du bois.	Ministère en charge des Forêts	Court terme
	Promouvoir l'écotourisme par des investissements dans les infrastructures, des politiques réglementaires et des campagnes de promotion.	Ministères en charge de l'Économie, de la Planification, du Tourisme	Court à moyen terme
	Promouvoir les centres de recherche pour étudier les plantes médicinales et d'autres sources de richesse tirées des forêts.	Ministères en charge de l'Économie, de la Planification, des Forêts, de l'Enseignement supérieur	Court à moyen terme
	Améliorer la productivité agricole en renforçant les pratiques de gestion des sols, en augmentant l'utilisation d'engrais et en sélectionnant des cultures appropriées pour augmenter durablement les rendements.	Ministère en charge de l'Agriculture	Court à moyen terme
	Améliorer la comptabilité du carbone et le cadre juridique et de mener des activités de plaidoyer au niveau international en faveur de mécanismes de compensation mondiaux suffisants et de grande envergure ; envisager des options de financement climatique telles que les obligations indexées sur la durabilité.	Ministères en charge de l'Économie, du Plan, de l'Environnement, des Forêts ; Agence de développement de l'économie verte (AGADEV)	Court à moyen terme



Photos : alamy.com; shutterstock.com; stock.adobe.com

Annexe

1. Défis en matière de données et impacts sur l'estimation de la richesse dans la CEMAC

La Banque mondiale utilise les principes d'évaluation internationalement reconnus du Système de comptabilité nationale (SCN) et du Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE) pour évaluer toutes les composantes de la richesse. Cependant, l'estimation de la richesse nécessite des données fiables et complètes, qui ne sont pas toujours disponibles pour de nombreux pays de la CEMAC.

Pour évaluer les stocks de capital physique, le CWON utilise les lignes directrices du SCN et les meilleures pratiques internationales, telles que celles des pays de l'OCDE, en utilisant la méthode de l'inventaire permanent. Cette méthode nécessite des données sur les investissements, la durée de vie des actifs et les schémas d'amortissement. Les données sur les stocks de capital, compilées selon cette approche, sont disponibles pour la plupart des pays dans les Penn World Tables (PWT). Toutefois, pour garantir l'exactitude des données, il est nécessaire de maintenir un enregistrement continu du stock de capital en ajoutant les nouveaux investissements et en soustrayant la dépréciation à chaque période, ce qui nécessite également des recensements réguliers. Cette approche n'est pas toujours appliquée de manière cohérente par les institutions statistiques de la région CEMAC.

La base de données du projet CWON adopte l'approche de la valeur actuelle nette - méthode d'évaluation de la rente des ressources (NPV-RVM)⁸⁹ pour mesurer la valeur du stock de combustibles fossiles, de minéraux ou de métaux d'un pays sur la base de la valeur actuelle des flux de rente attendus jusqu'à l'épuisement de la ressource. La rente de ressource est calculée en soustrayant les coûts d'extraction des revenus générés. Les valeurs nominales des actifs du capital naturel non renouvelable sont estimées à partir de diverses bases de données publiques, telles que celles de l'AIE, de l'US Geological Survey et de la Division statistique des Nations Unies, ainsi que de sources autori-

sées telles que Rystad Energy et Wood Mackenzie. Les pays de la CEMAC disposent d'importantes réserves de pétrole et de gaz qui sont régulièrement évaluées par des entreprises et des organisations énergétiques mondiales, ce qui permet d'obtenir des données plus fiables. Les pays accordent souvent la priorité aux investissements établis et en cours dans les secteurs de l'énergie. Cependant, pour les minéraux et les métaux, les données sont souvent incomplètes, notamment en raison d'un manque d'exploration avancée, d'une infrastructure minière limitée et d'une documentation insuffisante sur le secteur informel ou artisanal.

Pour l'évaluation du capital naturel renouvelable, tel que les terres agricoles, le bois, les stocks de poissons marins et l'énergie renouvelable, la même approche NPV-RVM que celle utilisée pour le capital naturel non renouvelable est appliquée, avec une différence importante : pour les ressources non renouvelables, la durée de vie de l'actif est déterminée par le rapport entre la production actuelle et les réserves actuelles, tandis que pour les ressources renouvelables, elle est supposée être de 100 ans. Dans un pays à forte densité forestière comme le Gabon, la difficulté réside souvent dans l'estimation des revenus et des coûts des produits du bois, ainsi que des rendements des terres agricoles. En outre, l'une des principales limites de l'évaluation du CWON est la non-évaluation des services de rétention du carbone. Cette absence d'évaluation empêche la pleine reconnaissance de l'importance écologique des forêts gabonaises et entrave le financement nécessaire à leur préservation.

Le CWON utilise l'approche du revenu de la vie entière développée par Jorgenson et Fraumeni (1989, 1992a, 1992b) pour estimer la richesse en capital humain, qui est généralement le patrimoine le plus important dans les pays. Selon cette approche, le capital humain est estimé comme la valeur actuelle du revenu du travail futur qui pourrait être généré au cours de la vie des femmes et des hommes vivant actuellement dans un pays. La mise en œuvre de cette approche nécessite des données provenant de diverses sources, notamment sur la population par âge et par sexe des Perspectives de la

⁸⁹ L'approche NPV-RVM calcule la valeur actuelle des rentes futures des ressources afin d'estimer la richesse dérivée des actifs naturels. <https://datacatalog.worldbank.org/int/search/dataset/0042066>.

population mondiale des Nations unies, les données sur l'emploi et la participation à la main-d'œuvre de l'OIT, les taux de survie de l'étude sur la charge mondiale de morbidité, ainsi que les profils d'éducation et de revenus des Nations unies et les enquêtes harmonisées sur les ménages et la main-d'œuvre de la Banque mondiale.

Source : CWON, 2024.

2. Amélioration de l'estimation de la richesse nationale : utilisation de l'indice de volume de Törnqvist et de l'USD réel enchaîné

Les éditions précédentes du CWON, antérieures à 2024, ont calculé les tendances de la richesse à prix constants en utilisant le déflateur du PIB, une pratique courante dans la comptabilité nationale. Cette méthode présente toutefois des limites, car elle ne prend en compte que les flux de production intérieure et exclut les biens importés. Par exemple, dans les économies dépendantes du pétrole comme le Gabon ou le Congo, les déflateurs du PIB sont influencés par les prix du pétrole mais peuvent ne pas refléter le coût des biens de consommation importés tels que les véhicules, les machines ou les biens électroniques. Cela crée des distorsions dans l'analyse des tendances de la richesse réelle et dans la saisie du pouvoir d'achat réel de la richesse nationale.

Pour plus de précision, le CWON 2024 utilise l'indice de volume de Törnqvist pour mesurer les variations de la richesse totale et de ses composantes. Dans cette approche, les changements relatifs des actifs physiques d'une nation, tels que la taille de ses stocks de poissons ou le nombre de travailleurs dans la population active, sont pondérés par leur importance économique relative (mesurée par leur part dans la richesse nominale). Par exemple, le volume des actifs forestiers est mesuré en hectares, tandis que le volume des actifs pétroliers est mesuré en barils. Comme ces actifs sont exprimés dans des unités différentes, l'indice de Törnqvist permet de les combiner en pondérant la variation de chaque actif par sa part de valeur, ce qui élimine des calculs les contraintes d'unité ou les difficultés de comparaison des actifs.

L'indice est chaîné à une année de base (2019) et toutes les valeurs sont exprimées en dollars américains chaînés de 2019, ce qui élimine les distorsions

liées à l'inflation et aux prix. Ces valeurs chaînées ne peuvent pas être directement comparées à d'autres indicateurs tels que le PIB ou l'investissement, qui sont généralement exprimés en dollars constants. Cependant, le CWON rapporte également les valeurs nominales des composantes de la richesse nationale en dollars courants, ce qui permet des comparaisons avec d'autres indicateurs macroéconomiques. Cette nouvelle méthodologie améliore la précision de la mesure de la richesse, ce qui en fait un outil précieux pour évaluer la viabilité économique à long terme.'

3. Estimation de la valeur de la richesse en capital humain d'un pays

Différentes méthodes peuvent être utilisées pour mesurer le capital humain. Dans la base de données CWON de la Banque mondiale, le capital humain d'un pays est évalué à l'aide d'une approche basée sur des mesures monétaires. Dans cette approche, la richesse en capital humain est estimée sur la base de la valeur actuelle des revenus futurs de la main-d'œuvre, y compris les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants. Cette méthode d'estimation évalue donc les futurs revenus du travail générés par la population active actuelle, considérant ainsi le capital humain comme un actif qui génère des flux de revenus au fil du temps. Elle prend en compte des facteurs tels que la taille et la structure de la population, la durée de vie, le niveau d'éducation et l'expérience du marché du travail. Les données du CWON sur la richesse en capital humain sont un complément à l'indice du capital humain (ICH) de la Banque mondiale, qui est une approche basée sur des indicateurs pour mesurer le capital humain. L'ICH mesure le niveau de productivité qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre lorsqu'il sera en âge de travailler. Il est basé sur des indicateurs clés de santé (survie des enfants et des adultes, mortalité infantile et retard de croissance) et d'éducation (nombre d'années d'études prévues et résultats de tests harmonisés). Ces différentes mesures permettent de dresser un tableau comparatif du capital humain d'un pays, qui est l'un des principaux moteurs de la croissance durable et de la réduction de la pauvreté ; l'augmentation du capital humain est associée à des revenus plus élevés pour les individus, à une augmentation du revenu national et à une plus grande cohésion sociale.

Source : CWON 2024.

4. Forêts et autres écosystèmes au Gabon

Les écosystèmes forestiers que l'on trouve au Gabon sont les suivants :

- Les forêts de plaine, qui sont des forêts situées à basse altitude, généralement à moins de 700 m au-dessus du niveau de la mer.
- Les forêts de climat submontagnard, situées dans une zone de transition entre les forêts montagnardes et les forêts de plaine, commencent généralement à 700-1100 m au-dessus du niveau de la mer.
- Les forêts marécageuses, qui sont des forêts inondées de façon saisonnière ou permanente, que l'on trouve le long des rivières et dans les zones mal drainées.
- Les mangroves, qui sont des forêts côtières composées d'arbres et d'arbustes tolérant le sel.

Les autres écosystèmes naturels du Gabon sont :

- Les savanes, un mélange d'arbres/arbustes épars et de prairies ouvertes avec des saisons humides et sèches distinctes.
- Les zones humides, qui sont des zones où la terre est saturée d'eau tout au long de l'année ou de façon saisonnière.

Les écosystèmes anthropiques comprennent :

- Les mosaïques de fermes forestières, qui sont un mélange de forêts secondaires en régénération, de champs agricoles en activité et en jachère, de jardins familiaux et de plantations villageoises.
- Les plantations, qui sont des cultures d'arbres établies par plantation et/ou ensemencement, sont généralement des peuplements monospécifiques d'espèces exotiques ou des peuplements d'espèces indigènes gérés de manière intensive.
- Les terres cultivées, qui sont des zones dominées par des cultures annuelles avec peu ou pas de végétation naturelle restante.
- Les terres bâties, qui sont dominées par les infrastructures construites, y compris les routes et les villes. Le reste du territoire est constitué d'eaux libres, c'est-à-dire de zones d'eau, telles que des lacs ou des rivières, où la surface de l'eau ne présente pas de végétation significative.

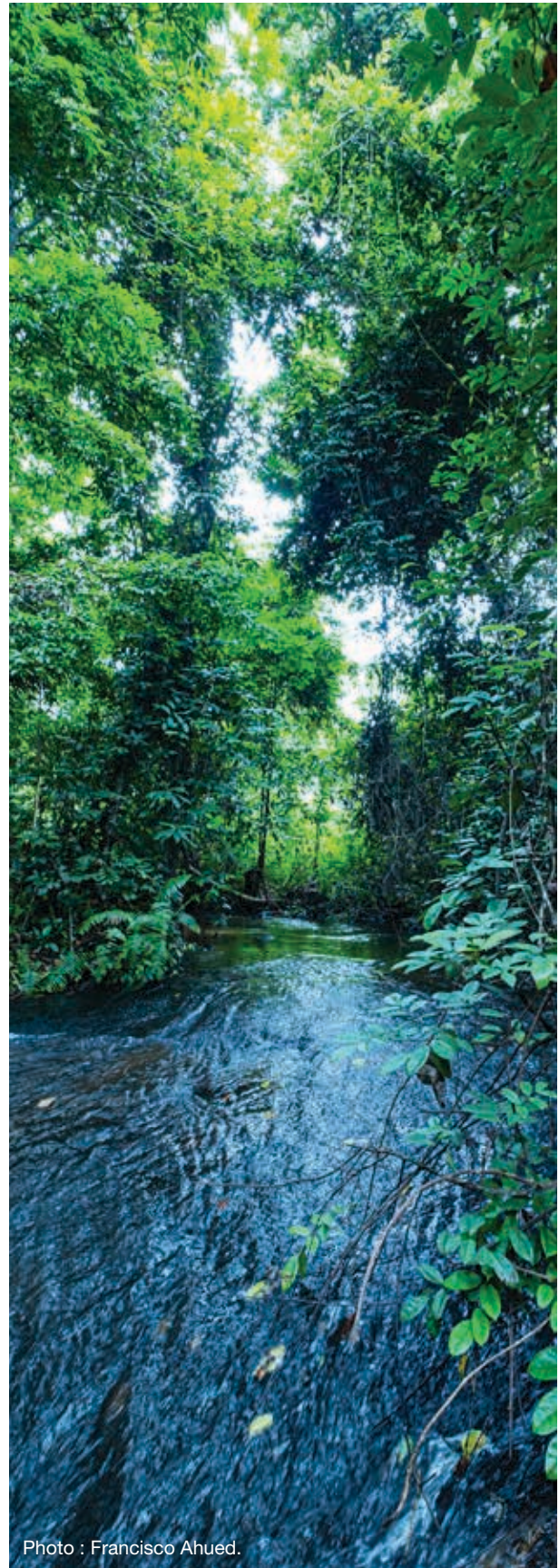


Photo : Francisco Ahued.

Références

- Arrow et al. 2012. "Sustainability and the measurement of wealth". *Environment and Development Economics*, 17(3).
- Awazi NP, Tchamba NM. 2019. "Enhancing agricultural sustainability and productivity under changing climate conditions through improved agroforestry practices in smallholder farming systems in Sub-Saharan Africa". *African Journal of Agricultural Research*, 14(7).
- Banque Africaine de Développement. 2017. *Technical Support for the Agricultural Transformation Strategy and Promotion of Youth Entrepreneurship in the Agricultural Sector and Agribusiness*. Appraisal Report.
- Banque des États de l'Afrique Centrale. 2025. *Rapport de Politique Monétaire*. Mars.
- Banque mondiale. 2018. *CEMAC: Deepening Regional Integration to Advance Growth and Prosperity*.
- Banque mondiale. 2018. *Revue des Dépenses Publiques*.
- Banque mondiale. 2022. *Gabon: Memorandum Economique du Pays*.
- Banque mondiale. 2022. *Note de Conjoncture Economique 2022*.
- Banque mondiale. 2023. *Businesses of the State (BOS) and Private Sector Development: A Policy Toolkit for Practitioners*.
- Banque mondiale. 2023. *Note de Conjoncture Economique 2023*.
- Banque mondiale. 2024. *The Changing Wealth of Nations 2024. Revisiting the Measurement of Comprehensive Wealth*.
- Banque mondiale. 2025. *Africa Pulse. Improving Governance and Delivering for People in Africa*. Avril.
- Banque mondiale. 2025. *Baromètre Economique de la CEMAC*. Juin.
- Banque mondiale. 2025. *Global Economic Prospects*. Juin.
- Banque mondiale. 2025. *Perspectives Macroéconomiques et de Pauvreté*. Avril.
- Banque mondiale. 2025 (en cours de préparation). *Comptes des Services des Ecosystèmes Forestiers du Gabon 2000-2020*. Décembre 2024.
- Banque mondiale. 2025 (en cours de préparation). *Rapport National sur le Climat et le Développement du Gabon (CCDR)*.
- Boukandou Mounanga, et al. 2024. "Medicinal plants used in Gabon for prophylaxis and treatment against COVID-19-related symptoms: an ethnobotanical survey." *Frontiers in Pharmacology*, 15.
- Choudhary, Rishabh; Ruch, Franz U; Skrok, Emilia. 2024. *Taxing for Growth: Revisiting the 15 Percent Threshold*. Policy Research Working Paper 10943.
- Costanza, R. et al. 1997. "The value of the world's ecosystem services and natural capital". *Nature*, 387.
- Coyle, D. 2017. « Rethinking GDP ». *Finance & development*, FMI, mars, 54(1).
- Dasgupta, P. 2021. *The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review*. London: HM Treasury.
- Davis, J. Fedelino, A., Ossowski, R. 2003. *Fiscal Policy Formulation and Implementation in Oil-Producing Countries*. FMI. Août.
- E.D. Coates, A.J. Coates. 2004. "A Preliminary Feasibility Study for Ecotourism Development in Gabon". *Report to Wildlife Conservation Society*.
- FMI. 2019. *Public Investment Management Assessment - Gabon*. Fiscal Affairs Department.

- Gouvernement du Gabon. 2023. *Bulletin Trimestriel de Suivi de l'Emploi*. No. 10. Juin 2023.
- Gouvernement du Gabon. 2023. *Tableau de Bord de l'Economie : Situation 2022 et Perspectives 2023-2024*. No. 53. Octobre.
- Gouvernement du Gabon. 2025. *Note de Conjoncture Sectorielle*. Mars.
- ITIE. Secretariat International. Validation du Gabon 2024. Evaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Norme ITIE 2019.
- Jose S. 2009. "Agroforestry for ecosystem services and environmental benefits: An overview". *Agroforestry Systems*, 76.
- Lange, G.M., Wodon, Q., Carey, K. 2018. *The Changing Wealth of Nations 2018: Building a Sustainable Future*. Banque mondiale.
- Organization Internationale du Travail. 2019. State of Skills: Gabon.
- Maekawa, M., et al. 2013. "Mountain gorilla tourism generating wealth and peace in post-conflict Rwanda". *Natural Resources Forum*, 37(2).
- Mbow C, et al. 2014. "Agroforestry solutions to address food security and climate change challenges in Africa". *Current Opinion in Environmental Sustainability*.
- Nair P.K.R., Garrity D. 2012. "Agroforestry - The Future of Global Land Use." *Advances in Agroforestry*, 9(1).
- Nkendah, Robert. 2013. "Estimating the Informal Cross-border Trade of Agricultural and Horticultural Commodities between Cameroon and its CEMAC Neighbours". *Food Policy*, Vol. 41.
- Nogherotto, R., et al. 2013. "Impact of Congo Basin deforestation on the African monsoon". *Atmos. Sci. Lett*, 14.
- Nordhaus, W. 2017. « Revisiting the social cost of carbon ». *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 114(7).
- Shaffer, L.J., Khadka, K.K., Van Den Hoek, J., Naithani, K.J., 2019. "Human-elephant conflict: A review of current management strategies and future directions". *Frontiers in Ecology and Evolution*, 6.
- Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J.P. 2009. *Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress*. Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress. Paris.
- United States Department of the Interior. 2024. U.S. Geological Survey. *2020 Minerals Yearbook*. Manganese. Septembre
- William F. Laurance, et al. 2006. "Challenges for forest conservation in Gabon", Central Africa, *Futures*, 38(4).

